

JOURNAL OFFICIEL

Philippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 158 N° 15	TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI	Mahana 9 no Eperera 2009
-----------------------	--------------------------------------	-----------------------------

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 42 52 61

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° HC 99 CRFPN du 18 mars 2009 relatif à l'organisation de l'épreuve de tests psychotechniques pour le recrutement de "cadets de la République, option Police nationale", et à la composition de la commission de surveillance	1475
Arrêté n° 100 HC du 19 mars 2009 portant obligation de déclarations statistiques pour les navires de pêche étrangers effectuant des opérations de transbordement de poissons en Polynésie française	1476
Arrêté n° HC 102 DIPAC du 20 mars 2009 portant modification des statuts du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française	1479
Arrêté n° HC 103 CAB/DPC du 20 mars 2009 relatif à la composition du jury d'examen pour un monitorat national des premiers secours le 19 mars 2009 à Papeete (locaux de l'ADES, Tahiti)	1482
Arrêté n° HC 108 SATPN du 23 mars 2009 fixant le calendrier des épreuves écrites d'admissibilité pour les concours interne et externe pour le recrutement d'officiers de la police nationale, session 2009, et portant nomination de la commission de surveillance	1482
Arrêté n° 112 AC/DIR du 24 mars 2009 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française	1483
Arrêté n° 113 AC.DIR.INFRA/BA du 24 mars 2009 approuvant le règlement intérieur de la commission consultative économique commune (COCOECO) des aéroports de Tahiti-Faa'a, Raiatea, Bora Bora et Rangiroa	1486
Arrêté n° HC 114 DIPAC du 25 mars 2009 portant attribution aux communes de la Polynésie française de la part aménagement de la dotation globale de fonctionnement (DGF) servie au titre de l'exercice 2009 par l'Etat, ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales	1488
Arrêté n° HC 116 CAB/DPC du 25 mars 2009 portant liste des candidats admis à l'examen de monitorat national des premiers secours le 19 mars 2009 à Papeete (locaux de l'ADES, Tahiti)	1490
Arrêté n° HC 117 CAB/SIDPC du 26 mars 2009 relatif à la composition du jury d'examen pour un monitorat national des premiers secours le 9 avril 2009 à Faa'a (école Piafa'u, Tahiti)	1490
Arrêté n° HC 118 CAB/SIDPC du 27 mars 2009 fixant la date et les horaires des épreuves d'un examen SSIAP 1 : session de formation SSIAP 1 du 13 au 26 mars 2009 organisée par la société Formation Poly Sécurité	1490
Arrêté n° HC 82 DRHME/BRHT/ET du 27 mars 2009 modifiant l'arrêté n° HC 240 SME/BRHT/ET du 22 août 2008 portant délégation de signature à M. Mohand Azzi, directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité.	1491

Arrêté n° HC 83 DRHME/BRHT/ET du 27 mars 2009 complétant l'arrêté n° HC 62 DRHME/BRHT/ET du 3 mars 2009 portant délégation de signature à M. Christophe Deschamps, directeur des ressources humaines et de la modernisation de l'Etat 1492

Arrêté n° HC 119 DIPAC du 30 mars 2009 portant attribution aux communes de moins de 5 000 habitants de Polynésie française de la dotation élu local (DEL) servie au titre de l'exercice 2009 par l'Etat, ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales 1492

Arrêté n° HC 120 DIPAC du 30 mars 2009 modifiant l'arrêté n° HC 206 DAC du 17 juin 2008 portant désignation des membres du comité de finances locales de la Polynésie française 1494

EXTRAITS

Arrêté n° 87 DIPAC/PJF/BFC du 13 mars 2009 portant attribution d'une subvention sur le budget de l'Etat : ministère : 209 intérieur, outre-mer et collectivités territoriales, programme 119, action 01, sous-action 01 "dotation globale d'équipement des communes" année 2009, commune de Papeete, subdivision administrative des îles du Vent, dotation forfaitaire 1494

Arrêté n° 88 DIPAC/PJF/BFC du 13 mars 2009 portant attribution d'une subvention sur le budget de l'Etat : ministère : 209 intérieur, outre-mer et collectivités territoriales, programme 119, action 01, sous-action 01 "dotation globale d'équipement des communes" année 2009, commune de Faa'a, subdivision administrative des îles du Vent, dotation forfaitaire 1495

Arrêté n° 89 DIPAC/PJF/BFC du 13 mars 2009 portant attribution d'une subvention sur le budget de l'Etat : ministère : 209 intérieur, outre-mer et collectivités territoriales, programme 119, action 01, sous-action 01 "dotation globale d'équipement des communes" année 2009, commune de Punaauia, subdivision administrative des îles du Vent, dotation forfaitaire 1495

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 382 CM du 27 mars 2009 ordonnant la fin des études relatives à l'élaboration du plan général d'aménagement de la commune de Tairapu-Ouest. 1496

Arrêté n° 383 CM du 27 mars 2009 ordonnant la fin des études relatives à l'élaboration du plan général d'aménagement de la commune de Arue 1496

Arrêté n° 418 CM du 1er avril 2009 portant modification de l'arrêté n° 618 CM du 18 mai 2002 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française 1497

Arrêté n° 421 CM du 1er avril 2009 portant nomination des représentants de la Polynésie française au comité consultatif du crédit. 1497

Arrêté n° 436 CM du 2 avril 2009 portant nomination de M. Jean-Marie Savio en qualité de chef du service par intérim de la délégation à la famille et à la condition féminine. 1498

Arrêté n° 437 CM du 2 avril 2009 portant fin de fonctions de M. Christophe Giraud en qualité de directeur de la direction de l'environnement. 1498

Arrêté n° 438 CM du 2 avril 2009 portant nomination de M. Willy Tetuanui en qualité de directeur de la direction de l'environnement 1499

Arrêté n° 441 CM du 2 avril 2009 portant fixation du montant total des réductions de cotisations sociales attribuables pour l'année 2009 1499

Arrêté n° 449 CM du 2 avril 2009 relatif aux actes professionnels et à l'exercice de la profession d'infirmier 1500

Arrêté n° 450 CM du 2 avril 2009 relatif aux modalités de l'élection du conseil de l'ordre des infirmiers de la Polynésie française 1504

Arrêté n° 451 CM du 2 avril 2009 fixant la liste des pièces à produire pour l'inscription au tableau du conseil de l'ordre des infirmiers de la Polynésie française 1506

Arrêté n° 460 CM du 3 avril 2009 portant abrogation de l'arrêté n° 1976 CM du 26 décembre 2008 et autorisant la résiliation de la convention d'occupation du domaine public du 27 janvier 2009 liant la Polynésie française à la société anonyme (SA) Cook's Bay Hotel. 1507

EXTRAITS

Arrêté n° 380 CM du 27 mars 2009 portant dérogation aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié concernant l'octroi d'une subvention d'investissement à la commune de Punaauia pour l'étude d'aménagement de la zone Vaiopu	1507
Arrêté n° 381 CM du 27 mars 2009 portant dérogation aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié concernant l'octroi d'une subvention d'investissement à la commune de Punaauia pour l'étude d'aménagement de la zone Atehi	1507
Arrêté n° 384 CM du 27 mars 2009 rapportant l'arrêté n° 242 CM du 6 février 2009 autorisant le Président de la Polynésie française à signer l'avenant à la convention de délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport en commun du lot urbain de l'île de Tahiti	1507
Arrêté n° 385 CM du 27 mars 2009 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SA Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) pour le bimestre novembre/décembre 2008 au titre du transport routier scolaire de personnes sur l'île de Tahiti	1507
Arrêté n° 386 CM du 27 mars 2009 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) pour le bimestre novembre/décembre 2008 au titre du transport routier scolaire de personnes sur l'île de Tahiti	1509
Arrêté n° 387 CM du 27 mars 2009 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Réseau de transport urbain pour le bimestre juillet/août 2008 au titre du transport routier scolaire de personnes sur l'île de Tahiti	1509
Arrêté n° 388 CM du 27 mars 2009 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Réseau de transport urbain pour le bimestre septembre/octobre 2008 au titre du transport routier scolaire de personnes sur l'île de Tahiti	1510
Arrêté n° 389 CM du 27 mars 2009 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Réseau de transport urbain pour le bimestre novembre/décembre 2008 au titre du transport routier scolaire de personnes sur l'île de Tahiti	1511
Arrêté n° 390 CM du 27 mars 2009 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre juillet/août 2008 au titre du transport routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva .	1511
Arrêté n° 391 CM du 27 mars 2009 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre septembre/octobre 2008 au titre du transport routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva	1512
Arrêté n° 392 CM du 27 mars 2009 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre novembre/décembre 2008 au titre du transport routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva	1512
Arrêté n° 393 CM du 27 mars 2009 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur du GIE Maire Ouest pour le bimestre juillet/août 2008 au titre du transport routier scolaire de personnes sur l'île de Raiatea	1513
Arrêté n° 394 CM du 27 mars 2009 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur du GIE Maire Ouest pour le bimestre septembre/octobre 2008 au titre du transport routier scolaire de personnes sur l'île de Raiatea .	1513
Arrêté n° 395 CM du 27 mars 2009 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur du GIE Maire Ouest pour le bimestre novembre/décembre 2008 au titre du transport routier scolaire de personnes sur l'île de Raiatea.	1514
Arrêté n° 396 CM du 27 mars 2009 portant abrogation de l'arrêté n° 1498 CM du 17 novembre 1998 autorisant l'occupation temporaire d'un local dans le bâtiment "gare maritime" au bord de l'ancien quai de Taiohae, à Nuku Hiva, Marquises au profit du ministère de la jeunesse, de l'insertion sociale des jeunes, des sports et de la politique de la ville	1515
Arrêté n° 397 CM du 27 mars 2009 portant abrogation de la décision n° 449 DOM du 19 avril 1982 autorisant la mise à disposition de l'entrepôt frigorifique de Taiohae	1515
Arrêté n° 402 CM du 30 mars 2009 portant ouverture de quotas d'importation de volailles de race de poule pondeuse.	1515
Arrêté n° 403 CM du 30 mars 2009 portant autorisant préalable d'investissement étranger en Polynésie française au profit de M. Georgius Tarvo	1515

Arrêté n° 408 CM du 31 mars 2009 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 1-09 CA/OPH du 3 mars 2009 de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé Office polynésien de l'habitat portant adoption de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses pour l'exercice 2009 de l'Office polynésien de l'habitat.	1515
Arrêté n° 409 CM du 31 mars 2009 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 143-09 CA/EHN du 17 mars 2009 de l'établissement public Heiva Nui approuvant l'état prévisionnel des recettes et des dépenses pour l'exercice 2009.	1515
Arrêté n° 410 CM du 31 mars 2009 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 2-09 CA/OPH du 3 mars 2009 de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé Office polynésien de l'habitat autorisant le départ volontaire de M. Etienne Imiura.	1515
Arrêté n° 411 CM du 31 mars 2009 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 4-09 CA/OPH du 3 mars 2009 de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé Office polynésien de l'habitat annulant la délibération n° 15-08 CA/OPH du 26 août 2008 autorisant la vente à M. Edwin Teraiharoa des parcelles de terre cadastrées à Mahina, section E n° 320 d'une superficie de 18 899 mètres carrés et section E n° 321 d'une superficie de 2 029 mètres carrés dites projet Hitimahana.	1515
Arrêté n° 412 CM du 31 mars 2009 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 5-09 CA/OPH du 3 mars 2009 de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé Office polynésien de l'habitat autorisant le paiement de l'intérêt du prix de vente des parcelles de terre cadastrées à Mahina section E n° 320 d'une superficie de 18 899 mètres carrés et section E n° 321 d'une superficie de 2 029 mètres carrés, dites projet Hitimahana. . .	1515
Arrêté n° 413 CM du 31 mars 2009 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 6-09 CA/OPH du 3 mars 2009 de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé Office polynésien de l'habitat modifiant la délibération n° 32-2000 OPH du 18 décembre 2000 déterminant le prix de vente des fare commerciaux.	1516
Arrêté n° 414 CM du 31 mars 2009 approuvant l'attribution d'une subvention en faveur de l'EURL Les petits ventres traiteur destinée au financement des équipements professionnels dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement des entreprises.	1516
Arrêté n° 415 CM du 31 mars 2009 approuvant l'attribution d'une subvention en faveur de la SARL CCBT (Charpentes et constructions bois de Tahiti) destinée au financement des équipements professionnels dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement des entreprises.	1516
Arrêté n° 416 CM du 31 mars 2009 approuvant l'attribution d'une subvention en faveur de la SARL Parfumerie Tiki destinée au financement des équipements professionnels dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement des entreprises.	1516
Arrêté n° 417 CM du 31 mars 2009 approuvant l'attribution d'une subvention en faveur de la SARL Moon Ray destinée au financement des équipements professionnels dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement des entreprises.	1516
Arrêté n° 419 CM du 1er avril 2009 renvoyant en seconde lecture la délibération n° 4-09 CAPL du 10 mars 2009 de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales à M. Emile Buillard nommé aux fonctions de secrétaire général par intérim de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire.	1517
Arrêté n° 420 CM du 1er avril 2009 renvoyant en seconde lecture exécutoire la délibération n° 3-09 CAPL du 10 mars 2009 de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales aux agents nommés aux fonctions de secrétaire général par intérim de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire.	1517
Arrêté n° 427 CM du 1er avril 2009 portant approbation du programme de vols réguliers été IATA 2009 de la compagnie Air France.	1517
Arrêté n° 428 CM du 1er avril 2009 portant approbation du programme de vols réguliers été IATA 2009 de la compagnie Air Rarotonga.	1517
Arrêté n° 429 CM du 1er avril 2009 portant approbation du programme de vols réguliers été IATA 2009 de la compagnie Air Tahiti Nui.	1517
Arrêté n° 430 CM du 1er avril 2009 portant approbation du programme de vols réguliers été IATA 2009 de la compagnie Air Tahiti.	1517
Arrêté n° 431 CM du 1er avril 2009 portant approbation du programme de vols réguliers été IATA 2009 de la compagnie Air New Zealand.	1517

Arrêté n° 432 CM du 1er avril 2009 portant approbation du programme de vols réguliers été IATA 2009 de la compagnie Hawaiian Airlines	1517
Arrêté n° 433 CM du 1er avril 2009 portant approbation du programme de vols réguliers été IATA 2009 de la compagnie Lan Chile	1517
Arrêté n° 434 CM du 1er avril 2009 portant approbation du programme de vols réguliers été IATA 2009 de la compagnie Qantas	1517
Arrêté n° 435 CM du 1er avril 2009 sur les programmes de vols réguliers pour la saison IATA été 2009 des compagnies aériennes Air France, Air Tahiti Nui et Air Calédonie International.	1517
Arrêté n° 439 CM du 2 avril 2009 portant approbation du programme de vols Été 2009 de la compagnie Air Tahiti, courant du 1er avril au 31 octobre 2009.	1517
Arrêté n° 440 CM du 2 avril 2009 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 2-09 CG.RSPF du 20 janvier 2009 relative à l'avenant n° 4 à la convention entre la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française et l'hôtel Casa Mia de Villejuif	1519
Arrêté n° 442 CM du 2 avril 2009 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 1-09 CA/EGAT du 23 mars 2009 de l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva (EGAT) fixant les tarifs du nouveau parcours de golf de 9 trous à Atimaono.	1519
Arrêté n° 443 CM du 2 avril 2009 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 2-09 CA/EGAT du 23 mars 2009 de l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva (EGAT) fixant les marges commerciales des articles de la boutique du Musée Gauguin	1519
Arrêté n° 446 CM du 2 avril 2009 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 3-09 TFTN du 19 mars 2009 du conseil d'administration de Te Fare Tauhiti Nui, maison de la culture fixant les tarifs de location et des prestations de services rendus par Te Fare Tauhiti Nui, maison de la culture	1519

ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêt n° 795 PR du 27 mars 2009 portant désignation des suppléants du Président de la Polynésie française en tant qu'ordonnateur du Fonds européen de développement	1519
---	------

EXTRAITS

Arrêté n° 793 PR du 27 mars 2009 portant agrément de M. Rudy Rallet pour la rédaction des documents d'arpentage ..	1519
Arrêté n° 794 PR du 27 mars 2009 portant commissionnement de Mlle Caroline Marie Catherine Duflocq pour constater les infractions à la réglementation relative à l'hygiène alimentaire, à la santé et à la protection animales	1519

Vice-présidence, ministère de l'aménagement et du développement des communes

EXTRAITS

Arrêté n° 28 VP du 27 mars 2009 portant affectation de la terre Tehauopeva 3 cadastrée commune de Tubuai, section de commune de Mataura, section AB n° 41 au profit de la circonscription des îles Australes.	1519
Arrêté n° 29 VP du 27 mars 2009 portant affectation de la parcelle A de la terre présumée domaniale Tehihiga, Ragorau cadastrée commune de Makemo, section de commune de Katiu, section AE n° 86 au profit de la direction de l'équipement.	1520
Arrêté n° 30 VP du 27 mars 2009 portant affectation d'un emplacement du domaine public maritime à charge de remblai cadastré commune de Huahine, section de commune de Fitiï, section BT n° 10 au profit de la direction de l'équipement.	1520
Arrêté n° 31 VP du 27 mars 2009 portant affectation de six emplacements du domaine public maritime cadastrés commune de Tubuai, section de commune de Mahu, section n° 45, n° 124, n° 125, n° 126, n° 128 et n° 129 au profit de la direction de l'équipement.	1520
Arrêté n° 32 VP du 27 mars 2009 portant affectation d'un emplacement du domaine public maritime remblayé sis au droit de la terre domaniale Ahuraka cadastrée commune de Anaa, section de commune de Faaite, section A n° 190, d'une superficie de 3 711 mètres carrés au profit de la direction de l'équipement.	1521

Arrêté n° 33 VP du 27 mars 2009 portant abrogation de l'arrêté n° 601 CM du 24 avril 2007 portant affectation d'une parcelle dépendant de la terre Hakapehi cadastrée commune de Nuku Hiva, section de commune de Taiohae, section AC n° 70 au profit de la direction de l'équipement	1521
Arrêté n° 34 VP du 30 mars 2009 portant affectation de la terre domaine Outumaoro partie cadastrée commune de Punaauia, section A n° 100 et des constructions y édifiées au profit de l'Office polynésien de l'habitat	1521
Arrêté n° 36 VP du 31 mars 2009 portant affectation des locaux dénommés "anciens locaux de la présidence" au profit de la vice-présidence, ministère de l'aménagement et du développement des communes chargé des affaires foncières, porte-parole du gouvernement	1521
Arrêté n° 37 VP du 31 mars 2009 portant affectation du domaine public maritime cadastré commune de Takapoto, section A n° 499, d'une superficie de 2 ares 29 centiares, au profit du service de la perliculture	1522
Arrêté n° 38 VP du 31 mars 2009 portant modification de l'arrêté n° 1297 CM du 15 septembre 2008 autorisant la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte de la direction de la santé, d'un local à usage de bureaux situé dans l'enceinte de la mairie de Afaahiti, appartenant à la commune de Taiarapu-Est.	1522
Arrêté n° 39 VP du 1er avril 2009 portant affectation de la terre Fareoa lot de ville Raiti lot 4 parcelle, lot A, cadastrée commune de Huahine, section de commune de Fare, section AA n° 222, au profit du service de l'artisanat.	1522
Arrêté n° 40 VP du 1er avril 2009 portant affectation d'un emplacement du domaine public maritime, cadastré commune de Uturoa, section AM n° 186, au profit de la direction de l'équipement	1523

Ministère de l'économie et des finances

Arrêté n° 39 MEF du 1er avril 2009 modifiant l'arrêté n° 11 MEF du 19 février 2009 portant délégation de signature à Mlle Sandra Shan Sei Fan, directrice du budget.	1523
Arrêté n° 40 MEF du 1er avril 2009 complétant l'arrêté n° 3346 MFR du 2 août 1993 modifié portant institution d'une régie d'avances à l'hôpital de Taiohae (Nuku Hiva, Marquises)	1523

EXTRAITS

Arrêté n° 37 MEF du 30 mars 2009 portant attribution de subventions dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises	1524
--	------

Ministère du tourisme et de l'économie numérique

Arrêté n° 16 MTE du 1er avril 2009 portant délégation de signature à M. Georges Peni, directeur de cabinet auprès du ministre du tourisme et de l'économie numérique.	1525
--	------

EXTRAITS

Arrêté n° 14 MTE du 25 mars 2009 portant attribution d'une licence de navigation charter "professionnelle" à "l'Escapade Charter" EURL, pour le voilier "Ti'Motu"	1525
Arrêté n° 15 MTE/SPT du 25 mars 2009 portant assignation temporaire de fréquences au profit de la société RFO Polynésie	1525

Ministère du travail, de l'emploi, de la fonction publique et de la formation professionnelle

Arrêté n° 379 MTF/PEL du 31 mars 2009 portant nomination des membres du jury du concours externe, sur titres avec épreuves, pour le recrutement de 25 médecins de catégorie A, relevant de la fonction publique de la Polynésie française	1526
Arrêté n° 409 MTF du 1er avril 2009 proclamant les résultats du concours externe, sur titres avec épreuves, interne et intégration sur épreuves, pour le recrutement de 25 assistants socio-éducatifs de catégorie B, relevant de la fonction publique de la Polynésie française	1526

Ministère des ressources de la mer

EXTRAITS

Arrêté n° 22 MRM/PRL du 27 mars 2009 portant modification de l'arrêté n° 116 MER/PRL du 27 février 2006 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Georges Tiaini Ateo (exploitant n° 358) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, commune de Manihi	1527
--	------

Arrêté n° 23 MRM/PRL du 27 mars 2009 portant modification de l'arrêté n° 102 MPR/PRL du 5 décembre 2007 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mme Joséphine Teapiki épouse Teakarotu (exploitante n° 301) à l'usage de son exploitation perlicole sise aux Gambier, commune des Gambier	1527
Arrêté n° 24 MRM/PRL du 27 mars 2009 portant modification de l'arrêté n° 35 MPP du 17 janvier 2005 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de Mme Mere Mariteragi épouse Dauphin (exploitante n° 104) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Katiu, commune de Makemo	1527
Arrêté n° 25 MRM/PRL du 27 mars 2009 portant modification de l'arrêté n° 181 MPP du 23 février 2005 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de Mme Augustine Terava Toae épouse Maro (exploitante n° 87) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Fakarava, commune de Fakarava	1527
Arrêté n° 26 MRM/PRL du 27 mars 2009 portant modification de l'arrêté n° 158 MER/PRL du 3 mars 2006 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mlle Sandra Moea Pang Fat (exploitante n° 219) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, commune de Manihi	1527
Arrêté n° 27 MRM du 1er avril 2009 portant octroi d'un agrément de mareyeur au profit de l'EURL Ocean Products Tahiti représentée par sa gérante Mme Christine Mao Keo épouse Moarii	1528

Ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de la culture et de l'artisanat

EXTRAITS

Arrêté n° 96 MEE du 26 mars 2009 prorogeant l'autorisation accordée à M. Eric Conte pour effectuer une campagne de fouilles archéologiques au lieu-dit Hane, dans la commune de Ua Huka, île de Ua Huka, archipel des Marquises, conformément aux dispositions de l'arrêté n° 21 MCP du 18 novembre 2008	1528
Arrêté n° 97 MEE du 26 mars 2009 autorisant M. Michel Charleux à effectuer une campagne de prospections et sondages sur l'île de Eiao, dans la commune associée de Taiohae, commune de Nuku Hiva, archipel des Marquises	1528

Ministère de la santé

EXTRAITS

Arrêté n° 53 MSP du 30 mars 2009 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Chez Miri Délices	1528
Arrêté n° 56 MSP du 1er avril 2009 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Roulottes Chez Alohalani, 112390 P	1528
Arrêté n° 57 MSP/DS du 1er avril 2009 modifiant l'arrêté n° 36 MSP/DS du 23 mars 2009 fixant la liste des étudiants autorisés à suivre la deuxième année de formation d'infirmier(ère) (promotion (2007-2010) à l'Institut de formation en soins infirmiers Mathilde-Frébault pour l'année scolaire 2008-2009 (du 25 août 2008 au 20 septembre 2009)	1528
Arrêté n° 58 MSP du 1er avril 2009 portant autorisation provisoire d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Snack Haunui	1528

Ministère de l'équipement et de l'urbanisme

EXTRAITS

Arrêté n° 101 MEP du 25 mars 2009 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public fluvial sis dans la commune de Papeete, au profit de la commune de Papeete	1529
Arrêté n° 102 MEP du 25 mars 2009 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public fluvial sis à Nunue, commune de Bora Bora, au profit de M. Antoine Chune	1529
Arrêté n° 105 MEP du 25 mars 2009 portant abrogation de l'arrêté n° 150 CM du 29 janvier 2009 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public routier sis dans la commune de Punaauia au profit de M. Richard Pansi	1529
Arrêté n° 106 MEP du 25 mars 2009 portant autorisation de déviation et d'aménagement d'un cours d'eau sis commune de Mahina au profit de M. Georgy Hellouin	1530

Arrêté n° 107 MEP du 25 mars 2009 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public fluvial sis dans la commune de Arue, au profit de la SCI Pistache.	1530
Arrêté n° 108 MEP du 25 mars 2009 portant modification de l'arrêté n° 81 CM du 21 janvier 2009 autorisant l'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public fluvial sis dans la commune de Arue, au profit de Mme Cruz Grand.	1531
Arrêté n° 109 MEP du 25 mars 2009 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Ahototeina (plan n° 10) nécessaire à la réalisation du carrefour giratoire de la pointe Vénus, dans la commune de Mahina.	1531
Arrêté n° 110 MEP du 25 mars 2009 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes.	1531
Arrêté n° 111 MEP du 25 mars 2009 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42) et PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes.	1531
Arrêté n° 112 MEP du 25 mars 2009 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre cadastrées sous les références CB 12, CB 13, CB 14 et CB 15 nécessaires à la réalisation d'un centre d'enfouissement technique dans l'île de Bora Bora.	1531
Arrêté n° 113 MEP du 25 mars 2009 portant modification de l'arrêté n° 66 MEP du 17 mars 2009 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre Tegaio et Teheo repérées sous les plans n° 16 et n° 19 nécessaires à la réalisation des travaux d'extension de l'aérodrome de Anaa.	1531

Ministère des transports terrestres, aériens et maritimes

EXTRAITS

Arrêté n° 11 MTT du 1er avril 2009 autorisant le navire Saint-Xavier-Marie-Stella III à desservir l'île de Katiu lors de son voyage n° 06-09 du 31 mars 2009.	1531
--	------

Ministère de l'environnement

Arrêté n° 16 MEV du 27 mars 2009 autorisant le port autonome de Papeete représenté par son directeur général M. Patrick Bordet à installer et exploiter les équipements techniques de la gare maritime, sise sur la commune de Papeete (établissement de 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits).	1532
Arrêté n° 18 MEV du 27 mars 2009 autorisant la SARL Daria à installer et exploiter, au sein de la résidence Vaikea dans la commune de Faa'a, un parc de stationnement couvert (établissement de 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits).	1537
Arrêté n° 19 MEV du 27 mars 2009 modifiant l'arrêté n° 11 MTE du 30 janvier 2007 portant abrogation des arrêtés n° 477 PR du 26 juillet 1989, n° 928 MAF du 3 mars 1993 et n° 604 PR du 23 octobre 1990 et autorisant la SA Pacific Petroleum et services à exploiter la station-service Shell RDO sise commune de Faa'a (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits).	1540
Arrêté n° 20 MEV du 30 mars 2009 portant ouverture de l'enquête commodo et incommode n° 09-16 ENV/IC dans la commune de Taïarapu-Est dans le cadre de la demande d'autorisation formulée par la société Heia Tau Arii pour exploiter un élevage de poules pondeuses (installation classée pour la protection de l'environnement).	1540
Arrêté n° 21 MEV/ENV du 30 mars 2009 autorisant le service du développement rural à exploiter une porcherie dans la vallée de Opunohu, commune de Papetoi, Moorea (établissement de la première classe des installations classées pour la protection de l'environnement). (Extraits).	1541

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Arrêté n° A 25-2009 APF/SG/SRH du 26 mars 2009 relatif à la composition des représentants du personnel au sein de la commission administrative paritaire des administrateurs relevant de la catégorie A.	1545
Arrêté n° 49-2009 APF/SG du 31 mars 2009 portant clôture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française.	1546

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret n° 2009-317 du 20 mars 2009 fixant le nombre de sièges et le nombre de candidats par circonscription pour l'élection des représentants au Parlement européen. (JORF du 25 mars 2009)	1547
Arrêté ministériel du 19 février 2009 relatif à la liste des académies et collectivités dans lesquelles peuvent être subies les épreuves obligatoires de langues vivantes autres qu'allemand, anglais, espagnol et italien à la session 2009 du baccalauréat général et du baccalauréat technologique. (JORF du 20 mars 2009)	1547
Arrêté ministériel du 16 mars 2009 pris pour l'application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat au ministère de la culture et de la communication. (JORF du 26 mars 2009)	1549
Avis relatif au concours pour le recrutement sur titres dans le corps technique et administratif du service de santé des armées. (JORF du 21 mars 2009).....	1552
Relevé des déclarations sur l'honneur adressées au haut-commissaire par les ministres	1552
Relevé des déclarations sur l'honneur adressées au haut-commissaire par les représentants élus à l'assemblée de la Polynésie française	1554

EXTRAITS

Décret du 1er avril 2009 portant nomination au conseil d'administration de l'Agence française de développement. (JORF du 2 avril 2009)	1556
Convention de financement n° HC 88-09 DAC/FIP du 20 mars 2009 entre le comité des finances locales de la Polynésie française et la commune de Taiarapu-Ouest relative à l'opération "Acquisition de matériel incendie, désincarcérateur, secourisme".....	1556
Convention de financement n° HC 89-09 DAC/FIP du 20 mars 2009 entre le comité des finances locales de la Polynésie française et la commune de Taiarapu-Ouest relative à l'opération "Acquisition de matériel de transmission".....	1556
Convention de financement n° HC 90-09 DAC/FIP du 20 mars 2009 entre le comité des finances locales de la Polynésie française et la commune de Taiarapu-Ouest relative à l'opération "Acquisition d'équipement de protection individuelle"	1556
Convention de financement n° HC 91-09 DAC/FIP du 20 mars 2009 entre le comité des finances locales de la Polynésie française et la commune de Taiarapu-Ouest relative à l'opération "Acquisition de pompe à eau et de tuyaux" ...	1557
Convention de financement n° HC 92-09 DAC/FIP du 20 mars 2009 entre le comité des finances locales de la Polynésie française et la commune de Moorea-Maiao relative à l'opération "Papetoai primaire : construction d'un réfectoire".....	1557
Convention de financement n° HC 93-09 DAC/FIP du 20 mars 2009 entre le comité des finances locales de la Polynésie française et la commune de Moorea-Maiao relative à l'opération "Haapiti primaire : construction d'un bâtiment-études".....	1557
Avenant n° 94-09 du 20 mars 2009 à la convention de financement n° HC 219-07 DAC/FIP du 18 octobre 2007 relative au financement de l'acquisition d'un camion BOM 10 mètres cubes de la commune de Teva I Uta	1558
Avenant n° 95-09 du 20 mars 2009 à la convention de financement n° 59-08 DAC/FIP du 19 février 2008 relative au financement de l'acquisition d'un moniteur Propaq par la commune de Faa'a.....	1558

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Institut d'émission d'outre-mer. — Cours des changes (période du 9 au 22 avril 2009 inclus)	1558
Service de l'urbanisme. — Certificat de conformité n° 476 MEP du 26 mars 2009 concernant l'extension du lotissement Résidence Tamahana sis à Arue	1558

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales	1559
Annonces diverses	1562



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° HC 99 CRFPN du 18 mars 2009 relatif à l'organisation de l'épreuve de tests psychotechniques pour le recrutement de "cadets de la République, option Police nationale", et à la composition de la commission de surveillance.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'article 36 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité modifié par l'article 10 de la loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 relative au développement d'activité pour l'emploi de jeunes ;

Vu la loi n° 2002-13 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale, notamment son article 134 ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée à l'exception des articles 1er du titre Ier, 3 à 8 du titre II, des titres IX et IX bis et de l'article 45 du titre XI ;

Vu le décret n° 86-592 du 18 mars 1986 portant code de déontologie de la police nationale ;

Vu le décret n° 2000-800 du 24 août 2000 modifié relatif aux adjoints de sécurité recrutés en application de l'article 36 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité et notamment son article 6 ;

Vu l'arrêté du 24 août 2000 modifié fixant les modalités de recrutement et de formation des adjoints de sécurité recrutés au titre du développement d'activités pour l'emploi des jeunes ;

Vu l'arrêté du 24 août 2000 modifié fixant les droits et obligations des adjoints de sécurité recrutés au titre du développement d'activités pour l'emploi des jeunes ;

Vu la circulaire NOR/INT/C/05/00072/C du 4 juillet 2005 relative à la mise en place en 2005 du programme des "cadets de la République, option Police nationale" ;

Vu l'arrêté du 1er juillet 2005 fixant le montant mensuel de l'allocation d'études pour les adjoints de sécurité suivant le parcours de "cadets de la République, option Police nationale" ;

Vu la convention n° HC 58-07 du 4 avril 2007 entre le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le gouvernement de la Polynésie française, définissant la mise en œuvre partagée en Polynésie française de la formation complémentaire d'initiative locale (FCIL) "cadets de la République, option Police nationale" ;

Vu l'arrêté n° HC 19 CRFPN du 27 janvier 2009 portant ouverture de recrutement des "cadets de la République, option Police nationale" pour la session de formation 2009-2010 ;

Sur proposition du directeur de cabinet,

Arrête :

Article 1er. — L'épreuve de tests psychotechniques pour le recrutement des "cadets de la République, option Police nationale" est organisée :

Le mardi 31 mars 2008 à partir de 13 heures dans le réfectoire du lycée professionnel de Faa'a, durée : 2 h 30.

Art. 2. — La commission de surveillance est composée ainsi qu'il suit :

Président :

M. Tamatea Tuheiava, capitaine de police du CEAPF, chef du centre régional de formation de la police nationale en Polynésie française.

Membres :

- M. John Taerea-Pani, brigadier-chef de police du CEAPF en fonction au centre régional de formation (CRF) ;
- Alain Mancon, brigadier-chef de police du CEAPF en fonction au CRF ;
- M. Ferdinand Puhetini, brigadier-chef de police du CEAPF en fonction au CRF ;

- M. Moana Vota, gardien de la paix du CEAPF en fonction au CRF ;
- Mme Lisiane Pito, secrétaire administratif de police du CEAPF en fonction au CRF ;
- M. Armand Adams, adjoint administratif de 1^{re} classe du CEAPF en fonction au CRF ;
- M. Léonard Tetuairia, adjoint de sécurité en fonction au CRF ;
- Mlle Roxane Shan, secrétaire administratif de police du CEAPF en fonction au service administratif et technique de la police nationale ;
- Mlle Titaina Salmon, adjoint administratif du CEAPF en fonction à la direction de la police aux frontières ;
- 1 représentant de la DSP.

Art. 3.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de trois mois, à compter de la date de sa publication.

Art. 4.— Le directeur du cabinet du haut-commissaire et le chef du centre régional de formation de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Papeete, le 18 mars 2009.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Eric REQUET.

ARRETE n° 100 HC du 19 mars 2009 portant obligation de déclarations statistiques pour les navires de pêche étrangers effectuant des opérations de transbordement de poissons en Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu la loi du 1^{er} mars 1888 modifiée relative à l'exercice de la pêche dans les eaux sous souveraineté ou juridiction française s'étendant au large des côtes des territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 75-794 du 7 août 1975 portant publication de la convention entre les Etats-Unis d'Amérique et la République du Costa Rica relative à la création d'une commission interaméricaine du thon tropical signée à Washington le 31 mai 1949, en particulier ses articles 5, 6, 23, 27 et 29 ;

Vu le décret n° 2005-1265 du 4 octobre 2005 portant publication de la convention relative à la conservation et la gestion des stocks de poissons grands migrateurs dans le Pacifique occidental et central (ensemble quatre annexes), faite à Honolulu le 5 septembre 2000 ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret du 13 juin 2008 portant nomination de M. Adolphe Colrat, préfet en service détaché, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu la résolution C-08-02 de juin 2008 de la commission interaméricaine du thon tropical établissant un programme relatif aux transbordements par les navires de pêche à long rayon d'action ;

Vu la mesure de gestion et de conservation CMM 2008-06 adoptée par la commission des pêches du Pacifique central et occidental en décembre 2008 relative à la limitation des captures d'espadon en haute mer ;

Considérant que la France doit respecter ses engagements internationaux en ayant adhéré à la commission interaméricaine du thon tropical et à la commission des pêches du Pacifique central et occidental, en particulier en matière de contrôle et de collecte statistique des produits de la pêche ;

Considérant qu'à cet effet, la France doit adopter un dispositif juridique obligeant les navires étrangers procédant à des transbordements de poissons dans la zone économique exclusive et dans les ports de Polynésie française à annoncer, avec un préavis, les transbordements de poissons qu'ils vont effectuer ainsi que les espèces et tonnages concernés,

Arrête :

Article 1^{er}. — Transbordement en mer

Dans la zone économique exclusive de la Polynésie française, les navires de pêche souhaitant procéder à des opérations de transbordement en mer devront obtenir l'autorisation préalable du représentant habilité de l'Etat avant de pouvoir procéder à ces transbordements.

La demande d'autorisation, transmise avec un préavis de 24 heures, doit être accompagnée des informations suivantes :

- le nom du navire de pêche et son numéro d'immatriculation ;
- le nom du navire collecteur et son numéro d'enregistrement auprès des organisations régionales des pêches du Pacifique ainsi que les produits transbordés ;
- le tonnage par espèce des poissons transbordés ;
- la date et localisation du transbordement ;
- la localisation géographique des principales zones de captures ;
- l'autorisation de leur Etat du pavillon d'effectuer ces transbordements.

Art. 2. — Transbordement dans un port

Obligations du navire de pêche

Si un navire de pêche étranger souhaite procéder à un transbordement de poissons dans un des ports de la Polynésie française, le capitaine du navire doit notifier, avec un préavis de 48 heures, au représentant habilité de l'Etat les informations suivantes :

- le nom du navire de pêche et son numéro d'immatriculation ;
- le nom du navire collecteur et son numéro d'enregistrement auprès des organisations régionales des pêches du Pacifique ainsi que les produits transbordés ;
- le tonnage par espèce des poissons transbordés ;
- la date et localisation du transbordement ;
- la localisation géographique des principales zones de captures ;
- l'autorisation de leur Etat du pavillon d'effectuer ces transbordements.

Obligations du navire collecteur

Le capitaine du navire collecteur doit transmettre au représentant habilité de l'Etat, 48 heures avant l'arrivée dans un port de Polynésie française, une déclaration conforme au document annexé (annexe 1) au présent arrêté.

Art. 3.— Le représentant habilité de l'Etat en Polynésie française en matière de transbordements des produits de la pêche maritime est le chef du service des affaires maritimes de Polynésie française.

Art. 4.— Les infractions constatées pourront être sanctionnées par les dispositions de la loi du 1er mars 1888 modifiée relative à l'exercice de la pêche dans les eaux sous souveraineté ou juridiction française s'étendant au large des côtes des territoires d'outre-mer.

D'autre part, en cas de manquements aux dispositions du présent arrêté, l'autorité compétente adressera un rapport à l'organisation régionale des pêches compétente en demandant le classement du navire en infraction comme navire illégal.

Art. 5.— Le secrétaire général du haut-commissariat et le chef du service des affaires maritimes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Papeete, le 19 mars 2009.
Adolphe COLRAT.

Carrier Vessel	Fishing Vessel
Name of the Vessel and Radio Call Sign: Flag: Flag state license number: National Register Number, if available: IATTC Register Number, if available:	Name of the Vessel and Radio Call Sign: Flag: Flag state license number: National Register Number, if available: IATTC Register Number, if available:

Day Month From Year 12 01 11 Agent's zone: Manager's zone of Carrier:

Departure 11 11 11 11 11 11
Return 11 11 11 11 11 11
Transshipment 11 11 11 11 11 11

Signature: Signature: Signature:

Indicate the weight in kilograms of the unit used (e.g. box, basket) and the rounded weight in kilograms of this unit: kilograms LOCATION OF TRANSEMENT

Species	Port	Sea	Whole	Cutted	Headed	Filleted	Type of product

If transshipment affected at sea, IATTC Observer Signature:

ARRETE n° HC 102 DIPAC du 20 mars 2009 portant modification des statuts du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française,

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 complétant la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à l'organisation et à la création des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application des décrets n° 77-744 du 8 juillet 1977 et n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs et notamment son article 73 ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 05 octobre 2007 et le décret n° 2008-1020 du 22 septembre 2008 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-5 et L. 5211-20 ;

Vu l'arrêté n° 3453 MAT du 5 février 1980 portant création du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3822 BS du 2 mars 1981 portant modification des statuts du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1528 BAC du 26 septembre 1985 portant modification des statuts du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1246 BAC du 15 novembre 1990 portant modification des statuts du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1187 BAC du 22 novembre 1991 portant modification des statuts du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 400 BAJC du 23 mai 1996 portant modification des statuts du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 487 MAC du 11 octobre 1999 portant modification des statuts du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 376 MAC du 10 août 2000 portant modification des statuts du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 409 MAC du 22 juillet 2002 portant adhésion au Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française de la commune de Paëa ;

Vu l'arrêté n° 815 MAC du 9 décembre 2002 portant modification des statuts du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française et adhésion de la commune de Tiaarapu-Ouest ;

Vu l'arrêté n° 1252 MAC du 1er octobre 2003 portant adhésion au Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française de la commune de Hitia'a O Te Ra ;

Vu la délibération n° 15-2008 SPC du 23 juin 2008 proposant la modification des statuts du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française ;

Vu les délibérations concordantes des communes membres du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française émettant un avis favorable sur les modifications des statuts du SPCPF :

Iles Australes :

Rurutu n° 56 RRT/2008 du 7/11/2008 ;
Rapa n° 51-2008 du 18/12/2009 ;
Rimatara n° 2 RIM/2009 du 15/01/2009 ;
Raivavae n° 1 RVV/2009 du 10/02/2009 ;

Iles du Vent :

Papara ; n° 2008-38 du 30/12/2008 ;
Teva I Uta ; n° 44-08 du 16/12/2008 ;
Tiaarapu-Ouest ; n° 43-2008 CTO du 12/12/2008 ;

Iles Sous-le-Vent :

Maupiti n° 37-2008 du 19/12/2008
Tumaraa n° 97 CT du 22/12/2008 ;
Huahine n° 58-2008 du 10/12/2008 ;
Tahaa n° 10-08 du 26/12/2008 ;

Iles Marquises :

Hiva Oa n° 3-2009 du 22/01/2009 ;

Iles des Tuamotu-Gambier

Reao n° 7-2009 du 27/02/09 ;
Tatakoto n° 40-2008 du 10/12/2008 ;
Rangiroa n° 2-2009 du 6/02/09 ;
Nukutavake n° 5-2009 du 21/02/09 ;
Arutua n° 3-2009 du 7/02/09 ;

Considérant l'absence de toute délibération défavorable concernant la modification des statuts du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Les statuts du Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française sont modifiés et arrêtés comme suit :

Titre Ier

Création, siège et durée du syndicat

Article 1er.— Il est formé entre les communes suivantes de Polynésie française :

Anaa, Arutua, Bora Bora, Fakarava, Fangatau, Fatu Hiva, Gambier, Hao, Hikueru, Hitia'a O Te Ra, Hiva Oa, Huahine, Makemo, Manihi, Maupiti, Moorea-Maiao, Napuka, Nuku Hiva, Nukutavake, Paea, Papara, Papeete, Pirae, Puku Puka, Punaauia, Raivavae, Rangiroa, Rapa, Reao, Rimatara, Rurutu, Tahaa, Tahuata, Taïarapu-Est, Taïarapu-Ouest, Takaroa, Taputapuatea, Tatakoto, Teva I Uta, Tubuai, Tumaraa, Tureia, Ua Huka, Ua Pou et Uturoa .

Un syndicat qui prend la dénomination :

"Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française"

Art. 2.— Le syndicat est institué pour une durée illimitée.

Art. 3.— Le siège du syndicat est institué à

"Servitude Tepihaa 2"
Patutoa-Papeete-Tahiti
Polynésie française

Titre II

Objet

Art. 4.— Le syndicat exerce pour toutes les communes membres les compétences suivantes :

- la promotion de l'institution communale en Polynésie française et hors Polynésie française ;
- l'information et la formation des élus municipaux ;
- l'information et la formation du personnel communal ;
- l'information et la documentation relatives au champ communal.

Le syndicat est habilité à exercer les compétences à caractère optionnel suivantes :

- en matière de restauration scolaire du 1er degré, les études et le conseil /assistance à la gestion ;
- en matière d'adduction d'eau potable :
 - les études techniques et financières, par une commune en particulier ou d'un caractère général visant à l'amélioration de la production et de la distribution de l'eau potable ;
 - le conseil/assistance à la gestion, avec pour objectif d'accompagner des communes dans la mise en œuvre d'un service de l'eau répondant aux normes établies par le pays en matière de distribution et visant à l'équilibre financier ;
- la maîtrise d'œuvre des travaux ;

- en outre, il peut dans le cadre des délégations de service public de production et/ou de distribution, intervenir auprès de la commune pour en contrôler la bonne application notamment en matière administrative, financière et technique.

- en matière d'informatique communale, les études et le conseil/assistance, ainsi que l'élaboration, la maintenance et l'assistance à l'utilisation de banques de données et de logiciels informatiques.

Il peut réaliser des interventions et études au profit de communes non membres, de partenaires publics, syndicats intercommunaux et d'associations délégataires, concessionnaires ou gestionnaires d'un service public communal, dans la limite de l'objet du syndicat. Les modalités de ces interventions et études seront définies par des conventions particulières.

Il peut notamment, dans le cadre du statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs institués par l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 et de ses textes d'application, réaliser les missions prévues par l'article 79 de cette ordonnance.

En application de l'article 32 de la même ordonnance, il peut réaliser, par délégation du centre de gestion et de formation, des actions de formation.

Art. 5.— Lorsqu'une commune adhérente souhaite transférer une ou plusieurs compétences à caractère optionnel au syndicat, ce transfert prend effet à la date convenue entre le syndicat et la commune concernée, au plus tard le premier jour du douzième mois suivant la date à laquelle la délibération du conseil municipal est devenue exécutoire.

Art. 6.— Les compétences optionnelles transférées par les communes au syndicat ne pourront être reprises pendant la durée de deux ans à compter de leur transfert.

La décision de reprise d'une ou plusieurs compétences transférées devra être notifiée au syndicat au moins un an à l'avance et se fera au premier jour d'un exercice budgétaire, si le comité syndical l'accepte.

Art. 7.— Pour les travaux dont elles restent maîtres d'ouvrage (c'est-à-dire tous ceux qui ne relèvent pas de la compétence du syndicat au titre de l'article 4), les communes adhérentes peuvent déléguer au syndicat le soin d'en assurer la réalisation pour leur compte et en leur nom, selon les modalités à déterminer par convention passée entre le syndicat et la (ou les) commune (s) intéressée (s).

Titre III

Organisation

Art. 8.— Le syndicat est administré par le président, le bureau et le comité syndical.

Art. 9.— Le président est l'organe exécutif du syndicat :

- il est l'ordonnateur des dépenses ; il prescrit l'exécution des recettes du syndicat ;
- il est seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents ;

- il prépare et exécute les délibérations du comité et celles du bureau ;
- le président prend part à tous les votes, sauf en cas d'application des articles L. 2121-14 et L. 2131-11 du code général des collectivités territoriales ;
- il peut également donner délégation de signature au directeur et directeur général ainsi qu'à son directeur de cabinet ;
- il est chef des services que le syndicat a créé ;
- il représente le syndicat en justice.

Art. 10.— Chaque commune adhérente est représentée au sein du comité par deux délégués titulaires et deux délégués suppléants, ces derniers étant appelés à siéger au comité dans l'ordre défini par la commune lors de leur élection.

Art. 11.— Le comité adopte les délibérations à la majorité absolue des suffrages exprimés. Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5212-16 du CGCT :

“Tous les délégués prennent part au vote pour les affaires présentant un intérêt commun à toutes les communes et notamment pour l'élection du président et des membres du bureau, le vote du budget, l'approbation du compte administratif et les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat ; dans le cas contraire, ne prennent part au vote que les délégués représentant les communes concernées par l'affaire mise en délibération.

Le comité se réunit au moins deux fois par an au siège du syndicat ou dans un lieu choisi par le comité dans l'une des communes membres.”

Art. 12.— Le comité peut former des commissions chargées d'étudier et de préparer ses décisions pour toutes les compétences exercées par le syndicat.

Art. 13.— Le comité établit son règlement intérieur dans les 6 mois qui suivent son installation.

Art. 14.— Le comité élit parmi ses membres, le président du syndicat et les autres membres du bureau.

Art. 15.— Le comité peut déléguer au bureau une partie de ses attributions à l'exception de celles visées à l'article 16 du présent statut.

- lors de chaque réunion obligatoire, le président rend compte au comité des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation du comité ;
- le bureau se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire pour l'exercice de ses attributions. Lorsque le bureau se réunit pour délibérer sur des compétences qui ont été déléguées par le comité, il est soumis aux mêmes règles de fonctionnement qui sont applicables au comité ;
- les délibérations y sont prises dans des conditions identiques à celles prévues pour le comité.

Art. 16.— Toutefois, seul le comité est compétent pour délibérer sur les matières suivantes :

- décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat ;

- budget et décisions modificatives en matière budgétaire ;
- comptes administratifs ;
- adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- délégation de la gestion d'un service public ;
- acceptation des dons et legs assortis de charges ;
- effectifs du personnel permanent et temporaire recruté pour plus d'1 an.

Art. 17.— Des personnes peuvent participer avec voix consultative aux séances du comité et du bureau sur invitation du comité ou du bureau.

Titre IV Finances

Art. 18.— Les recettes du syndicat comprennent :

- 1° La contribution des communes adhérentes ;
- 2° Le revenu des biens, meubles et immeubles ;
- 3° Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des collectivités communales non adhérentes, des associations, des particuliers en échange d'un service rendu ;
- 4° Les subventions de l'Etat, du territoire et des communes ;
- 5° Le produit des dons et legs ;
- 6° Le produit des taxes et redevances et contributions répondant aux services assurés ;
- 7° Le produit des emprunts.

Art. 19.— La contribution des communes adhérentes au budget syndical comporte obligatoirement une part pour les dépenses d'administration générale et des parts correspondant à chaque compétence transférée par la commune.

Cette contribution, pour les dépenses d'administration générale et pour toutes les compétences prévues à l'article 4 est fixée en fonction de critères définis par le comité syndical, les critères population et éloignement de la commune devant *a minima* être retenus.

Pour chaque compétence, la masse à répartir selon chaque critère et le mode de calcul pour prendre en compte chaque critère seront déterminés par le comité syndical.

Le coût des interventions et études prévues à l'article 4 pour les communes non membres, les partenaires publics, les syndicats intercommunaux et les associations sera fixé par le comité syndical.

Art. 20.— Les fonctions de receveur du syndicat sont assurées par le trésorier des îles du Vent, des Australes et des archipels.

Titre V Dispositions finales

Art. 21.— Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, il sera fait application des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Art. 22.— Les présents statuts sont à annexer aux délibérations des conseils municipaux décidant de la modification des statuts ou de l'adhésion de nouvelles communes.

Art. 23.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le président du SPCPF et le trésorier des îles du Vent, des archipels et des îles Australes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mars 2009.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le secrétaire général
du haut-commissariat,
Eric SPITZ.

ARRETE n° HC 103 CAB/DPC du 20 mars 2009 relatif à la composition du jury d'examen pour un monitorat national des premiers secours le 19 mars 2009 à Papeete (locaux de l'ADES, Tahiti).

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2006-173 du 15 février 2006 modifiée portant actualisation et adaptation du droit applicable en matière de sécurité civile en Polynésie française ;

Vu le décret n° 92-514 du 12 juin 1992 modifié relatif à la formation de moniteur des premiers secours ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié relatif à la formation de moniteur des premiers secours ;

Vu le dossier déposé le 25 février 2009 par l'association défense et secourisme en Polynésie française (ADES) ;

Sur proposition du directeur de cabinet du haut-commissaire de la République,

Arrête :

Article 1er.— Un examen permettant l'obtention du brevet national de moniteur des premiers secours (BNMPS) et de l'unité d'enseignement pédagogique appliquée aux emplois/activités de classe 3 (PAE 3) aura lieu de 19 mars 2009 dans les locaux de l'ADES, à Papeete à compter de 8 heures.

Art. 2.— Le jury d'examen sera composé comme suit :

Président du jury : Commandant Eric Duverger, directeur-adjoint de la protection civile (suppléant : lieutenant-colonel : Maxence Jouannet) ;

Membres du jury :

- Dr Alain Thomas (suppléant : Dr Rémy Empisse) ;
- M. Pascal Grillet, titulaire du brevet national d'instructeur de secourisme (suppléant : Mlle Marinella Hauata, titulaire du brevet national d'instructeur de secourisme) ;
- M. Johnny Teturu, titulaire du brevet national d'instructeur de secourisme (suppléant : M. Sergio Bordes, titulaire du brevet national d'instructeur de secourisme) ;

- M. Sergio Bordes (titulaire du brevet national d'instructeur de secourisme) ;
- M. Maori Pani, titulaire du brevet national d'instructeur de secourisme (suppléant : M. Denis Guillaume, titulaire du brevet national d'instructeur de secourisme).

Art. 3.— Le directeur du cabinet du haut-commissaire de la République et le directeur de la protection civile sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mars 2009.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Eric REQUET.

ARRETE n° HC 108 SATPN du 23 mars 2009 fixant le calendrier des épreuves écrites d'admissibilité pour les concours interne et externe pour le recrutement d'officiers de la police nationale, session 2009, et portant nomination de la commission de surveillance.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française,

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

Vu le décret n° 90-709 du 1er août 1990 portant suppression des limites d'âge applicables aux recrutements par concours internes dans les corps de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 95-1197 du 6 novembre 1995 modifié portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

Vu le décret n° 2005-716 du 29 juin 2005 portant statut particulier du corps de commandement de la police nationale ;

Vu le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emploi de la fonction publique ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 novembre 1995 modifié portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

Vu l'arrêté interministériel du 13 mai 2005 relatif à l'aptitude physique exigée des candidats aux emplois de commissaire de police, lieutenant de police et gardien de la paix de la police nationale ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 octobre 2005 fixant les modalités d'organisation et le programme des concours pour le recrutement de lieutenant de la police nationale ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 avril 2007 relatif aux épreuves d'exercices physiques des concours pour le recrutement des commissaires de police, officiers de police et gardiens de la paix de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 28 novembre 2008 du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales autorisant au titre de l'année 2009, l'ouverture de concours pour le recrutement d'officiers de la police nationale ;

Vu les instructions n° 3807 du 27 août 1987, n° 78-94 du 26 août 1994 et note n° 97-299 DAPN/FORM/SFR/BR du 9 avril 1997 relatives aux enquêtes de recrutement aux emplois de la police nationale ;

Vu l'instruction n° 426 DAPN/SDRH/BR 2 du 28 novembre 2008 relative au recrutement des officiers de police de la police nationale ;

Sur proposition du directeur de cabinet,

Arrête :

Article 1er.— Les épreuves écrites d'admissibilité du recrutement d'officiers de la police nationale session 2009 se dérouleront les 23, 24, et 25 mars 2009 ainsi qu'il suit :

Centre et lieu : CRF à Faa'a (Centre régional de formation)		
Date	Concours externe	Concours interne
	Epreuves et horaires	Epreuves et horaires
Lundi 23 mars 2009	De 21 h 30 à 0 heure Tests psychotechniques (durée : 2 heures 30)	De 21 h 30 à 0 heure Tests psychotechniques (durée : 2 heures 30)
Mardi 24 mars 2009	De 2 heures à 6 heures Dissertation portant sur un sujet faisant appel à des connaissances générales. (durée : 4 heures, coefficient 4)	De 2 heures à 6 heures Dissertation portant sur un sujet faisant appel à des connaissances générales. (durée : 4 heures, coefficient 4)
	De 21 h 30 à 00 h 30 Epreuve écrite portant sur le droit pénal et/ou la procédure pénale. (durée : 3 heures, coefficient 4)	De 22 h 30 à 23 h 30 QCM portant, au choix sur l'organisation et le fonctionnement de la police nationale et sur le déminage. (durée : 1 heure, coefficient 3)
Mercredi 25 mars 2009	De 2 h 30 à 6 h 30 Epreuves de note de synthèse à partir d'un dossier à caractère général sur un sujet d'actualité. (durée : 4 heures, coefficient 4)	De 2 h 30 à 6 h 30 Epreuve de note de synthèse à partir d'un dossier sur un sujet en rapport avec la sécurité intérieure. (durée : 4 heures, coefficient 4)
	De 21 h 30 à 00 h 30 Epreuve obligatoire à option (durée : 3 heures, coefficient 3)	

Art. 2.— La commission de surveillance est composée ainsi qu'il suit :

Président de la commission de surveillance :

M. Alain Astre, chef du service administratif technique de la police nationale.

Membres de la commission :

Chef de salle : Mme Carole Mau, adjoint administratif de 1re classe de police du CEAPF ;

Surveillant : Mlle Chrystelle Berchel, adjoint administratif de 1re classe de police du CEAPF.

Art. 3.— L'arrêté n° HC 98 SATPN du 18 mars 2009 est abrogé.

Art. 4.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de trois mois, à compter de la date de sa publication.

Art. 5.— Le directeur du cabinet du haut-commissaire et le chef du service administratif et technique de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 mars 2009.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

Le directeur de cabinet,
Eric REQUET.

ARRETE n° 112 AC/DIR du 24 mars 2009 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française,

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aviation civile ;

Vu le décret n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu l'arrêté interministériel du 6 décembre 1961 modifié portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'avis rendu par le comité technique paritaire du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française le 12 mars 2009,

Arrête :

Article 1er.— Le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française exerce, sous l'autorité du haut-commissaire de la République en Polynésie française, dans le cadre des directives et instructions d'ordre technique du ministre chargé de l'aviation civile et dans le domaine de compétences fixé par les dispositions statutaires déterminant

le partage de compétences entre l'Etat et la Polynésie française, une action de direction du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française et une action de coordination sur l'ensemble des services concourant au fonctionnement, à la sécurité et à la sûreté de l'aviation civile en Polynésie française et dans la région d'information de vol de Tahiti. En particulier :

- il assure la direction de l'aérodrome international d'intérêt général de Tahiti Faa'a ;
- il assure le contrôle du fonctionnement opérationnel des organes concourant aux missions de sûreté sur les aérodromes ;
- il assure, en coordination avec les services concernés de l'administration centrale de la direction générale de l'aviation civile, le contrôle économique et technique des liaisons aériennes de la compétence de l'Etat ;
- il assure, en coordination avec les services centraux de la direction générale de l'aviation civile, le contrôle de l'exploitation technique des entreprises de transport et de travail aérien et de l'aviation générale basée en Polynésie française ;
- il délivre, en liaison avec les services concernés, dans le cadre de ses compétences liées au transport aérien, les autorisations d'atterrissage des vols privés ;
- sous l'égide du "bureau d'enquêtes et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile", il assure les enquêtes de première information consécutives aux accidents et incidents aéronautiques ;
- il gère les personnels et les ressources affectés au service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;
- il prononce les décisions d'affectation au personnel des logements affectés par le service ;
- il peut représenter le ministre chargé de l'aviation civile dans les instances techniques de l'organisation de l'aviation civile internationale (OACI) dans la zone Asie Pacifique.

Dans l'exercice de ses attributions, il est assisté par un chef de cabinet et des chargés de mission.

Art. 2.— Le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française exerce ses différentes missions dans le cadre des délégations consenties par le haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Il peut notamment recevoir délégation pour l'ordonnancement des dépenses et l'émission des titres de recettes pour les budgets dont il contrôle la gestion.

Il peut également recevoir délégation pour approuver les marchés de travaux, de fournitures, de prestations intellectuelles intéressant le budget du ministère chargé de l'aviation civile, ainsi que pour consentir les actes de gestion du domaine public aéronautique dans le respect des dispositions prévues par le cahier des charges (et annexes associées) des services aéroportuaires délégués.

Il préside les commissions d'appel d'offres et les jurys de concours.

Art. 3.— Pour assurer l'ensemble de ses activités, le service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française comprend quatre entités dont les attributions sont fixées dans le présent arrêté :

- un département de la gestion des ressources ;
- un service de la navigation aérienne ;

- un service de la régulation économique, de l'ingénierie et du développement durable ;
- un département de la surveillance.

Par ailleurs, sont directement rattachés au directeur :

- le chef de cabinet de la direction ;
- le chef du projet "supervision des transferts à la collectivité territoriale et aux gestionnaires d'aérodromes".

Art. 4.— Le département de la gestion des ressources est chargé de la gestion des ressources humaines, des finances, de la logistique, de la gestion immobilière et de l'informatique non opérationnelle pour l'ensemble du service d'Etat de l'aviation civile. Son action tend à intégrer les différentes fonctions de gestion. A ce titre, il assure :

- a) La gestion des ressources humaines : recrutements, affectations, mutations, nominations, congés, mises en route ; suivi de la réglementation statutaire et indemnitaire, des affaires médicales et sociales ; coordination de la formation ; liquidation et mandatement des rémunérations ; affectation aux personnels des logements du domaine de l'Etat ; organisation et secrétariat des commissions de concertation avec les personnels ;
- b) La gestion des ressources financières et notamment la tenue de la comptabilité administrative ; dans ce cadre, il est chargé de la comptabilité des engagements, de l'ordonnancement des dépenses du service et de l'émission des titres de recettes ; il prépare notamment, en liaison avec les services et divisions, les budgets de fonctionnement et d'investissement ; il contrôle l'exécution budgétaire et l'ensemble de la gestion financière ; il assiste l'agent comptable secondaire du budget annexe du contrôle et de l'exploitation aériens ;
- c) La gestion immobilière en étant l'interlocuteur de l'administration centrale et du service en charge du domaine de l'Etat en Polynésie française, en organisant la gestion des données relatives au patrimoine de l'Etat/DGAC, en coordonnant la gestion des moyens financiers. A cette fin, il s'appuie sur le service de la régulation économique, de l'ingénierie et du développement durable ;
- d) La mise en place d'applications informatiques pour la gestion des ressources humaines, de la paye et des finances et l'informatisation des procédures dans un but de rationalisation des activités administratives ainsi que la gestion des systèmes et réseaux et celle du parc informatique bureautique ;
- e) Le support "logistique" :
 - entretien et gestion du parc automobile ;
 - gestion des moyens de fonctionnement des services ;
 - suivi des questions d'hygiène et sécurité et des conditions de travail ;
 - gestion des approvisionnements et de la réforme des matériels et du mobilier.

Pour l'exercice de ces attributions, le département gestion des ressources comprend notamment :

- une subdivision ressources humaines ;
- une subdivision finances ;
- une subdivision informatique ;
- une subdivision logistique.

Art. 5.— Le service de la navigation aérienne est chargé de la prestation de services dans le cadre de la législation et de la réglementation relatives à la circulation aérienne, aux télécommunications de l'aéronautique, à la navigation aérienne, à l'exploitation technique des aides à la navigation aérienne, et, d'une manière générale, de toute réglementation concernant la sécurité de la navigation aérienne. A ce titre, en tant que prestataire de services de navigation aérienne, sous l'autorité de la direction des services de la navigation aérienne, il assure :

- la sécurité et la fluidité du trafic aérien ;
- l'information aéronautique sur les plans national et international ;
- la permanence opérationnelle du service de la navigation aérienne ;
- l'organisation et le contrôle du fonctionnement des organismes de recherche et sauvetage.

a) En ce qui concerne les installations intéressant la sécurité de la navigation aérienne d'intérêt général, dans le cadre des instructions du ministère chargé de l'aviation civile :

- la planification et le suivi de la capacité des organismes de contrôle ;
- la définition des matériels techniques nécessaires à l'équipement des aérodromes, des routes aériennes et des centres isolés, le suivi de leurs conditions techniques d'exploitation et de leur maintenance.

b) En ce qui concerne la sécurité des activités aériennes d'intérêt local et dans le cadre des dispositions statutaires fixant le partage des compétences entre l'Etat et la Polynésie française :

- l'exploitation technique des aérodromes et des aides à la navigation aérienne qui y sont rattachées.

Il assure de plus :

- l'élaboration de la facturation des redevances de navigation aérienne, des statistiques de trafic aérien et le suivi de la production des données statistiques relatives au transport aérien.

Pour l'exercice de ces attributions, le service de la navigation aérienne comprend notamment :

- une division circulation aérienne ;
- une division technique ;
- une division aérodromes des îles.

Art. 6.— Le service de la régulation économique, de l'ingénierie et du développement durable assure :

a) Sur les aérodromes d'Etat et le domaine de l'Etat affecté à l'aviation civile :

- la gestion du domaine de l'Etat affecté au ministère chargé de l'aviation civile (domaine public aéronautique, domaine privé de l'Etat) ;
- l'établissement des projets, la préparation et l'exécution des travaux de construction, d'aménagement, de remise en état et d'entretien des constructions et installations édifiées sur le domaine public aéroportuaire non concédé de l'Etat et sur le domaine privé de l'Etat affecté au ministère chargé de l'aviation civile ;

- les études, l'instruction technique et administrative ainsi que la gestion des documents de planification aéroportuaire en coordination avec les services techniques centraux concernés (plans de servitudes aéronautiques, avant-projets de plan masse, schémas directeurs de développement, etc.).

b) Dans le cadre de la tutelle exercée par le service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française sur les services aéroportuaires délégués, dans le respect des dispositions correspondantes prévues par les conventions, autorisations d'occupations temporaire, cahiers des charges (et annexes associées) et en concertation avec les autres services :

- le contrôle des projets, études et réalisations (ainsi que les procédures administratives afférentes) effectuées par le délégataire ou ses ayants droit ;
- le contrôle général et financier de son budget, des comptes exécutés, de ses actes, conventions et marchés ;

c) Il assure également pour le compte du ministère chargé de la défense, affectataire secondaire de l'aéroport de Tahiti-Faa'a, en application des dispositions prévues à l'article 5 du décret n° 61-447 du 3 mai 1961 :

- la gestion du domaine aéronautique de l'affectataire secondaire ;
- l'établissement des projets, la préparation et l'exécution des travaux des constructions et installations intéressant celui-ci ;
- la gestion des crédits délégués pour l'exercice de ces missions ;
- la gestion des personnels affectés au service, rémunérés sur le budget du ministère de la défense.

Il reçoit une délégation spécifique du haut-commissaire pour l'exécution de ces missions.

d) Pour ce qui concerne le développement durable, il assure une veille réglementaire des textes étendus en Polynésie française et de la réglementation locale. Il décline les éléments applicables localement de la politique de la DGAC en dehors des actions conduites en matière de navigation aérienne et de construction aéronautique. Il est en particulier chargé de l'établissement du bilan CO2 du SEAC-PF et de son suivi.

e) Il apporte un support d'ingénierie aux autres services et département du SEAC-PF.

Le chef du service de la régulation économique, de l'ingénierie et du développement durable préside la commission d'appel d'offres traitant des opérations dont il est chargé par le ministère de la défense.

Il peut également réaliser des missions d'ingénierie pour le compte des délégataires de services aéroportuaires par conventions soumises à l'approbation du directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française.

Il participe en tant que de besoin aux missions transversales du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française.

Pour l'exercice de ces attributions, le service de la régulation économique, de l'ingénierie et du développement durable comprend notamment :

- une division de la régulation économique et de l'administration ;
- une division de l'ingénierie et du développement durable ;
- une division des aérodromes.

Art. 7. — Le département de la surveillance assure :

1° Les missions de surveillance liées au transport aérien et à l'aviation générale, notamment :

- le contrôle de l'exploitation technique du matériel volant utilisé par les entreprises de transport et de travail aériens et par les autres exploitants d'aéronefs basés en Polynésie française ;
- la définition des conditions opérationnelles d'utilisation des aérodromes à caractéristiques particulières ;
- le contrôle de l'application de la législation et de la réglementation relatives au personnel navigant ;
- la délivrance des titres des personnels navigants de l'aéronautique civile ;
- le contrôle d'exploitation des aéronefs étrangers dans le cadre des programmes de l'organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et de ceux approuvés par le ministre chargé de l'aviation civile ;
- le contrôle technique des organismes de formation aéronautique et des aéroclubs ;
- l'organisation des examens théoriques des personnels navigants ;
- le suivi de la surveillance de l'état de navigabilité des aéronefs en coordination avec le groupement pour la sécurité de l'aviation civile (GSAC) ;
- le suivi de l'activité d'aviation générale et de l'activité aéronautique associative.

2° Les missions de surveillances relatives à la sécurité sur les aérodromes et en navigation aérienne, notamment :

- homologation et certification des aérodromes, et avis technique ;
- surveillance des exploitants d'aérodrome ;
- suivi des infrastructures aéroportuaires, des servitudes aéronautiques ;
- contrôle de l'exécution des missions de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs et de péril animalier ;
- agrément des agents AFIS ;
- surveillance des prestataires des services de la navigation aérienne (AFIS) ;
- délivrance des licences de contrôleurs de la circulation aérienne.

3° Les missions de surveillances relatives à la sûreté :

- instruction des programmes de sûreté ;
- secrétariat de la commission de sûreté ;
- élaboration des arrêtés de police et des programmes de sûreté aéroportuaire ;
- délivrance des agréments et des conventions ;
- contrôle de l'exécution des missions de sûreté.

Pour l'exercice de ces attributions, le service de la surveillance comprend notamment :

- une division des opérations aériennes ;
- une division sécurité aéroportuaire et navigation aérienne ;
- une division sûreté.

Art. 8. — Le service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française peut se voir confier par la Polynésie française, par voie conventionnelle, toute mission relative aux aérodromes territoriaux.

Art. 9. — En application du présent arrêté, le directeur du SEAC-PF est chargé d'approuver l'organisation détaillée du service, notamment par la prise de décisions internes décrivant la répartition des attributions.

L'arrêté portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française n° 629 DIR du 21 septembre 2007 est abrogé.

Art. 10. — Le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 mars 2009.
Adolphe COLRAT.

ARRETE n° 113 AC.DIR.INFRA/BA du 24 mars 2009
approuvant le règlement intérieur de la commission consultative économique commune (COCOECO) des aéroports de Tahiti-Faa'a, Raiatea, Bora Bora et Rangiroa.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret du 7 janvier 1966 concédant l'exploitation de l'aéroport de Tahiti-Faa'a à la Société d'équipement de Tahiti et des îles (SETIL) ;

Vu le décret du 6 septembre 1996 prorogeant jusqu'au 31 décembre 1998 la concession d'outillage public accordée à la Société d'équipement de Tahiti et des îles (SETIL) pour l'exploitation de l'aérodrome de Tahiti-Faa'a ;

Vu l'arrêté n° 858 AC.DIR.INFRA du 30 décembre 2002 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public des aéroports de Tahiti-Faa'a, Bora Bora, Raiatea et Rangiroa, non constitutive de droits réels, au bénéfice de la SETIL-Aéroports, prorogé par l'arrêté n° 1516 AC.DIR.INFRA du 30 décembre 2003, par l'arrêté n° 396 AC.DIR.INFRA du 30 juin 2004, par l'arrêté n° 140261 AC.DIR.INFRA du 22 décembre 2006, par l'arrêté n° 714 AC.DIR.INFRA du 28 décembre 2007, l'arrêté n° 230 DIR.INFRA du 27 juin 2008, par l'arrêté n° 808 DIR.INFRA du 22 décembre 2008 et par l'arrêté n° 16 DIR.INFRA du 21 janvier 2009 modifiant l'arrêté n° 808 DIR.INFRA du 22 décembre 2008 ;

Vu l'arrêté n° 399 AC.DIR.INFRA du 12 octobre 2005 dotant les aéroports de Tahiti-Faa'a, Raiatea, Bora Bora et Rangiroa d'une commission consultative économique commune ;

Vu l'arrêté n° 696 AC.DIR.INFRA du 19 novembre 2008 modifiant l'arrêté n° 704 AC.DIR.INFRA du 12 décembre 2007 désignant les membres et notamment le président de la commission consultative économique commune des aéroports de Tahiti-Faa'a, Bora Bora, Raiatea et Rangiroa ;

Vu le procès-verbal de la commission consultative économique commune des aéroports d'Etat en Polynésie française qui s'est réunie le 9 décembre 2008,

Arrête :

Article 1er.— Le règlement intérieur de la commission consultative économique commune (COCOECO) des aéroports de Tahiti-Faa'a, Raiatea, Bora Bora et Rangiroa est approuvé dans les termes suivants :

PREAMBULE

La commission consultative économique établit son règlement intérieur qui précise les conditions dans lesquelles sont convoquées les réunions, la prise en charge du secrétariat de la commission ainsi que les modalités de vote et de diffusion des procès-verbaux. Il est approuvé par le haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Article 1er.— *Convocations et réunions de la commission*

Les membres de la commission sont réunis soit à l'initiative de son président, soit sur la demande de la direction du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française (SEAC-PF), soit sur celle de l'exploitant des aéroports ou sur la demande du tiers des membres à voix délibérative de la commission consultative économique (COCOECO).

Le délai minimal de convocation est d'un mois calendaire, celui de l'envoi du dossier de séance est de trois semaines calendaires.

La convocation puis l'envoi du dossier de séance sont faits par courrier ordinaire. Ils sont doublés d'un envoi par courrier électronique.

La convocation et la remise du dossier de séance par courrier ordinaire sont réputées être valablement délivrées dès l'instant où ces remises ont été faites aux représentations locales des destinataires, même si ceux-ci ont un siège établi hors du territoire de la Polynésie française.

Les envois par courrier électronique seront diffusés aux membres de la COCOECO dans la mesure où les adresses électroniques des destinataires auront été communiquées à l'exploitant des aéroports.

Art. 2.— *Représentation et pouvoirs*

La COCOECO des aéroports de Tahiti-Faa'a, Raiatea, Bora Bora et Rangiroa comporte outre son président :

- des membres à voix délibérative :
 - pour partie issue d'un collège constitué des représentants proposés par l'exploitant ;
 - et pour l'autre partie issue d'un collège constitué des représentants d'usagers,
- des membres à voix consultative ;
- des observateurs,

tels que désignés par arrêté du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Les représentants des usagers, afin de pouvoir valablement délibérer et voter, remettront au président de séance, un document écrit les désignant nommément avec pouvoir de représentation.

Tout membre à voix délibérative, en cas d'empêchement, dispose de la faculté de se faire représenter par un autre membre à voix délibérative de la commission et issu du même collège.

Pour être valable, cette représentation prend effet dès l'instant où le président de la commission reçoit au plus tard en début de séance le pouvoir écrit nécessaire.

Ce pouvoir n'est valable que pour une seule séance et éventuellement pour celle convoquée sur le même ordre du jour en cas d'insuffisance de quorum.

Un membre de commission ne peut recevoir plus d'un pouvoir.

Art. 3.— *Quorum*

La COCOECO devra réunir au minimum la moitié de ses membres à voix délibérative présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, la COCOECO délibère valablement sans condition de quorum après une nouvelle convocation portant sur le même ordre du jour et spécifiant qu'aucun quorum ne sera exigé.

Le délai minimal pour cette nouvelle convocation est de 15 jours.

La nouvelle convocation peut être faite oralement en séance aux membres présents, par courrier ordinaire et par courrier électronique aux membres absents.

Art. 4.— *Modalités de vote*

Les délibérations sont prises à la majorité des membres à voix délibérative présents ou représentés.

Le vote des délibérations a lieu à main levée. Cependant si un seul membre présent le demande, il sera obligatoirement procédé au bulletin secret.

En cas d'égalité des voix, la voix du président de séance est prépondérante.

Art. 5.— *Secrétariat*

Le secrétariat de la COCOECO est assuré par l'exploitant des aéroports aux frais de ce dernier.

Toute réunion de la COCOECO doit être constatée par un procès-verbal.

Le procès-verbal de la réunion de la COCOECO indique le nom et la qualité de chacun des membres présents, les questions traitées au cours de la séance et le sens de chacune des délibérations.

Un projet de procès-verbal sera diffusé par courrier ordinaire et électronique après chaque réunion de la COCOECO par l'exploitant des aéroports, dans un délai de 15 jours, à tous les membres de la COCOECO. Ceux-ci auront à leur tour un délai de 15 jours pour formuler leurs observations par tout moyen (courrier ordinaire ou électronique) qui devront parvenir à l'exploitant des aéroports dans les 30 jours de la tenue de la réunion de la COCOECO.

Le projet de procès-verbal, comportant les observations éventuelles reçues de ses membres dans l'intervalle, devient définitif passé cette dernière date de 30 jours après la tenue de la réunion de la COCOECO.

Le procès-verbal définitif signé par le président de la COCOECO est ensuite notifié par lettre recommandée avec avis de réception aux ministères de l'Etat chargés de l'aviation civile et de l'économie, ainsi qu'au haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Tous les autres membres de la COCOECO reçoivent ledit procès-verbal définitif par courrier ordinaire et électronique.

Un registre coté et paraphé par le président de la COCOECO recevra un original du procès-verbal, lequel sera contresigné d'un membre du collège des usagers.

Art. 6. — *Modification du règlement intérieur*

Le présent règlement intérieur pourra être modifié à la demande de l'exploitant des aéroports ou du tiers des membres de la COCOECO ou du directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française, par demande adressée au président de la commission.

Art. 7. — *Adoption du règlement intérieur*

Le présent règlement intérieur a été adopté en séance du 9 décembre 2008 de la commission consultative économique et annule tout document antérieur de même nature.

Il est rendu exécutoire par arrêté du haut-commissaire en Polynésie française dont l'original figurera au registre des procès-verbaux.

Fait à Papeete, le 24 mars 2009.

Pour le haut-commissaire,

par délégation :

*Le secrétaire général
du haut-commissariat,
Eric SPITZ.*

ARRETE n° HC 114 DIPAC du 25 mars 2009 portant attribution aux communes de la Polynésie française de la part aménagement de la dotation globale de fonctionnement (DGF) servie au titre de l'exercice 2009 par l'Etat, ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 2007-1719 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2007-1720 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le décret n° 94-704 du 17 août 1994 fixant les modalités de répartition de la dotation globale de fonctionnement entre les communes des départements d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, entre les circonscriptions territoriales des îles Wallis-et-Futuna et entre les communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-1886 du 26 décembre 2007 authentifiant les résultats du recensement de la population effectué en Polynésie française en 2007 ;

Vu les dispositions de la circulaire NOR/INT/B09-56 C en date du 13 mars 2009 du ministère de l'intérieur concernant les délais et les voies de recours contre les décisions de notification de la dotation globale de fonctionnement, part aménagement, des communes ;

Vu les imputations budgétaires à effectuer dans les écritures de M. le trésorier-payeur général de la Polynésie française, compte 465-12119 : "Dotation globale de fonctionnement, répartition initiale de l'année, année 2009" ouvert dans les écritures du trésorier-payeur général,

Arrête :

Article 1er. — La dotation d'aménagement de la dotation globale de fonctionnement attribuée par l'Etat (ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales) aux communes de Polynésie française, est composée d'une part, de la dotation globale de fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale, et d'autre part, de l'ensemble des dotations de péréquation communales, à savoir la dotation de solidarité urbaine (DSU), la dotation de solidarité rurale (DSR) et la dotation nationale de péréquation (DNP) qui s'élève pour l'exercice 2009 à 14 045 751 euros, soit 1 676 103 938 F CFP.

Elle est répartie entre les communes conformément au tableau joint au présent arrêté.

Art. 2. — Cette dotation sera versée comme suit :

- 1 douzième par mois jusqu'en décembre 2009.

Ces versements interviendront à la diligence de M. le trésorier-payeur général de la Polynésie française.

Art. 3. — Les dotations versées aux communes au titre de la part aménagement de la dotation globale de fonctionnement 2009 seront inscrites dans les budgets au compte 714127 (comptabilité M14).

Art. 4. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le trésorier-payeur général de la Polynésie française, les maires et les trésoriers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2009.

Pour le haut-commissaire,

par délégation :

*Le secrétaire général
du haut-commissariat,
Eric SPITZ.*

REPARTITION DE LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT 2009 - PART AMENAGEMENT en F.CFP
COMPTE 465 - 12119

COMMUNES	DSU/DSR en €	DNP en €	TOTAL en €	TOTAL en F.CFP	Montant mensuel	Total des versements de janvier à novembre	Décembre	Total des versements
Raivavae	118 594	43 455	162 049	19 337 589	1 611 466	17 726 126	1 611 463	19 337 589
Rapa	110 941	40 651	151 592	18 089 737	1 507 478	16 582 258	1 507 479	18 089 737
Rimatara	115 795	42 430	158 225	18 881 265	1 573 439	17 307 829	1 573 436	18 881 265
Rurutu	142 632	52 264	194 896	23 257 279	1 938 107	21 319 177	1 938 102	23 257 279
Tubuai	141 083	51 695	192 778	23 004 535	1 917 045	21 087 495	1 917 040	23 004 535
Iles Australes	629 045	230 495	859 540	102 570 406	8 547 535	94 022 885	8 547 521	102 570 406
Arue	291 672	106 875	398 547	47 559 308	3 963 276	43 596 036	3 963 272	47 559 308
Faaa	721 691	264 442	986 133	117 676 969	9 806 414	107 870 554	9 806 415	117 676 969
Hitiaa O Te Ra	219 474	80 420	299 894	35 786 874	2 982 239	32 804 629	2 982 245	35 786 874
Mahina	360 793	132 201	492 994	58 829 833	4 902 486	53 927 346	4 902 487	58 829 833
Moorea-Maiao	397 405	145 617	543 022	64 799 761	5 399 980	59 399 780	5 399 981	64 799 761
Paea	297 064	108 850	405 914	48 438 425	4 036 535	44 401 885	4 036 540	48 438 425
Papara	267 006	97 836	364 842	43 537 232	3 628 103	39 909 133	3 628 099	43 537 232
Papeete	1 248 599	457 512	1 706 111	203 593 198	16 966 100	186 627 100	16 966 098	203 593 198
Pirae	398 778	146 120	544 898	65 023 628	5 418 636	59 604 996	5 418 632	65 023 628
Punaauia	719 399	263 602	983 001	117 303 222	9 775 268	107 527 948	9 775 274	117 303 222
Taiarapu-Est	290 673	106 508	397 181	47 396 301	3 949 692	43 446 612	3 949 689	47 396 301
Taiarapu-Ouest	193 670	70 964	264 634	31 579 236	2 631 603	28 947 633	2 631 603	31 579 236
Teva I Uta	222 412	81 496	303 908	36 265 871	3 022 156	33 243 716	3 022 155	36 265 871
Iles du Vent	5 628 636	2 062 443	7 691 079	917 789 857	76 482 488	841 307 368	76 482 489	917 789 857
Bora Bora	257 722	94 434	352 156	42 023 389	3 501 949	38 521 439	3 501 950	42 023 389
Huahine	186 662	68 397	255 059	30 436 635	2 536 386	27 900 246	2 536 389	30 436 635
Maupiti	97 807	35 840	133 647	15 948 329	1 329 027	14 619 297	1 329 032	15 948 329
Tahaa	171 815	62 957	234 772	28 015 752	2 334 646	25 681 106	2 334 646	28 015 752
Tapuapuatea	159 323	58 379	217 702	25 978 759	2 164 897	23 813 867	2 164 892	25 978 759
Tumaraa	140 701	51 556	192 257	22 942 363	1 911 864	21 030 504	1 911 859	22 942 363
Uturoa	170 025	62 301	232 326	27 723 866	2 310 322	25 413 542	2 310 324	27 723 866
Iles sous le Vent	1 184 055	433 864	1 617 919	193 069 093	16 089 091	176 980 001	16 089 092	193 069 093
Fanu-Hiva	113 222	41 487	154 709	18 461 695	1 538 475	16 923 225	1 538 470	18 461 695
Hiva-Oa	143 341	52 523	195 864	23 372 792	1 947 733	21 425 063	1 947 729	23 372 792
Nuku-Hiva	152 888	56 021	208 909	24 929 475	2 077 456	22 852 016	2 077 459	24 929 475
Tahuata	114 310	41 886	156 196	18 639 141	1 553 262	17 085 882	1 553 259	18 639 141
Ua-Huka	112 807	41 335	154 142	18 394 033	1 532 836	16 861 196	1 532 837	18 394 033
Ua-Pou	142 023	52 040	194 063	23 157 876	1 929 823	21 228 053	1 929 823	23 157 876
Iles Marquises	778 591	285 292	1 063 883	126 955 012	10 579 585	116 375 435	10 579 577	126 955 012
Anaa	116 434	42 664	159 098	18 985 442	1 582 120	17 403 320	1 582 122	18 985 442
Arutua	134 211	49 178	183 389	21 884 129	1 823 677	20 060 447	1 823 682	21 884 129
Fakarava	131 464	48 171	179 635	21 436 158	1 786 346	19 649 806	1 786 352	21 436 158
Fangatau	106 536	39 037	145 573	17 371 480	1 447 623	15 923 853	1 447 627	17 371 480
Gambier	130 946	47 981	178 927	21 351 671	1 779 306	19 572 366	1 779 305	21 351 671
Hao	130 463	47 804	178 267	21 272 912	1 772 743	19 500 173	1 772 739	21 272 912
Hikueru	106 760	39 119	145 879	17 407 995	1 450 666	15 957 326	1 450 669	17 407 995
Makemo	129 874	47 589	177 463	21 176 969	1 764 747	19 412 217	1 764 752	21 176 969
Manihi	129 356	47 399	176 755	21 092 482	1 757 707	19 334 777	1 757 705	21 092 482
Napuka	107 572	39 417	146 989	17 540 453	1 461 704	16 078 744	1 461 709	17 540 453
Nukutavake	107 676	39 455	147 131	17 557 399	1 463 117	16 094 287	1 463 112	17 557 399
Puka Puka	104 826	38 410	143 236	17 092 601	1 424 383	15 668 213	1 424 388	17 092 601
Rangiroa	164 424	60 249	224 673	26 810 621	2 234 218	24 576 398	2 234 223	26 810 621
Reao	112 047	41 056	153 103	18 270 048	1 522 504	16 747 544	1 522 504	18 270 048
Takaroa	132 673	48 614	181 287	21 633 294	1 802 774	19 830 514	1 802 780	21 633 294
Tatakoto	106 052	38 860	144 912	17 292 601	1 441 050	15 851 550	1 441 051	17 292 601
Tureia	107 590	39 423	147 013	17 543 317	1 461 943	16 081 373	1 461 944	17 543 317
Tuamotu-Gambier	2 058 904	754 426	2 813 330	335 719 570	27 976 628	307 742 908	27 976 662	335 719 570
TOTAL GENERAL	10 279 231	3 766 520	14 045 751	1 676 103 938	139 675 327	1 536 428 597	139 675 341	1 676 103 938

ARRETE n° HC 116 CAB/DPC du 25 mars 2009 portant liste des candidats admis à l'examen de monitorat national des premiers secours du 19 mars 2009 à Papeete (locaux de l'ADES, Tahiti).

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2006-173 du 15 février 2006 modifiée portant actualisation et adaptation du droit applicable en matière de sécurité civile en Polynésie française ;

Vu le décret n° 92-514 du 12 juin 1992 modifié relatif à la formation de moniteur des premiers secours ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié relatif à la formation de moniteur des premiers secours et notamment son article 9 ;

Vu l'arrêté n° HC 103 CAB/DPC du 20 mars 2009 relatif à la composition du jury d'examen pour un monitorat national des premiers secours le 19 mars 2009 à Papeete (locaux de l'ADES, Tahiti) ;

Vu le procès-verbal d'examen en date du 19 mars 2009 ;

Sur proposition du directeur de cabinet du haut-commissaire de la République,

Arrête :

Article 1er. — Les candidats suivants sont déclarés admis à l'examen de monitorat national des premiers secours du 19 mars 2009 à Papeete, dans les locaux de l'ADES :

Mlle Layana Atae, Mlle Rauhere Bourbe, Mlle Milana Teiho et M. Damas-Tamati Tuheiava.

Art. 2. — Le directeur du cabinet du haut-commissaire de la République et le directeur de la protection civile sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2009.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Eric REQUET.

ARRETE n° HC 117 CAB/SIDPC du 26 mars 2009 relatif à la composition du jury d'examen pour un monitorat national des premiers secours le 9 avril 2009 à Faa'a (école Piafau, Tahiti).

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2006-173 du 15 février 2006 modifiée portant actualisation et adaptation du droit applicable en matière de sécurité civile en Polynésie française ;

Vu le décret n° 92-514 du 12 juin 1992 modifié relatif à la formation de moniteur des premiers secours ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié relatif à la formation de moniteur des premiers secours ;

Vu le dossier déposé le 27 février 2009 par le comité de secourisme polynésien et de protection civile (CSP 987) ;

Sur proposition du directeur de cabinet du haut-commissaire de la République,

Arrête :

Article 1er. — Un examen permettant l'obtention du brevet national de moniteur des premiers secours (BNMPS) et de l'unité d'enseignement pédagogique appliquée aux emplois/activités de classe 3 (PAE 3) aura lieu le 9 avril 2009 à l'école Piafau, à Faa'a à compter de 8 heures.

Art. 2. — Le jury d'examen sera composé comme suit :

Président du jury : Commandant Eric Duverger, directeur-adjoint de la protection civile ;

Membres du jury :

- Dr Sandrine Bouy (suppléant : Dr Sylvain Girardin) ;
- M. Heifara Cros, titulaire du brevet national d'instructeur de secourisme (suppléant : M. Atani Burns, titulaire du brevet national d'instructeur de secourisme) ;
- M. Pascal Grillet, titulaire du brevet national d'instructeur de secourisme (suppléant : M. Freddy Fauura, titulaire du brevet national d'instructeur de secourisme) ;
- M. Freddy Billault, titulaire du brevet national d'instructeur de secourisme (suppléant : M. Maori Pani, titulaire du brevet national d'instructeur de secourisme).

Art. 3. — Le directeur du cabinet du haut-commissaire de la République et le directeur du service interministériel de défense et de protection civiles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2009.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Eric REQUET.

ARRETE n° HC 118 CAB/SIDPC du 27 mars 2009 fixant la date et les horaires des épreuves d'un examen SSIAP 1 : session de formation SSIAP 1 du 13 au 26 mars 2009 organisée par la société Formation Poly Sécurité.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 2 mai 2005 modifié relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur notamment son article 8 ;

Vu le dossier déposé par la société Formation Poly Sécurité ;

Sur proposition du directeur de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er.— Un examen prévu pour l'obtention du diplôme d'agent de service de sécurité incendie et d'assistance à personnes (SSIAP 1) aura lieu le vendredi 26 mars 2009 à l'hôtel Intercontinental Tahiti à Faa'a.

Art. 2.— Les épreuves de l'examen se dérouleront :

- de 12 h 00 à 12 h 30 pour les épreuves théoriques ;
- de 12 h 30 à 17 h 00 pour les épreuves pratiques.

Art. 3.— Le directeur du cabinet du haut-commissaire et le directeur du service interministériel de défense et de protection civiles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mars 2009.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

Le directeur de cabinet,
Eric REQUET.

ARRETE n° HC 82 DRHME/BRHT/ET du 27 mars 2009 modifiant l'arrêté n° HC 240 SME/BRHT/ET du 22 août 2008 portant délégation de signature à M. Mohand Azzi, directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu l'ordonnance n° 2000-372 du 26 avril 2000 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en Polynésie française, le décret n° 2001-633 du 17 juillet 2001 et l'arrêté du même jour ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret du 13 juin 2008 portant nomination de M. Adolphe Colrat, préfet en service détaché, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 232 SME/BRHT/ET du 19 août 2008 portant nomination de M. Mohand Azzi, directeur de préfecture, en qualité de directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité, à compter du 23 août 2008 ;

Vu l'arrêté n° HC 240 SME/BRHT/ET du 22 août 2008 modifié portant délégation de signature à M. Mohand Azzi, directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité ;

Vu la décision n° HC 51 SME/BRHT/ET du 19 février 2009 portant changement d'affectation à compter du 1er avril 2009 de Mlle Anne Maertens, attachée d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, à la direction de la réglementation et du contrôle de la légalité, en qualité de chef du bureau de la réglementation et des élections ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— Les articles 2, 3, 4, 6 et 7 de l'arrêté n° HC 240 BRHT/ET du 22 août 2008 susvisé sont modifiés en ce qui concerne uniquement le chef du bureau de la réglementation et des élections :

Au lieu de :

"M. Nicolas Valour, chef du bureau de la réglementation et des élections."

Lire :

"Mlle Anne Maertens, chef du bureau de la réglementation et des élections."

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité, les chefs de bureau et leurs adjoints sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mars 2009.
Adolphe COLRAT.

ARRETE n° HC 83 DRHME/BRHT/ET du 27 mars 2009 complétant l'arrêté n° HC 62 DRHME/BRHT/ET du 3 mars 2009 portant délégation de signature à M. Christophe Deschamps, directeur des ressources humaines et de la modernisation de l'Etat.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret du 13 juin 2008 portant nomination de M. Adolphe Colrat, préfet en service détaché, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 52 SME/BRHT/jl du 20 février 2009 modifié portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 62 DRHME/BRHT/ET du 3 mars 2009 portant délégation de signature à M. Christophe Deschamps, directeur des ressources humaines et de la modernisation de l'Etat ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er. — Il est inséré à l'article 1er, 5e tiret de l'arrêté n° HC 62 DRHME/BRHT/ET du 3 mars 2009 susvisé, les programmes suivants :

- le programme 215, conduite et pilotage des politiques de l'agriculture ;
- le programme 217 – conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie et du développement durable.

Art. 2. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur des ressources humaines et de la modernisation de l'Etat et le directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mars 2009.
Adolphe COLRAT.

ARRETE n° HC 119 DIPAC du 30 mars 2009 portant attribution aux communes de moins de 5 000 habitants de Polynésie française de la dotation élu local (DEL) servie au titre de l'exercice 2009 par l'Etat - ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 2007-1719 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2007-1720 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-1886 du 26 décembre 2007 authentifiant les résultats du recensement de la population effectué en Polynésie française en 2007 ;

Vu la circulaire NOR/INT/B/09/00062/C en date du 20 mars 2009 du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

Vu les imputations budgétaires à effectuer dans les écritures de M. le trésorier-payeur général de la Polynésie française, compte 465-1269, dotation élu local, année 2009, ouvert en 2009,

Arrête :

Article 1er. — La dotation élu local (DEL) attribuée par l'Etat (ministère de l'intérieur) aux communes de moins de 5 000 habitants de Polynésie française pour l'exercice 2009 s'élève à 88 384 euros, soit 10 547 017 F CFP.

Elle est répartie entre les communes conformément au tableau joint au présent arrêté. Le trésorier-payeur général procédera au mandatement le 30 avril 2009 (cf. échange de courriel en date du 27 mars 2009), versement unique.

Art. 2. — Les dotations versées aux communes concernées au titre de la DEL 2009 seront imputées en recettes des budgets communaux au compte 742 pour les budgets établis selon la nomenclature comptable et budgétaire M14.

Art. 3. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le trésorier-payeur général de la Polynésie française, les maires et les trésoriers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mars 2009.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le secrétaire général
du haut-commissariat,
Eric SPITZ.

REPARTITION DE LA DOTATION ELU LOCAL 2009

COMMUNES	DOTATION ELU LOCAL 2009	
	Dotation en euros	Dotation en F.cfp
RAIVAVAE	2 762	329 594
RAPA	2 762	329 594
RIMATARA	2 762	329 594
RURUTU	2 762	329 594
TUBUAI	2 762	329 594
ILES AUSTRALES	13 810	1 647 971
MAUPITI	2 762	329 594
TAPUTAPUATEA	2 762	329 594
TUMARAA	2 762	329 594
UTUROA	2 762	329 594
ILES SOUS LE VENT	11 048	1 318 377
FATU HIVA	2 762	329 594
HIVA OA	2 762	329 594
NUKU HIVA	2 762	329 594
TAHUATA	2 762	329 594
UA HUKA	2 762	329 594
UA POU	2 762	329 594
ILES MARQUISES	16 572	1 977 566
ANAA	2 762	329 594
ARUTUA	2 762	329 594
FAKARAVA	2 762	329 594
FANGATAU	2 762	329 594
GAMBIER	2 762	329 594
HAO	2 762	329 594
HIKUERU	2 762	329 594
MAKEMO	2 762	329 594
MANIHI	2 762	329 594
NAPUKA	2 762	329 594
NUKUTAVAKE	2 762	329 594
PUKA PUKA	2 762	329 594
RANGIROA	2 762	329 594
REAO	2 762	329 594
TAKAROA	2 762	329 594
TATAKOTO	2 762	329 594
TUREIA	2 762	329 594
TUAMOTU GAMBIER	46 954	5 603 103
TOTAL GENERAL	88 384	10 547 017

ARRETE n° HC 120 DIPAC du 30 mars 2009 modifiant l'arrêté n° HC 206 DAC du 17 juin 2008 portant désignation des membres du comité des finances locales de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret 2008-1020 du 22 septembre 2008 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu l'arrêté n° HC 206 DAC du 17 juin 2008 portant désignation des membres du comité des finances locales de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 12-2009 APF/SG du 11 février 2009 portant proclamation du Président de la Polynésie française M. Oscar Temaru ;

Vu l'arrêté n° 751 PR du 24 mars 2009 portant désignation du suppléant du Président de la Polynésie française au comité des finances locales de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 332 CM du 23 mars 2009 portant désignation des représentants de la Polynésie française au comité des finances locales de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 52 SME/BRHT/jl du 20 février 2009 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— A l'article 1er de l'arrêté du 17 juin 2008 susvisé, les mots : "le directeur des affaires communales" sont remplacés par les mots : "le directeur de l'ingénierie publique et des affaires communales".

Art. 2.— L'article 2 de l'arrêté du 17 juin 2008 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

"La liste des représentants du gouvernement de la Polynésie française au sein du comité des finances locales de la Polynésie française s'établit comme suit :

- M. Oscar Temaru, Président de la Polynésie française, ou son représentant, M. Antony Geros, vice-président de la Polynésie française, ministre de l'aménagement et du développement des communes, chargé des affaires foncières, porte-parole du gouvernement ;
- M. Georges Puchon, ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises, ou son représentant, M. Teva Rohfritsch, ministre des ressources de la mer."

Art. 3.— L'article 3 de l'arrêté du 17 juin 2008 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

"La liste des représentants élus de l'assemblée de la Polynésie française au sein du comité des finances locales de la Polynésie française s'établit comme suit :

Titulaires :

- M. Jacqui Drollet ;
- M. Temauri Foster.

Suppléants :

- M. Jean-Christophe Bouissou ;
- Mme Tarita Sinjoux."

Art. 4.— Le secrétaire général du haut-commissariat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mars 2009.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
*Le secrétaire général
du haut-commissariat,*
Eric SPITZ.

Par arrêté n° 87 DIPAC/PJF/BFC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 13 mars 2009.— Par imputation sur les disponibilités du budget de l'Etat :

Ministère 209 : intérieur, outre-mer et collectivités territoriales ;

Mission RC : relations avec les collectivités territoriales ;

Programme 119 : concours financiers aux communes et groupements de communes ;

Action 01 : soutien aux projets des communes et groupements de communes ;

Sous-action 01 : dotation globale d'équipement des communes.

Il est accordé à la commune de Papeete, subdivision administrative des îles du Vent, une subvention d'un montant de 272 134 euros, soit 32 474 224 F CFP au titre de la dotation globale d'équipement.

Dotation forfaitaire

Le versement de cette dotation s'effectuera en totalité dès la signature du présent arrêté par l'ordonnateur secondaire délégué.

Cette dotation sera inscrite en section d'investissement au budget de la ville de Papeete qui l'affectera au financement des investissements de son choix.

Par arrêté n° 88 DIPAC/PJF/BFC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 13 mars 2009.— Par imputation sur les disponibilités du budget de l'Etat :

Ministère 209 : intérieur, outre-mer et collectivités territoriales ;

Mission RC : relations avec les collectivités territoriales ;

Programme 119 : concours financiers aux communes et groupements de communes ;

Action 01 : soutien aux projets des communes et groupements de communes ;

Sous-action 01 : dotation globale d'équipement des communes.

Il est accordé à la commune de Faa'a, subdivision administrative des îles du Vent, une subvention d'un montant de 309 814 euros, soit 36 970 644 F CFP au titre de la dotation globale d'équipement.

Dotation forfaitaire

Le versement de cette dotation s'effectuera en totalité dès la signature du présent arrêté par l'ordonnateur secondaire délégué.

Cette dotation sera inscrite en section d'investissement au budget de la ville de Faa'a qui l'affectera au financement des investissements de son choix.

Par arrêté n° 89 DIPAC/PJF/BFC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 13 mars 2009.— Par imputation sur les disponibilités du budget de l'Etat :

Ministère 209 : intérieur, outre-mer et collectivités territoriales ;

Mission RC : relations avec les collectivités territoriales ;

Programme 119 : concours financiers aux communes et groupements de communes ;

Action 01 : soutien aux projets des communes et groupements de communes ;

Sous-action 01 : dotation globale d'équipement des communes.

Il est accordé à la commune de Punaauia, subdivision administrative des îles du Vent, une subvention d'un montant de 265 527 euros, soit 31 685 800 F CFP au titre de la dotation globale d'équipement.

Dotation forfaitaire

Le versement de cette dotation s'effectuera en totalité dès la signature du présent arrêté par l'ordonnateur secondaire délégué.

Cette dotation sera inscrite en section d'investissement au budget de la ville de Punaauia qui l'affectera au financement des investissements de son choix.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 382 CM du 27 mars 2009 ordonnant la fin des études relatives à l'élaboration du plan général d'aménagement de la commune de Taiarapu-Ouest.

NOR : SAU0900558AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'aménagement et du développement des communes, chargé des affaires foncières, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 64-04 du 26 novembre 2004 du conseil municipal de la commune de Taiarapu-Ouest demandant l'établissement du plan général d'aménagement de la commune de Taiarapu-Ouest ;

Vu l'arrêté n° 204 CM du 6 mai 2005 relatif à l'élaboration du plan général d'aménagement de la commune de Taiarapu-Ouest ;

Vu les lettres n° 1057 MAC/AU.EP du 20 mai 2008 et n° 108 MAC/AU.EP du 15 janvier 2009 du service de l'urbanisme ;

Vu l'abandon des études constatées ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mars 2009,

Arrête :

Article 1er. — Est ordonné l'arrêt des études relatives à l'élaboration du plan général d'aménagement de Taiarapu-Ouest.

Art. 2. — Le vice-président, ministre de l'aménagement et du développement des communes, chargé des affaires foncières, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mars 2009.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,
ministre de l'aménagement
et du développement des communes,
Antony GEROS.*

ARRETE n° 383 CM du 27 mars 2009 ordonnant la fin des études relatives à l'élaboration du plan général d'aménagement de la commune de Arue.

NOR : SAU0900557AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'aménagement et du développement des communes, chargé des affaires foncières, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 92-36 du 15 décembre 1992 du conseil municipal de la commune de Arue relative à la reprise des études du plan général d'aménagement ;

Vu l'arrêté n° 1221 CM du 24 décembre 2002 modifié ordonnant l'établissement du plan général d'aménagement de la commune de Arue ;

Vu les lettres n° 909 CM du 18 octobre 2005 ordonnant la relance de l'élaboration du plan général d'aménagement de la commune de Arue ;

Vu le dépassement des délais prévus par le code de l'aménagement ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mars 2009,

Arrête :

Article 1er. — Est ordonné l'arrêt des études relatives à l'élaboration du plan général d'aménagement de Arue.

Art. 2.— Le vice-président, ministre de l'aménagement et du développement des communes, chargé des affaires foncières, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mars 2009.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le vice-président,
ministre de l'aménagement
et du développement des communes,
Antony GEROS.

ARRETE n° 418 CM du 1er avril 2009 portant modification de l'arrêté n° 618 CM du 18 mai 2002 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française.

NOR : US0900413AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 80-106 CM du 22 août 1980 modifiée portant création d'un établissement public dénommé "Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française" ;

Vu l'arrêté n° 618 CM du 10 mai 2002 modifié portant organisation et fonctionnement de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mars 2009,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de l'arrêté n° 618 CM du 10 mai 2002 modifié susvisé est rédigé comme suit :

"Art. 2.— L'établissement est administré par un conseil d'administration de treize membres ayant voix délibérative, composé comme suit :

- le ministre de la jeunesse et des sports ou son représentant, *président* ;
- le ministre en charge des affaires foncières ou son représentant, *vice-président* ;
- le ministre en charge de l'éducation ou son représentant, *membre* ;
- le ministre en charge de la santé ou son représentant, *membre* ;
- trois représentants désignés par l'assemblée de la Polynésie française, *membres* ;

- un président de fédération unisport agréée régissant un sport figurant au programme des Jeux olympiques nommé par arrêté du Président de la Polynésie française sur proposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative, ou son représentant, *membre* ;
- un président de fédération unisport agréée régissant un sport ne figurant pas au programme des Jeux olympiques nommé par arrêté du Président de la Polynésie française sur proposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative, ou son représentant, *membre* ;
- le président du Comité protestant des centres de vacances, ou son représentant, *membre* ;
- un président d'association sportive nommé par arrêté du Président de la Polynésie française sur proposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative, ou son représentant, *membre* ;
- un président d'association de jeunesse nommé par arrêté du Président de la Polynésie française sur proposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative, ou son représentant, *membre* ;
- le chef du service de la jeunesse et des sports, ou son représentant, *membre*.

Le mandat des membres du conseil d'administration expire de plein droit lorsqu'ils perdent la qualité ayant conduit à leur désignation.

Il est pourvu à leur remplacement dans un délai de deux mois."

Art. 2.— Le reste des articles de l'arrêté n° 618 CM du 10 mai 2002 portant organisation et fonctionnement de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française demeure inchangé.

Art. 3.— Le ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er avril 2009.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de la jeunesse,
des sports et de la vie associative,
Tauhiti NENA.

ARRETE n° 421 CM du 1er avril 2009 portant nomination des représentants de la Polynésie française au comité consultatif du crédit.

NOR : MEF0900580AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le décret n° 2004-1065 du 1er octobre 2004 relatif à l'organisation et au fonctionnement du comité consultatif du crédit ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er avril 2009,

Arrête :

Article 1er.— Sont désignés en qualité de membres du comité consultatif du crédit, représentants de la Polynésie française :

- Mme Armelle Merceron ;
- Mme Yvette Litchle.

Art. 2.— L'arrêté n° 86 CM du 20 janvier 2005 est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er avril 2009.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de l'économie et des finances,
Georges PUCHON.

ARRETE n° 436 CM du 2 avril 2009 portant nomination de M. Jean-Marie Savio en qualité de chef du service par intérim de la délégation à la famille et à la condition féminine.

NOR : DCF0900652AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la solidarité, de l'habitat et de la famille, en charge de la réforme de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 762 CM du 9 septembre 2005 modifié relatif à la création et à l'organisation de la délégation à la famille et à la condition féminine ;

Vu la lettre de démission de Mme Jeannette Massinon en date du 23 février 2009 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er avril 2009,

Arrête :

Article 1er.— M. Jean-Marie Savio est nommé en qualité de chef du service par intérim de la délégation à la famille et à la condition féminine à compter du 1er avril 2009.

Art. 2.— Il est mis fin aux fonctions de Mme Jeannette Massinon.

Art. 3.— L'arrêté n° 959 CM du 31 juillet 2008 portant nomination de Mme Jeannette Massinon en qualité de chef du service par intérim de la délégation à la famille et à la condition féminine est abrogé.

Art. 4.— Le ministre de la solidarité, de l'habitat et de la famille, en charge de la réforme de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 avril 2009.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de la solidarité,
de l'habitat et de la famille,
Armelle MERCERON.

ARRETE n° 437 CM du 2 avril 2009 portant fin de fonction de M. Christophe Giraud en qualité de directeur de la direction de l'environnement.

NOR : ENV0900623AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu la lettre de démission de M. Christophe Giraud en date du 24 février 2009 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er avril 2009,

Arrête :

Article 1er.— Il est mis fin, à sa demande, aux fonctions de M. Christophe Giraud en qualité de directeur de la direction de l'environnement à compter du 1er avril 2009.

Art. 2.— L'arrêté n° 565 CM du 10 juin 2008 portant nomination de M. Christophe Giraud en qualité de directeur de la direction de l'environnement est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 avril 2009.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de l'environnement,
Georges HANDERSON.

ARRETE n° 438 CM du 2 avril 2009 portant nomination de M. Willy Tetuanui en qualité de directeur de la direction de l'environnement.

NOR : ENV0900624AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 1er juillet 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er avril 2009,

Arrête :

Article 1er. — M. Willy Tetuanui est nommé en qualité de directeur de la direction de l'environnement à compter du 1er avril 2009.

Art. 2. — Le ministre de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 avril 2009.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de l'environnement,
Georges HANDERSON.

ARRETE n° 441 CM du 2 avril 2009 portant fixation du montant total des réductions de cotisations sociales attribuables pour l'année 2009.

NOR : CPS0900799AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la solidarité, de l'habitat et de la famille, en charge de la réforme de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le décret n° 57-245 du 24 février 1957 modifié sur la réparation et la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles dans les territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 125 CM du 30 janvier 2008 abrogeant l'arrêté n° 1773 CM du 20 décembre 2007 et relatif à

l'attribution de réductions de cotisations sociales et à l'imposition de cotisations sociales supplémentaires en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 modifiée relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1335 IT du 28 septembre 1956 modifié portant institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs salariés de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 modifié portant organisation et fonctionnement de la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française, notamment ses articles 9 et 10 modifiés par la délibération n° 91-47 AT du 15 février 1991 ;

Vu l'arrêté n° 2667 TLS du 9 novembre 1961, modifié fixant le taux des cotisations des employeurs à la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française pour la couverture des risques définis par le décret du 24 février 1957 modifié sur la réparation et la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles ;

Vu l'arrêté n° 125 CM du 30 janvier 2008 abrogeant l'arrêté n° 1773 CM du 20 décembre 2007 et relatif à l'attribution de réductions de cotisations sociales et à l'imposition de cotisations sociales supplémentaires en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles ;

Vu la délibération n° 8-2008 CA du 11 décembre 2008 relative à la fixation du montant total des réductions de cotisations sociales attribuables pour l'année 2009 ;

Vu le procès-verbal de la séance du conseil d'administration du régime des salariés en date du 11 décembre 2008 ;

Vu le rapport n° 156 MSL/DGPS du 23 décembre 2008 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er avril 2009,

Arrête :

Article 1er. — Pour l'année 2009, le montant total des réductions de cotisations sociales attribuables est fixé à la somme de 18 920 000 F CFP, correspondant à 1 %, du montant total des cotisations sociales versées au titre des accidents du travail par l'ensemble des employeurs au cours de la dernière année connue.

Art. 2. — Le ministre de la solidarité, de l'habitat et de la famille, en charge de la réforme de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 avril 2009.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de la solidarité,
de l'habitat et de la famille,
Armelle MERCERON.

ARRETE n° 449 CM du 2 avril 2009 relatif aux actes professionnels et à l'exercice de la profession d'infirmier.

NOR : DSP0900330AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992 définissant les missions du service territorial de la santé publique dénommé "direction de la santé" ;

Vu l'arrêté n° 673 CM du 15 avril 2004 modifié portant organisation du service de la direction de la santé ;

Vu la loi du pays n° 2009-02 du 28 janvier 2009 relative à la profession d'infirmier en Polynésie française ;

Vu l'avis du conseil territorial de santé publique en date du 16 août 2007 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er avril 2009,

Arrête :

Article 1er.— L'exercice de la profession d'infirmier comporte l'analyse, l'organisation, la réalisation de soins infirmiers et leur évaluation, la contribution au recueil de données cliniques et épidémiologiques et la participation à des actions de prévention, de dépistage, de formation et d'éducation à la santé.

Dans l'ensemble de ces activités, les infirmiers sont soumis au respect des règles professionnelles et notamment du secret professionnel.

Ils exercent leur activité en relation avec les autres professionnels du secteur de la santé, du secteur social et médico-social et du secteur éducatif.

Art. 2.— Les soins infirmiers, préventifs, curatifs ou palliatifs, intègrent qualité technique et qualité des relations avec le patient. Ils sont réalisés en tenant compte de l'évolution des sciences et des techniques. Ils ont pour objet, dans le respect des droits de la personne, dans le souci de son éducation à la santé et en tenant compte de la personnalité de celle-ci dans ses composantes physiologique, psychologique, économique, sociale et culturelle :

- 1° De protéger, maintenir, restaurer et promouvoir la santé physique et mentale des personnes ou l'autonomie de leurs fonctions vitales physiques et psychiques en vue de favoriser leur maintien, leur insertion ou leur réinsertion dans leur cadre de vie familiale ou sociale ;
- 2° De concourir à la mise en place de méthodes et au recueil des informations utiles aux autres professionnels, et notamment aux médecins pour poser leur diagnostic et évaluer l'effet de leurs prescriptions ;

- 3° De participer à l'évaluation du degré de dépendance des personnes ;
- 4° De contribuer à la mise en œuvre des traitements en participant à la surveillance clinique et à l'application des prescriptions médicales contenues, le cas échéant, dans des protocoles établis à l'initiative du ou des médecins prescripteurs ;
- 5° De participer à la prévention, à l'évaluation et au soulagement de la douleur et de la détresse physique et psychique des personnes, particulièrement en fin de vie au moyen des soins palliatifs, et d'accompagner, en tant que de besoin, leur entourage.

Art. 3.— Relèvent du rôle propre de l'infirmier les soins liés aux fonctions d'entretien et de continuité de la vie et visant à compenser partiellement ou totalement un manque ou une diminution d'autonomie d'une personne ou d'un groupe de personnes.

Dans ce cadre, l'infirmier a compétence pour prendre les initiatives et accomplir les soins qu'il juge nécessaires conformément aux dispositions des articles 5, 6 et 11 du présent arrêté. Il identifie les besoins de la personne, pose un diagnostic infirmier, formule des objectifs de soins, met en œuvre les actions appropriées et les évalue. Il peut élaborer, avec la participation des membres de l'équipe soignante, des protocoles de soins infirmiers relevant de son initiative. Il est chargé de la conception, de l'utilisation et de la gestion du dossier de soins infirmiers.

Tout acte effectué par un infirmier doit obligatoirement faire l'objet d'un compte rendu écrit, daté, signé, dans le dossier de soins infirmiers.

Art. 4.— Lorsque les actes accomplis et les soins dispensés relevant de son rôle propre sont dispensés dans un établissement ou un service à domicile à caractère sanitaire, social ou médico-social, l'infirmier peut, sous sa responsabilité, les assurer avec la collaboration d'aides-soignants, d'auxiliaires de puériculture ou d'aides médico-psychologiques qu'il encadre et dans les limites de la qualification reconnue à ces derniers du fait de leur formation. Cette collaboration peut s'inscrire dans le cadre des protocoles de soins infirmiers mentionnés à l'article 3.

Art. 5.— Dans le cadre de son rôle propre, l'infirmier accomplit les actes ou dispense les soins suivants visant à identifier les risques et à assurer le confort et la sécurité de la personne et de son environnement et comprenant son information et celle de son entourage :

- 1° Soins et procédés visant à assurer l'hygiène de la personne et de son environnement ;
- 2° Surveillance de l'hygiène et de l'équilibre alimentaire ;
- 3° Dépistage et évaluation des risques de maltraitance ;
- 4° Aide à la prise des médicaments présentés sous forme non injectable ;
- 5° Vérification de leur prise ;
- 6° Surveillance de leurs effets et éducation du patient ;
- 7° Administration de l'alimentation par sonde gastrique, sous réserve des dispositions prévues à l'article 7 et changement de sonde d'alimentation gastrique ;
- 8° Soins et surveillance de patients en assistance nutritive entérale ou parentérale ;
- 9° Surveillance de l'élimination intestinale et urinaire et changement de sondes vésicales ;
- 10° Soins et surveillance des patients sous dialyse rénale ou péritonéale ;

- 11° Soins et surveillance des patients placés en milieu stérile ;
- 12° Installation du patient dans une position en rapport avec sa pathologie ou son handicap ;
- 13° Préparation et surveillance du repos et du sommeil ;
- 14° Lever du patient et aide à la marche ne faisant pas appel aux techniques de rééducation ;
- 15° Aspirations des sécrétions d'un patient qu'il soit ou non intubé ou trachéotomisé ;
- 16° Ventilation manuelle instrumentale par masque ;
- 17° Utilisation d'un défibrillateur semi-automatique et surveillance de la personne placée sous cet appareil ;
- 18° Administration en aérosols de produits non médicamenteux ;
- 19° Recueil des observations de toute nature susceptibles de concourir à la connaissance de l'état de santé de la personne et appréciation des principaux paramètres servant à sa surveillance : température, pulsations, pression artérielle, rythme respiratoire, volume de la diurèse, poids, mensurations, réflexes pupillaires, réflexes de défense cutanée, observations des manifestations de l'état de conscience, évaluation de la douleur ;
- 20° Réalisation, surveillance et renouvellement des pansements non médicamenteux ;
- 21° Réalisation et surveillance des pansements et des bandages autres que ceux mentionnés à l'article 7 ;
- 22° Prévention et soins d'escarres ;
- 23° Prévention non médicamenteuse des thromboses veineuses ;
- 24° Soins et surveillance d'ulcères cutanés chroniques ;
- 25° Toilette périnéale ;
- 26° Préparation du patient en vue d'une intervention, notamment soins cutanés préopératoires ;
- 27° Recherche des signes de complications pouvant survenir chez un patient porteur d'un dispositif d'immobilisation ou de contention ;
- 28° Soins de bouche avec application de produits non médicamenteux ;
- 29° Irrigation de l'œil et instillation de collyres ;
- 30° Participation à la réalisation des tests à la sueur et recueil des sécrétions lacrymales ;
- 31° Surveillance de scarifications, injections et perfusions mentionnées aux articles 7 et 9 ;
- 32° Surveillance de patients ayant fait l'objet de ponction à visée diagnostique ou thérapeutique ;
- 33° Pose de timbres tuberculiniques et lecture ;
- 34° Détection de parasitoses externes et soins aux personnes atteintes de celles-ci ;
- 35° Surveillance des fonctions vitales et maintien de ces fonctions par des moyens non invasifs et n'impliquant pas le recours à des médicaments ;
- 36° Surveillance des cathéters, sondes et drains ;
- 37° Participation à la réalisation d'explorations fonctionnelles, à l'exception de celles mentionnées à l'article 10, et pratique d'examen non vulnérants de dépistage de troubles sensoriels ;
- 38° Participation à la procédure de désinfection et de stérilisation des dispositifs médicaux réutilisables ;
- 39° Recueil des données biologiques obtenues par des techniques à lecture instantanée suivantes :
 - a) Urines : glycosurie acétonurie, protéinurie, recherche de sang, potentiels en ions hydrogène, pH ;
 - b) Sang : glycémie, acétonémie ;
- 40° Entretien d'accueil privilégiant l'écoute de la personne avec orientation si nécessaire ;
- 41° Aide et soutien psychologique ;

- 42° Observation et surveillance des troubles du comportement.

Art. 6.— Dans le domaine de la santé mentale, outre les actes ou soins mentionnés à l'article 5, l'infirmier accomplit les actes et soins suivants :

- 1° Entretien d'accueil du patient et de son entourage ;
- 2° Activités à visée sociothérapeutique individuelle ou de groupe ;
- 3° Surveillance des personnes en chambre d'isolement ;
- 4° Surveillance et évaluation des engagements thérapeutiques qui associent le médecin, l'infirmier et le patient.

Art. 7.— L'infirmier est habilité à pratiquer les actes suivants soit en application d'une prescription médicale qui, sauf urgence, est écrite, qualitative et quantitative, datée et signée, soit en application d'un protocole écrit, qualitatif et quantitatif, préalablement établi, daté et signé par un médecin :

- 1° Scarifications, injections et perfusions autres que celles mentionnées au deuxième alinéa de l'article 9, instillations et pulvérisations ;
- 2° Scarifications et injections destinées aux vaccinations ou aux tests tuberculiniques ;
- 3° Mise en place et ablation d'un cathéter court ou d'une aiguille pour perfusion dans une veine superficielle des membres ou dans une veine épicroténienne ;
- 4° Surveillance de cathéters veineux centraux et de montages d'accès vasculaires implantables mis en place par un médecin ;
- 5° Injections et perfusions, à l'exclusion de la première, dans ces cathéters ainsi que dans les cathéters veineux centraux et ces montages ;
- 6° De produits autres que ceux mentionnés au deuxième alinéa de l'article 9 ;
- 7° De produits ne contribuant pas aux techniques d'anesthésie générale ou locorégionale mentionnées à l'article 12.
- 8° Ces injections et perfusions font l'objet d'un compte rendu d'exécution écrit, daté et signé par l'infirmier ou l'infirmière et transcrit dans le dossier de soins infirmiers ;
- 9° Administration des médicaments sans préjudice des dispositions prévues à l'article 5 ;
- 10° Pose de dispositifs transcutanés et surveillance de leurs effets ;
- 11° Renouvellement du matériel de pansements médicamenteux ;
- 12° Réalisation et surveillance de pansements spécifiques ;
- 13° Ablation du matériel de réparation cutanée ;
- 14° Pose de bandages de contention ;
- 15° Ablation des dispositifs d'immobilisation et de contention ;
- 16° Renouvellement et ablation des pansements médicamenteux, des systèmes de tamponnement et de drainage, à l'exception des drains pleuraux et médiastinaux ;
- 17° Pose de sondes gastriques en vue de tubage, d'aspiration, de lavage ou d'alimentation gastrique ;
- 18° Pose de sondes vésicales en vue de prélèvement d'urines, de lavage, d'instillation, d'irrigation ou de drainage de la vessie, sous réserve des dispositions du troisième alinéa de l'article 10 ;
- 19° Instillation intra-urétrale ;
- 20° Injection vaginale ;

- 21° Pose de sondes rectales, lavements, extractions de fécalomes, pose et surveillance de goutte-à-goutte rectal ;
- 22° Appareillage, irrigation et surveillance d'une plaie, d'une fistule ou d'une stomie ;
- 23° Soins et surveillance d'une plastie ;
- 24° Participation aux techniques de dilatation de cicatrices ou de stomies ;
- 25° Soins et surveillance d'un patient intubé ou trachéotomisé, le premier changement de canule de trachéotomie étant effectué par un médecin ;
- 26° Participation à l'hyperthermie et à l'hypothermie ;
- 27° Administration en aérosols et pulvérisations de produits médicamenteux ;
- 28° Soins de bouche avec application de produits médicamenteux et, en tant que de besoin, aide instrumentale ;
- 29° Lavage de sinus par l'intermédiaire de cathéters fixés par le médecin ;
- 30° Bains d'oreilles et instillations médicamenteuses ;
- 31° Enregistrements simples d'électrocardiogrammes, d'électro-encéphalogrammes et de potentiels évoqués sous réserve des dispositions prévues à l'article 10 ;
- 32° Mesure de la pression veineuse centrale ;
- 33° Vérification du fonctionnement des appareils de ventilation assistée ou du monitoring, contrôle des différents paramètres et surveillance des patients placés sous ces appareils ;
- 34° Pose d'une sonde à oxygène ;
- 35° Installation et surveillance des personnes placées sous oxygénothérapie normobare et à l'intérieur d'un caisson hyperbare ;
- 36° Branchement, surveillance et débranchement d'une dialyse rénale, péritonéale ou d'un circuit d'échanges plasmatique ;
- 37° Saignées ;
- 38° Prélèvements de sang par ponction veineuse ou capillaire ou par cathéter veineux ;
- 39° Prélèvements de sang par ponction artérielle pour gazométrie ;
- 40° Prélèvements non sanglants effectués au niveau des téguments ou des muqueuses directement accessibles ;
- 41° Prélèvements et collecte de sécrétions et d'excrétions ;
- 42° Recueil aseptique des urines ;
- 43° Transmission des indications techniques se rapportant aux prélèvements en vue d'analyses de biologie médicale ;
- 44° Soins et surveillance des personnes lors des transports sanitaires programmés entre établissements de soins ;
- 45° Entretien individuel et utilisation au sein d'une équipe pluridisciplinaire de techniques de médiation à visée thérapeutique ou psychothérapique ;
- 46° Mise en œuvre des engagements thérapeutiques qui associent le médecin, l'infirmier ou l'infirmière et le patient, et des protocoles d'isolement.

Art. 8.— L'infirmier est habilité à entreprendre et à adapter les traitements antalgiques, dans le cadre des protocoles préétablis, écrits, datés et signés par un médecin. Le protocole est intégré dans le dossier de soins infirmiers.

Art. 9.— L'infirmier est habilité à accomplir sur prescription médicale écrite, qualitative et quantitative, datée et signée, les actes et soins suivants, à condition qu'un médecin puisse intervenir à tout moment :

- 1° Injections et perfusions de produits d'origine humaine nécessitant, préalablement à leur réalisation, lorsque le

- produit l'exige, un contrôle d'identité et de compatibilité obligatoire effectué par l'infirmier ou l'infirmière ;
- 2° Injections de médicaments à des fins analgésiques dans des cathéters périduraux et intrathécaux ou placés à proximité d'un tronc ou d'un plexus nerveux, mis en place par un médecin et après que celui-ci a effectué la première injection ;
- 3° Préparation, utilisation et surveillance des appareils de circulation extracorporelle ;
- 4° Ablation de cathéters centraux et intrathécaux ;
- 5° Application d'un garrot pneumatique d'usage chirurgical ;
- 6° Pose de dispositifs d'immobilisation ;
- 7° Utilisation d'un défibrillateur manuel ;
- 8° Soins et surveillance des personnes, en postopératoire, sous réserve des dispositions prévues à l'article 12 ;
- 9° Techniques de régulation thermique, y compris en milieu psychiatrique ;
- 10° Cures de sevrage et de sommeil.

Art. 10.— L'infirmier participe à la mise en œuvre par un médecin des techniques suivantes :

- 1° Première injection d'une série d'allergènes ;
- 2° Premier sondage vésical chez l'homme en cas de rétention ;
- 3° Enregistrement d'électrocardiogrammes et d'électroencéphalogrammes avec épreuves d'effort ou emploi de médicaments modificateurs ;
- 4° Prise et recueil de pression hémodynamique faisant appel à des techniques à caractère vulnérant autres que celles visées à l'article 7 ci-dessus ;
- 5° Actions mises en œuvre en vue de faire face à une situation d'urgence vitale ;
- 6° Explorations fonctionnelles comportant des épreuves pharmacodynamiques, d'effort, de stimulation ou des tests de provocation ;
- 7° Pose de systèmes d'immobilisation après réduction ;
- 8° Activités, en équipe pluridisciplinaire, de transplantation d'organes et de greffe de tissus ;
- 9° Transports sanitaires :
 - a) Transports sanitaires urgents entre établissements de soins effectués dans le cadre d'un service mobile d'urgence et de réanimation ;
 - b) Transports sanitaires médicalisés du lieu de la détresse vers un établissement de soins effectués dans le cadre d'un service mobile d'urgence et de réanimation ;
- 10° Sismothérapie et insulinothérapie à visée psychiatrique.

Art. 11.— A titre exceptionnel, dans les localités dépourvues de médecin au sein des formations sanitaires de la direction de la santé, dont la liste est fixée par arrêté du ministre en charge de la santé sur proposition du directeur de la santé, l'infirmier est habilité, après avoir bénéficié d'une formation spécifique délivrée par la direction de la santé selon des modalités définies par arrêté pris en conseil des ministres, dans le respect des protocoles préétablis, datés et signés par le médecin référent de la formation sanitaire ou après avis d'un médecin, à pratiquer les actes, prescrire et délivrer les médicaments, permettant la prise en charge et le traitement des pathologies courantes.

Art. 12.— L'infirmier titulaire du diplôme d'Etat de bloc opératoire ou en cours de formation préparant à ce diplôme, exerce en priorité les activités suivantes :

- 1° Gestion des risques liés à l'activité et à l'environnement opératoire ;
- 2° Elaboration et mise en œuvre d'une démarche de soins individualisée en bloc opératoire et secteurs associés ;
- 3° Organisation et coordination des soins infirmiers en salle d'intervention ;
- 4° Traçabilité des activités au bloc opératoire et en secteurs associés ;
- 5° Participation à l'élaboration, à l'application et au contrôle des procédures de désinfection et de stérilisation des dispositifs médicaux réutilisables visant à la prévention des infections nosocomiales au bloc opératoire et en secteurs associés.

En per-opératoire, il exerce les activités de circulant, d'instrumentiste et d'aide opératoire en présence de l'opérateur.

Il est habilité à exercer dans tous les secteurs où sont pratiqués des actes invasifs à visée diagnostique, thérapeutique, ou diagnostique et thérapeutique dans les secteurs de stérilisation du matériel médico-chirurgical et dans les services d'hygiène hospitalière.

Art. 13. — L'infirmier ou l'infirmière, anesthésiste diplômé d'Etat, est seul habilité, à condition qu'un médecin anesthésiste-réanimateur puisse intervenir à tout moment, et après qu'un médecin anesthésiste-réanimateur ait examiné le patient et établi le protocole, à appliquer les techniques suivantes :

- 1° Anesthésie générale ;
- 2° Anesthésie locorégionale et réinjections dans le cas où un dispositif a été mis en place par un médecin anesthésiste-réanimateur ;
- 3° Réanimation per-opératoire.

Il accomplit les soins et peut, à l'initiative exclusive du médecin anesthésiste-réanimateur, réaliser les gestes techniques qui concourent à l'application du protocole.

En salle de surveillance postinterventionnelle, il assure les actes relevant des techniques d'anesthésie citées aux 1°, 2° et 3° et est habilité à la prise en charge de la douleur postopératoire relevant des mêmes techniques.

Les transports sanitaires mentionnés à l'article 10 sont réalisés en priorité par l'infirmier ou l'infirmière anesthésiste diplômé d'Etat. L'infirmier ou l'infirmière, en cours de formation préparant à ce diplôme, peut participer à ces activités en présence d'un infirmier anesthésiste diplômé d'Etat.

Art. 14. — Les actes concernant les enfants de la naissance à l'adolescence, et en particulier ceux ci-dessous énumérés, sont dispensés en priorité par un infirmier titulaire du diplôme d'Etat de puéricultrice et l'infirmier en cours de formation préparant à ce diplôme :

- 1° Suivi de l'enfant dans son développement et son milieu de vie ;
- 2° Surveillance du régime alimentaire du nourrisson ;
- 3° Prévention et dépistage précoce des inadaptations et des handicaps ;
- 4° Soins du nouveau-né en réanimation ;
- 5° Installation, surveillance et sortie du nouveau-né placé en incubateur ou sous photothérapie.

Art. 15. — En l'absence d'un médecin, l'infirmier est habilité, après avoir reconnu une situation comme relevant de l'urgence ou de la détresse psychologique, à mettre en œuvre des protocoles de soins d'urgence, préalablement écrits, datés et signés par le médecin responsable. Dans ce cas, l'infirmier accomplit les actes conservatoires nécessaires jusqu'à l'intervention d'un médecin. Ces actes doivent obligatoirement faire l'objet de sa part d'un compte rendu écrit, daté, signé, remis au médecin et annexé au dossier du patient.

En cas d'urgence et en dehors de la mise en œuvre du protocole, l'infirmier décide des gestes à pratiquer en attendant que puisse intervenir un médecin. Il prend toutes mesures en son pouvoir afin de diriger la personne vers la structure de soins la plus appropriée à son état.

Art. 16. — Selon le secteur d'activité où il exerce, y compris dans le cadre des réseaux de soins, et en fonction des besoins de santé identifiés, l'infirmier propose des actions, les organise ou y participe dans les domaines suivants :

- 1° Formation initiale et formation continue du personnel infirmier, des personnels qui l'assistent et éventuellement d'autres personnels de santé ;
- 2° Encadrement des stagiaires en formation ;
- 3° Formation, éducation, prévention et dépistage, notamment dans le domaine des soins de santé primaires et communautaires ;
- 4° Dépistage, prévention et éducation en matière d'hygiène, de santé individuelle et collective et de sécurité ;
- 5° Dépistage des maladies sexuellement transmissibles, des maladies professionnelles, des maladies endémiques, des pratiques addictives ;
- 6° Education à la sexualité ;
- 7° Participation à des actions de santé publique ;
- 8° Recherche dans le domaine des soins infirmiers et participation à des actions de recherche pluridisciplinaire.

Il participe également à des actions de secours, de médecine de catastrophe et d'aide humanitaire, ainsi qu'à toute action coordonnée des professions de santé et des professions sociales conduisant à une prise en charge globale des personnes.

Art. 17. — A titre transitoire, les infirmiers exerçant dans les localités dépourvues de médecin dont la liste est fixée par arrêté du ministre en charge de la santé, sont autorisés à réaliser les actes conformément aux dispositions de l'article 11 du présent arrêté, dans l'attente de l'arrêté en conseil des ministres relatif à la formation spécifique prévue à l'article 11 et à laquelle ils auront l'obligation de satisfaire.

Art. 18. — Le ministre de la santé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 avril 2009.

Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de la santé,
Jacques RAYNAL.

ARRETE n° 450 CM du 2 avril 2009 relatif aux modalités de l'élection du conseil de l'ordre des infirmiers de la Polynésie française.

NOR : DSP0900331AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-02 du 28 janvier 2009 relative à la profession d'infirmier en Polynésie française ;

Vu l'avis du conseil territorial de la santé publique en date du 16 août 2007 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er avril 2009,

Arrête :

Article 1er. — En application de l'article LP. 7 de la loi du pays du 28 janvier 2009 susvisée, le présent arrêté fixe les modalités de l'élection du conseil de l'ordre des infirmiers de la Polynésie française.

Pour la constitution initiale du conseil de l'ordre des infirmiers de la Polynésie française, les fonctions dévolues au président du conseil de l'ordre sont assurées par le directeur de la santé.

Art. 2. — Trois mois au moins avant la date prévue pour l'élection, le conseil de l'ordre fait connaître par voie de presse dans au moins un journal de Polynésie française la date des élections, les modalités de vote et de consultation des listes électorales.

Dans le même délai, la liste des infirmiers inscrits au tableau de l'ordre des infirmiers de Polynésie française est mise à la disposition des électeurs.

Dans les quinze jours, les électeurs peuvent vérifier les inscriptions sur la liste électorale et présenter au président du conseil de l'ordre des infirmiers de Polynésie française des réclamations concernant les inscriptions ou omissions.

A l'expiration de ce délai et dans les quinze jours qui suivent, la liste électorale est modifiée s'il y a lieu.

Celle-ci est ensuite close et aucune modification n'est plus admise sauf si un événement postérieur, prenant effet au plus tard dix jours avant la date du scrutin, entraîne, pour un infirmier, l'acquisition ou la perte de la qualité d'électeur en Polynésie française.

Dans ce cas, l'inscription ou la radiation est prononcée au plus tard dix jours avant la date du scrutin par le président du conseil de l'ordre des infirmiers de Polynésie française. Elle n'entraîne pas de modification du nombre de sièges à pourvoir.

Art. 3. — Deux mois au moins avant la date fixée pour les élections, le président du conseil de l'ordre des infirmiers de la Polynésie procède à un appel à candidatures pour les sièges des membres à élire. Une convocation individuelle est adressée à cet effet, en envoi simple, par le président du conseil de l'ordre en exercice, à tous les infirmiers inscrits au tableau de l'ordre des infirmiers de la Polynésie française. Cet appel fait connaître :

- 1° Le nombre des membres, titulaires et suppléants, à élire dans chacun des trois collèges ;
- 2° Les modalités, le lieu et la date de l'élection, ainsi que les heures d'ouverture et de fermeture du scrutin, ce dernier devant durer au minimum quatre heures ;
- 3° Les formalités à accomplir pour le dépôt des candidatures conformément aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté ;
- 4° La possibilité pour le candidat de rédiger à l'attention des électeurs une profession de foi. Celle-ci ne peut être consacrée qu'à la présentation du candidat au nom duquel elle est diffusée et à des questions entrant dans le champ de compétences de l'ordre en application de l'article 6 de la loi de pays n° 2009-02 du 28 janvier 2009 relative à la profession d'infirmier en Polynésie française.

Art. 4. — Les déclarations de candidature à une élection au conseil de l'ordre des infirmiers de la Polynésie française et les éventuelles professions de foi doivent :

- soit être déposées contre récépissé au siège de l'ordre ;
- soit être adressées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au président du conseil de l'ordre.

Les candidats doivent indiquer leurs nom et prénoms, leur adresse, leur date de naissance, leurs titres, leurs qualifications, leur mode d'exercice, leur temps et leur lieu d'exercice professionnel en Polynésie française et signer leur déclaration de candidature.

Toute candidature parvenue moins de trente jours avant la date fixée pour les élections est irrecevable.

Art. 5. — Le président du conseil de l'ordre des infirmiers de la Polynésie française envoie aux électeurs, quinze jours au moins avant la date de l'élection, un exemplaire de la liste des candidats correspondant à son collège électoral, par ordre alphabétique, en indiquant leur adresse, leur date de naissance, leurs titres, leurs qualifications et leur lieu d'exercice professionnel. Les professions de foi sont annexées à cette liste qui sert obligatoirement de bulletin de vote.

En cas de vote par correspondance, le président envoie en même temps deux enveloppes opaques de couleurs différentes suivant le collège auquel appartient l'électeur. La première est destinée à contenir le bulletin de vote et ne doit comporter aucun signe de reconnaissance. La seconde est destinée à contenir la première enveloppe et porte les mentions suivantes :

"Ordre des infirmiers de la Polynésie française
(Adresse)
Election du (date de l'élection)".

Art. 6. — Le bulletin de vote ne peut comporter, sous peine de nullité, un nombre de noms supérieur au nombre total de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir ni de signe de reconnaissance.

L'électeur coche sur la liste des candidats qui lui a été envoyée conformément aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté, le nom des candidats pour lesquels il entend voter.

L'électeur place son bulletin dans l'enveloppe destinée à le contenir.

Art. 7.— En cas de vote par correspondance, l'enveloppe contenant le bulletin de vote et sur laquelle le votant ne porte aucune inscription est placée fermée dans la deuxième enveloppe sur laquelle sont mentionnés les nom, prénoms et adresse du votant. Cette enveloppe doit obligatoirement être revêtue de la signature manuscrite du votant.

Les votes par correspondance sont adressés ou déposés obligatoirement au siège de l'ordre. Ils y sont conservés dans une boîte scellée. Les nom, prénoms ainsi que l'adresse du votant sont portés sur un registre ou un document administratif par ordre d'arrivée.

Aucun vote par correspondance n'est valable s'il parvient après l'ouverture du scrutin.

Art. 8.— Le scrutin se déroule au siège de l'ordre des infirmiers de la Polynésie française ou dans un lieu déterminé par celui-ci.

Art. 9.— La date et les heures d'ouverture et de fermeture des élections prévues pour la désignation des membres du conseil de l'ordre des infirmiers de la Polynésie française sont fixées par le président du conseil de l'ordre en exercice.

Art. 10.— Le président du conseil de l'ordre ouvre la séance et invite les membres présents à constituer un bureau de vote, composé d'un président de séance et deux assesseurs, qui ne sont pas candidats. Chacun d'eux doit avoir à sa disposition la liste des électeurs et la liste des électeurs ayant voté par correspondance. Le président de séance doit pointer les votants présents et s'assurer qu'aucun d'entre eux n'a voté par correspondance.

Tous les infirmiers inscrits au tableau de l'ordre des infirmiers de la Polynésie française et les représentants de la direction de la santé ont librement accès pendant toute la durée de l'opération à la salle où a lieu le dépouillement.

Art. 11.— Des listes de candidats identiques à celles prévues à l'article 5 du présent arrêté, ainsi que des enveloppes, sont mises à la disposition des électeurs présents.

L'ouverture du scrutin est annoncée et la clôture prononcée par le président de séance conformément aux indications portées sur les convocations.

A l'ouverture du scrutin, le président de séance fait constater que l'urne est vide.

Il est ensuite procédé au vote.

Art. 12.— Le dépouillement du scrutin a lieu sans désenfermer en séance publique.

Il est assuré par le bureau de vote. Le président de séance peut, en tant que de besoin, désigner des scrutateurs pour assister le bureau dans le dépouillement.

Les électeurs ont librement accès à la salle de dépouillement pendant le déroulement de celui-ci. Le président de séance assure la police de la salle.

Art. 13.— Les nom et prénoms des électeurs ayant participé au scrutin sont pointés sur la liste électorale.

Il y est également fait mention des personnes qui ont participé au vote sans remplir les conditions d'électorat. Les enveloppes extérieures adressées par ces personnes sont annexées au procès-verbal sans être décachetées.

Le pointage effectué, la boîte scellée contenant les votes par correspondance est ouverte, les enveloppes sont comptées et ouvertes et les enveloppes anonymes qu'elles contiennent sont placées dans l'urne.

Le bureau vérifie que le nombre total d'enveloppes correspond au nombre total de votants.

Toutes les enveloppes extérieures sont comptées, décachetées et réunies afin d'être jointes au procès-verbal. Les bulletins sont dépouillés sous la surveillance des membres du bureau de vote.

Les enveloppes intérieures sont réunies et comptées :

- celles qui portent une marque de reconnaissance, ou qui ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 5, sont annexées au procès-verbal sans être décachetées ;
- les autres sont ensuite décachetées et les bulletins de vote, qui en sont extraits, sont pointés.

Art. 14.— Les bulletins de vote blancs ou illisibles ou ceux dans lesquels les votants se font connaître, ceux qui portent un signe de reconnaissance ou une mention injurieuse pour les candidats ou pour des tiers, n'entrent pas en compte dans le résultat des suffrages exprimés.

Le bureau statue sur la validité des bulletins. Ceux dont la validité est contestée ou refusée sont annexés au procès-verbal.

Art. 15.— Les assesseurs pointent le nombre de voix obtenues par chacun des candidats. Sont proclamés élus en qualité de membres titulaires les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix jusqu'à concurrence du nombre de sièges de titulaires à pourvoir.

Sont proclamés élus en qualité de membres suppléants les candidats suivants dans l'ordre du nombre de voix obtenues et jusqu'à concurrence du nombre de sièges de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des voix, le plus âgé est proclamé élu.

Au cas où la moitié des postes de suppléants n'a pu être pourvue, il est procédé dans les mêmes formes à une élection complémentaire en vue de la désignation des membres manquants.

Lors de la première élection ou lors de l'élection qui suit la démission de l'ensemble des membres du conseil, un tirage au sort détermine ceux des membres dont le mandat vient à expiration, respectivement, au terme d'une durée de deux ou quatre ans.

Le mandat des membres prend fin à la proclamation des résultats de l'élection destinée à renouveler leur siège.

Art. 16. — Le président de séance :

- juge provisoirement les difficultés qui s'élèvent sur les opérations ;
- proclame les résultats de l'élection ;
- établit un procès-verbal de la séance contre-signé par les membres du bureau de vote.

Art. 17. — Un procès-verbal de l'élection est rédigé, immédiatement après la fin du dépouillement, et signé par les membres du bureau. Il indique l'heure d'ouverture de la séance et l'heure de sa clôture, le décompte des voix obtenues par chaque candidat et le résultat des élections. Il mentionne les réclamations éventuelles ainsi que les décisions motivées prises par le bureau sur les incidents qui ont pu se produire au cours des opérations de vote. Les bulletins de vote déclarés nuls ou contestés y sont annexés. Il fait mention également des personnes qui ont participé au vote sans remplir les conditions d'électorat.

Les autres bulletins ainsi que l'original du procès-verbal et ses annexes doivent être conservés au siège du conseil de l'ordre sous plis cachetés, pendant les trois mois qui suivent l'élection ou, si l'élection est déferée aux instances compétentes, jusqu'à la décision définitive.

Dès l'établissement de ce procès-verbal, le résultat du vote est proclamé par le président du bureau de vote. L'assemblée ne peut être déclarée close qu'après la proclamation des résultats du scrutin et la signature du procès-verbal.

Les enveloppes parvenues après la clôture du scrutin sont détruites sans être enregistrées ou ouvertes.

Art. 18. — Le procès-verbal, revêtu de la signature des membres du bureau, est immédiatement adressé au Président de la Polynésie française et au ministre chargé de la santé. Les résultats des élections sont publiés au *Journal officiel* de la Polynésie française sans délai par les soins du président du conseil de l'ordre des infirmiers de la Polynésie française.

Art. 19. — Les réclamations auxquelles donnent lieu les élections sont adressées par les électeurs au ministre chargé de la santé dans un délai de huit jours après la proclamation des résultats.

Art. 20. — Le ministre de la santé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 avril 2009.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de la santé,
Jacques RAYNAL.

ARRETE n° 451 CM du 2 avril 2009 fixant la liste des pièces à produire pour l'inscription au tableau du conseil de l'ordre des infirmiers de la Polynésie française.

NOR : DSP0900332AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-02 du 28 janvier 2009 relative à la profession d'infirmier en Polynésie française ;

Vu l'avis du conseil territorial de la santé publique en date du 16 août 2007 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er avril 2009,

Arrête :

Article 1er. — En application de l'article LP. 31 de la loi du pays du 28 janvier 2009 susvisée, l'infirmier qui demande son inscription au tableau du conseil de l'ordre des infirmiers de la Polynésie française remet sa demande ou l'adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au président du conseil de l'ordre.

Cette demande est accompagnée des pièces suivantes :

- 1° Un extrait d'acte de naissance, un passeport, ou une carte nationale d'identité ;
- 2° Une copie accompagnée le cas échéant d'une traduction faite par un traducteur agréé, d'un diplôme, certificat ou titre enregistré à la direction de la santé ;
A cette copie est jointe, le cas échéant, l'attestation ou l'autorisation délivrée par l'autorité de l'Etat compétente permettant l'exercice de la profession d'infirmier en France ;
- 3° Le bulletin n° 2 du casier judiciaire ou pour les ressortissants d'un Etat étranger, un extrait de casier judiciaire ou un document équivalent, datant de moins de trois mois, délivré par une autorité compétente de l'Etat d'origine ou de provenance ; cette pièce peut être remplacée, pour les ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen qui exigent une preuve de moralité ou d'honorabilité pour l'accès à l'activité d'infirmier, par une attestation datant de moins de trois mois de l'autorité compétente de l'Etat d'origine ou de provenance certifiant que ces conditions de moralité ou d'honorabilité sont remplies ;
- 4° L'exeat du conseil de l'ordre professionnel, ou de l'institution équivalente, du territoire dans lequel le demandeur exerçait auparavant ;
- 5° Une déclaration sur l'honneur du demandeur certifiant qu'aucune instance pouvant donner lieu à condamnation ou sanction susceptible d'avoir des conséquences sur l'inscription au tableau n'est en cours à son encontre ;
- 6° Tous éléments de nature à établir que le demandeur possède une connaissance suffisante de la langue française et des systèmes de poids et mesures.

Art. 2. — Les décisions d'inscription ou de refus d'inscription sont notifiées à l'intéressé dans les huit jours qui suivent la décision du conseil de l'ordre des infirmiers de la Polynésie française, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Ces décisions sont également notifiées sans délai et dans la même forme au ministre chargé de la santé et au parquet du tribunal de Papeete.

Art. 3.— Le ministre de la santé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 avril 2009.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le ministre de la santé,
Jacques RAYNAL.

ARRETE n° 460 CM du 3 avril 2009 portant abrogation de l'arrêté n° 1976 CM du 26 décembre 2008 et autorisant la résiliation de la convention d'occupation du domaine public du 27 janvier 2009 liant la Polynésie française à la société anonyme (SA) Cook's Bay Hotel.

NOR : DAF0900417AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'aménagement et du développement des communes, chargé des affaires foncières, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public ;

Vu l'acte administratif du 27 janvier 2009 enregistré le 28 janvier 2009 folio 54 n° 1665/1 et transcrit le 4 février 2009 volume 3457 n° 14 ;

Vu la lettre de l'office notarial Calmet-Restout-Delgrossi du 30 janvier 2009 ;

Vu l'arrêté n° 124 MEQ du 6 février 2009 portant affectation de trois emplacements du domaine public maritime remblayés sis à Paopao, commune de Moorea-Maiao, au profit de l'Etablissement public d'aménagement et de développement (EAD) ;

Vu l'attestation de vente par M. Louis Wane et la société Cook's Bay Hôtel à l'Etablissement public d'aménagement et de développement (EAD) délivrée par l'office notarial Calmet-Restout Delgrossi le 17 février 2009 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er avril 2009,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 1976 CM du 26 décembre 2008 autorisant la société anonyme (SA) Cook's Bay Hotel à

occuper trois emplacements du domaine public maritime cadastrés commune associée de Paopao, commune de Moorea-Maiao, d'une superficie respective de 1 527 mètres carrés, 54 mètres carrés et 483 mètres carrés, est abrogé.

Art. 2.— La convention d'occupation du domaine public maritime du 27 janvier 2009 susvisée liant la Polynésie française à la SA Cook's Bay Hotel dans le cadre de la concession maritime mentionnée à l'article 1er, est résiliée à compter de la date de l'acquisition, par l'Etablissement public d'aménagement et de développement (EAD), de l'ancien complexe hôtelier dénommé "Cook's Bay".

Art. 3.— Le vice-président, ministre de l'aménagement et du développement des communes, chargé des affaires foncières, porte-parole du gouvernement, le ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises, et le ministre de l'équipement et de l'urbanisme, chargé des ports et des aéroports, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 avril 2009.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
Le vice-président,
ministre de l'aménagement
et du développement des communes,
Antony GEROS.

Le ministre de l'économie et des finances,
Georges PUCHON.

Le ministre de l'équipement
et de l'urbanisme,
Jonas TAHUAITU.

NOR : DDC0900370AC

Par arrêté n° 380 CM du 27 mars 2009.— Il est dérogé au principe d'antériorité des décisions attributives de subvention par rapport au commencement d'exécution des opérations à subventionner posé par l'article 6 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié concernant l'octroi d'une subvention d'investissement au profit de la commune de Punaauia pour l'étude d'aménagement de la zone Vaiopu.

NOR : DDC0900371AC

Par arrêté n° 381 CM du 27 mars 2009.— Il est dérogé au principe d'antériorité des décisions attributives de subvention par rapport au commencement d'exécution des opérations à subventionner posé par l'article 6 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 modifié concernant l'octroi d'une subvention d'investissement au profit de la commune de Punaauia pour l'étude d'aménagement de la zone Atehi.

NOR : DTT0900401AC

Par arrêté n° 384 CM du 27 mars 2009.— L'arrêté n° 242 CM du 6 février 2009 autorisant le Président de la Polynésie française à signer l'avenant à la convention de délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport en commun du lot urbain de l'île de Tahiti est rapporté.

NOR : DTT0900479AC

Par arrêté n° 385 CM du 27 mars 2009.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SA Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) pour le bimestre novembre/décembre 2008 au titre du transport routier scolaire de personnes sur l'île de Tahiti.

Cette aide consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole porte sur une quantité maximale de gazole détaxée attribuée au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de quarante-deux mille huit cent cinquante-trois (42 853) litres et représente un montant total de détaxe de *trois millions vingt-et-un mille cent trente-sept francs CFP* (3 021 137 F CFP).

Le mode de calcul du quota de gazole détaxé est déterminé en annexe du présent arrêté.

Des bons numérotés libellés pour une quantité de quarante-deux mille huit cent cinquante-trois (42 853) litres de gazole détaxé et pour une valeur de *trois millions vingt-et-un mille cent trente-sept francs CFP* (3 021 137 F CFP) seront émis par la direction des transports terrestres en faveur de la SA Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE).

La SA Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées ci-dessus, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SA Nouveaux transporteurs de la côte Est (NTCE) pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

ANNEXE

Mode de calcul du quota de gazole détaxé et du montant de la détaxe

L'évaluation du kilométrage est basée sur les obligations prévues par la convention de délégation de service public et le plan de transport.

- KmV1, KmV2, KmV3, etc. : nombre de kilomètres parcourus par véhicule sur la période de 2 mois ;
- KmV : nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par le transporteur sur la période de 2 mois ;
- $n = 41/100$: consommation en litres de gazole par tranche de 100 kilomètres évaluée par le biais d'enquêtes embarquées annuelles ;
- Q : quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois ;
- $x1 = 78$ F CFP : montant de la détaxe par litre consommé à partir du 1er novembre 2008 ;
- $x2 = 60$ F CFP : montant de la détaxe par litre consommé à partir du 1er décembre 2008 ;
- MD : montant bimensuel de la détaxe.

Formule de calcul :

$$KmV = KmV1 + KmV2 + KmV3 + \dots$$

$$Q = KmV \times n$$

$$MD = Q \times (14/24 \times x1 + 10/24 \times x2)$$

KmV1	= 1 440 kilomètres ;
KmV2	= 2 400 kilomètres ;
KmV3	= 1 440 kilomètres ;
KmV4	= 1 440 kilomètres ;
KmV5	= 2 400 kilomètres ;
KmV6	= 2 400 kilomètres ;
KmV7	= 2 400 kilomètres ;
KmV8	= 1 440 kilomètres ;
KmV9	= 2 400 kilomètres ;
KmV10	= 1 440 kilomètres ;
KmV11	= 2 400 kilomètres ;
KmV12	= 1 440 kilomètres ;
KmV13	= 2 160 kilomètres ;
KmV14	= 2 400 kilomètres ;
KmV15	= 2 400 kilomètres ;
KmV16	= 1 200 kilomètres ;
KmV17	= 2 400 kilomètres ;
KmV18	= 2 400 kilomètres ;
KmV19	= 2 400 kilomètres ;
KmV20	= 1 200 kilomètres ;
KmV21	= 2 400 kilomètres ;
KmV22	= 2 400 kilomètres ;
KmV23	= 1 200 kilomètres ;
KmV24	= 2 400 kilomètres ;
KmV25	= 2 400 kilomètres ;
KmV26	= 2 400 kilomètres ;
KmV27	= 1 200 kilomètres ;
KmV28	= 1 200 kilomètres ;
KmV29	= 2 400 kilomètres ;
KmV30	= 1 200 kilomètres ;
KmV31	= 2 160 kilomètres ;
KmV32	= 960 kilomètres ;
KmV33	= 2 160 kilomètres ;
KmV34	= 960 kilomètres ;
KmV35	= 960 kilomètres ;
KmV36	= 960 kilomètres ;
KmV37	= 960 kilomètres ;
KmV38	= 1 440 kilomètres ;
KmV39	= 960 kilomètres ;
KmV40	= 960 kilomètres ;
KmV41	= 960 kilomètres ;
KmV42	= 960 kilomètres ;
KmV43	= 960 kilomètres ;
KmV44	= 960 kilomètres ;
KmV45	= 960 kilomètres ;
KmV46	= 960 kilomètres ;
KmV47	= 960 kilomètres ;
KmV48	= 960 kilomètres ;
KmV49	= 960 kilomètres ;
KmV50	= 720 kilomètres ;
KmV51	= 720 kilomètres ;
KmV52	= 720 kilomètres ;
KmV53	= 720 kilomètres ;
KmV54	= 720 kilomètres ;
KmV55	= 720 kilomètres ;
KmV56	= 1 800 kilomètres ;
KmV57	= 720 kilomètres ;
KmV58	= 720 kilomètres ;
KmV59	= 6 240 kilomètres ;
KmV60	= 720 kilomètres ;
KmV61	= 960 kilomètres ;
KmV62	= 960 kilomètres ;
KmV63	= 1 440 kilomètres ;
KmV64	= 960 kilomètres ;
KmV65	= 960 kilomètres ;
KmV66	= 2 400 kilomètres ;
KmV67	= 2 400 kilomètres ;

KmV = 104 520 kilomètres
 $Q = 104\,520 \times 0,41 = 42\,853$ litres
 $MD = 42\,853 \times (14/24 \times 78 + 10/24 \times 60) = 3\,021\,137$ F CFP.

NOR : DTT0900480AC

Par arrêté n° 386 CM du 27 mars 2009.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) pour le bimestre novembre/décembre 2008 au titre du transport routier scolaire de personnes sur l'île de Tahiti.

Cette aide consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole porte sur une quantité maximale de gazole détaxé attribuée au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de trente-trois mille deux cent cinquante-neuf (33 259) litres et représente un montant total de détaxe de *deux millions trois cent quarante-quatre mille sept cent soixante francs CFP* (2 344 760 F CFP).

Le mode de calcul du quota de gazole détaxé est déterminé en annexe du présent arrêté.

Des bons numérotés, libellés pour une quantité de trente-trois mille deux cent cinquante-neuf (33 259) litres de gazole détaxé et pour une valeur de *deux millions trois cent quarante-quatre mille sept cent soixante francs CFP* (2 344 760 F CFP) seront émis par la direction des transports terrestres en faveur de la SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO).

La SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées ci-dessus, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SA Transports collectifs de la côte Ouest (TCCO) pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

ANNEXE

Mode de calcul du quota de gazole détaxé et du montant de la détaxe

L'évaluation du kilométrage est basée sur les obligations prévues par la convention de délégation de service public et le plan de transport.

- KmV1, KmV2, KmV3, etc. : nombre de kilomètres parcourus par véhicule sur la période de 2 mois ;
- KmV : nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par le transporteur sur la période de 2 mois ;
- $n = 41/100$: consommation en litres de gazole par tranche de 100 kilomètres évaluée par le biais d'enquêtes embarquées annuelles ;
- Q : quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois ;
- $x1 = 78$ F CFP : montant de la détaxe par litre consommé à partir du 1er novembre 2008 ;
- $x2 = 60$ F CFP : montant de la détaxe par litre consommé à partir du 1er décembre 2008 ;
- MD : montant bimensuel de la détaxe.

Formule de calcul :

$KmV = KmV1 + KmV2 + KmV3 + \dots$
 $Q = KmV \times n$
 $MD = Q \times (14/24 \times x1 + 10/24 \times x2)$

KmV1 = 2 880 kilomètres ;
 KmV2 = 2 880 kilomètres ;
 KmV3 = 2 880 kilomètres ;
 KmV4 = 2 880 kilomètres ;
 KmV5 = 2 880 kilomètres ;
 KmV6 = 2 880 kilomètres ;
 KmV7 = 2 880 kilomètres ;
 KmV8 = 2 880 kilomètres ;
 KmV9 = 2 880 kilomètres ;
 KmV10 = 2 880 kilomètres ;
 KmV11 = 2 880 kilomètres ;
 KmV12 = 1 200 kilomètres ;
 KmV13 = 1 200 kilomètres ;
 KmV14 = 1 200 kilomètres ;
 KmV15 = 1 200 kilomètres ;
 KmV16 = 960 kilomètres ;
 KmV17 = 960 kilomètres ;
 KmV18 = 960 kilomètres ;
 KmV19 = 960 kilomètres ;
 KmV20 = 960 kilomètres ;
 KmV21 = 960 kilomètres ;
 KmV22 = 960 kilomètres ;
 KmV23 = 960 kilomètres ;
 KmV24 = 960 kilomètres ;
 KmV25 = 960 kilomètres ;
 KmV26 = 960 kilomètres ;
 KmV27 = 960 kilomètres ;
 KmV28 = 960 kilomètres ;
 KmV29 = 960 kilomètres ;
 KmV30 = 2 400 kilomètres ;
 KmV31 = 960 kilomètres ;
 KmV32 = 960 kilomètres ;
 KmV33 = 3 840 kilomètres ;
 KmV34 = 3 840 kilomètres ;
 KmV35 = 2 400 kilomètres ;
 KmV36 = 2 880 kilomètres ;
 KmV37 = 2 880 kilomètres ;
 KmV38 = 2 880 kilomètres ;
 KmV39 = 2 400 kilomètres ;
 KmV40 = 3 840 kilomètres ;
 KmV41 = 960 kilomètres ;
 KmV42 = 960 kilomètres.

KmV = 81 120 kilomètres
 $Q = 81\,120 \times 0,41 = 33\,259$ litres
 $MD = 33\,259 \times (14/24 \times 78 + 10/24 \times 60) = 2\,344\,760$ F CFP.

NOR : DTT0900481AC

Par arrêté n° 387 CM du 27 mars 2009.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Réseau de transport urbain pour le bimestre juillet/août 2008 au titre du transport routier scolaire de personnes sur l'île de Tahiti.

Cette aide consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole porte sur une quantité maximale de gazole détaxé attribuée au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de deux mille deux cent soixante-huit (2 268) litres et représente un montant total de détaxe de *cent quatre-vingt-trois mille sept cent huit francs CFP* (183 708 F CFP).

Le mode de calcul du quota de gazole détaxé est déterminé en annexe du présent arrêté.

Des bons numérotés, libellés pour une quantité de deux mille deux cent soixante-huit (2 268) litres de gazole détaxé et pour une valeur de *cent quatre-vingt-trois mille sept cent huit francs CFP* (183 708 F CFP) seront émis par la direction des transports terrestres en faveur de la SAS Réseau de transport urbain.

La SAS Réseau de transport urbain s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées ci-dessus, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SAS Réseau de transport urbain pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

ANNEXE

Mode de calcul du quota de gazole détaxé et du montant de la détaxe

L'évaluation du kilométrage est basée sur les obligations prévues par la convention de délégation de service public et le plan de transport.

- KmV1, KmV2, KmV3, etc. : nombre de kilomètres parcourus par véhicule sur la période de 2 mois ;
- KmV : nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par le transporteur sur la période de 2 mois ;
- $n = 15/100$: consommation en litres de gazole par tranche de 100 kilomètres évaluée par le biais d'enquêtes embarquées annuelles ;
- Q : quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois ;
- $x = 81$ F CFP : montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois ;
- MD : montant bimensuel de la détaxe.

Formule de calcul :

$$\text{KmV} = \text{KmV1} + \text{KmV2} + \text{KmV3} + \dots$$

$$Q = \text{KmV} \times n$$

$$\text{MD} = Q \times x$$

KmV1 = 840 kilomètres ;
 KmV2 = 840 kilomètres ;
 KmV3 = 840 kilomètres ;
 KmV4 = 840 kilomètres ;
 KmV5 = 840 kilomètres ;
 KmV6 = 840 kilomètres ;
 KmV7 = 840 kilomètres ;
 KmV8 = 840 kilomètres ;
 KmV9 = 840 kilomètres ;
 KmV10 = 840 kilomètres ;
 KmV11 = 840 kilomètres ;
 KmV12 = 840 kilomètres ;
 KmV13 = 840 kilomètres ;
 KmV14 = 840 kilomètres ;
 KmV15 = 840 kilomètres ;
 KmV16 = 840 kilomètres ;
 KmV17 = 840 kilomètres ;
 KmV18 = 840 kilomètres.

$$\text{KmV} = 15\,120 \text{ kilomètres}$$

$$Q = 15\,120 \times 0,15 = 2\,268 \text{ litres}$$

$$\text{MD} = 2\,268 \times 81 = 183\,708 \text{ F CFP.}$$

NOR : DTT0900482AC

Par arrêté n° 388 CM du 27 mars 2009.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Réseau de transport urbain pour le bimestre septembre/octobre 2008 au titre du transport routier scolaire de personnes sur l'île de Tahiti.

Cette aide consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole porte sur une quantité maximale de gazole détaxé attribuée au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de cinq mille six cent soixante-dix (5 670) litres et représente un montant total de détaxe de *quatre cent cinquante-neuf mille deux cent soixante-dix francs CFP* (459 270 F CFP).

Le mode de calcul du quota de gazole détaxé est déterminé en annexe du présent arrêté.

Des bons numérotés, libellés pour une quantité de cinq mille six cent soixante-dix (5 670) litres de gazole détaxé et pour une valeur de *quatre cent cinquante-neuf mille deux cent soixante-dix francs CFP* (459 270 F CFP) seront émis par la direction des transports terrestres en faveur de la SAS Réseau de transport urbain.

La SAS Réseau de transport urbain s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées ci-dessus, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SAS Réseau de transport urbain pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

ANNEXE

Mode de calcul du quota de gazole détaxé et du montant de la détaxe

L'évaluation du kilométrage est basée sur les obligations prévues par la convention de délégation de service public et le plan de transport.

- KmV1, KmV2, KmV3, etc. : nombre de kilomètres parcourus par véhicule sur la période de 2 mois ;
- KmV : nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par le transporteur sur la période de 2 mois ;
- $n = 15/100$: consommation en litres de gazole par tranche de 100 kilomètres évaluée par le biais d'enquêtes embarquées annuelles ;
- Q : quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois ;
- $x = 81$ F CFP : montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois ;
- MD : montant bimensuel de la détaxe.

Formule de calcul :

$$\text{KmV} = \text{KmV1} + \text{KmV2} + \text{KmV3} + \dots$$

$$Q = \text{KmV} \times n$$

$$\text{MD} = Q \times x$$

KmV1 = 2 100 kilomètres ;
 KmV2 = 2 100 kilomètres ;
 KmV3 = 2 100 kilomètres ;
 KmV4 = 2 100 kilomètres ;
 KmV5 = 2 100 kilomètres ;
 KmV6 = 2 100 kilomètres ;
 KmV7 = 2 100 kilomètres ;
 KmV8 = 2 100 kilomètres ;
 KmV9 = 2 100 kilomètres ;
 KmV10 = 2 100 kilomètres ;
 KmV11 = 2 100 kilomètres ;
 KmV12 = 2 100 kilomètres ;
 KmV13 = 2 100 kilomètres ;
 KmV14 = 2 100 kilomètres ;
 KmV15 = 2 100 kilomètres ;
 KmV16 = 2 100 kilomètres ;
 KmV17 = 2 100 kilomètres ;
 KmV18 = 2 100 kilomètres .

KmV = 37 800 kilomètres
 $Q = 37\,800 \times 0,15 = 5\,670$ litres
 $MD = 5\,670 \times 81 = 459\,270$ F CFP.

NOR : DTT0900483AC

Par arrêté n° 389 CM du 27 mars 2009.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SAS Réseau de transport urbain pour le bimestre novembre/décembre 2008 au titre du transport routier scolaire de personnes sur l'île de Tahiti.

Cette aide consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole porte sur une quantité maximale de gazole détaxé attribuée au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de trois mille huit cent quarante-trois (3 843) litres et représente un montant total de détaxe de *deux cent soixante-dix mille neuf cent trente-deux francs CFP* (270 932 F CFP).

Le mode de calcul du quota de gazole détaxé est déterminé en annexe du présent arrêté.

Des bons numérotés, libellés pour une quantité de trois mille huit cent quarante-trois (3 843) litres de gazole détaxé et pour une valeur de *deux cent soixante-dix mille neuf cent trente-deux francs CFP* (270 932 F CFP) seront émis par la direction des transports terrestres en faveur de la SAS Réseau de transport urbain.

La SAS Réseau de transport urbain s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées ci-dessus, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SAS Réseau de transport urbain pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

ANNEXE

Mode de calcul du quota de gazole détaxé
 et du montant de la détaxe

L'évaluation du kilométrage est basée sur les obligations prévues par la convention de délégation de service public et le plan de transport.

- KmV1, KmV2, KmV3, etc. : nombre de kilomètres parcourus par véhicule sur la période de 2 mois ;
- KmV : nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par le transporteur sur la période de 2 mois ;
- $n = 15/100$: consommation en litres de gazole par tranche de 100 kilomètres évaluée par le biais d'enquêtes embarquées annuelles ;
- Q : quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois ;
- $x1 = 78$ F CFP : montant de la détaxe par litre consommé à partir du 1er novembre 2008 ;
- $x2 = 60$ F CFP : montant de la détaxe par litre consommé à partir du 1er décembre 2008 ;
- MD : montant bimensuel de la détaxe.

Formule de calcul :

$KmV = KmV1 + KmV2 + KmV3 + \dots$
 $Q = KmV \times n$
 $MD = Q \times (14/24 \times x1 + 10/24 \times x2)$

KmV1 = 1 440 kilomètres ;
 KmV2 = 1 440 kilomètres ;
 KmV3 = 1 440 kilomètres ;
 KmV4 = 1 440 kilomètres ;
 KmV5 = 1 440 kilomètres ;
 KmV6 = 1 440 kilomètres ;
 KmV7 = 1 440 kilomètres ;
 KmV8 = 1 440 kilomètres ;
 KmV9 = 1 440 kilomètres ;
 KmV10 = 1 440 kilomètres ;
 KmV11 = 1 440 kilomètres ;
 KmV12 = 1 440 kilomètres ;
 KmV13 = 1 440 kilomètres ;
 KmV14 = 1 440 kilomètres ;
 KmV15 = 1 440 kilomètres ;
 KmV16 = 1 440 kilomètres ;
 KmV17 = 1 440 kilomètres ;
 KmV18 = 1 440 kilomètres .

KmV = 25 620 kilomètres
 $Q = 25\,620 \times 0,15 = 3\,843$ litres
 $MD = 3\,843 \times (14/24 \times 78 + 10/24 \times 60) = 270\,932$ F CFP.

NOR : DTT0900484AC

Par arrêté n° 390 CM du 27 mars 2009.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre juillet/août 2008 au titre du transport routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva.

Cette aide consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole porte sur une quantité maximale de gazole détaxé attribuée au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de trois cent quarante-cinq (345) litres et représente un montant total de détaxe de *vingt-sept mille neuf cent quarante-cinq francs CFP* (27 945 F CFP).

Le mode de calcul du quota de gazole détaxé est déterminé en annexe du présent arrêté.

Des bons numérotés, libellés pour une quantité de trois cent quarante-cinq (345) litres de gazole détaxé et pour une valeur de *vingt-sept mille neuf cent quarante-cinq francs CFP* (27 945 F CFP) seront émis par la direction des transports terrestres en faveur de la SARL Kuee Kai Peka.

La SARL Kuee Kai Peka s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées ci-dessus, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SARL Kuee Kai Peka pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

ANNEXE

Mode de calcul du quota de gazole détaxé et du montant de la détaxe

L'évaluation du kilométrage est basée sur les obligations prévues par la convention de délégation de service public et le plan de transport.

- KmV1, KmV2, KmV3, etc. : nombre de kilomètres parcourus par véhicule sur la période de 2 mois ;
- KmV : nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par le transporteur sur la période de 2 mois ;
- $n = 27/100$: consommation en litres de gazole par tranche de 100 kilomètres évaluée par le biais d'enquêtes embarquées annuelles ;
- Q : quota en litres de gazole détaxé sur l'ensemble du lot sur 2 mois ;
- $x = 81$ F CFP : montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois ;
- MD : montant bimensuel de la détaxe.

Formule de calcul :

$$\begin{aligned} \text{KmV} &= \text{KmV1} + \text{KmV2} + \text{KmV3} + \dots \\ Q &= \text{KmV} \times n \\ \text{MD} &= Q \times x \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} \text{KmV1} &= 1\,276 \text{ kilomètres} \\ \text{KmV} &= 1\,276 \text{ kilomètres} \\ Q &= 1\,276 \times 0,27 = 345 \text{ litres} \\ \text{MD} &= 345 \times 81 = 27\,945 \text{ F CFP.} \end{aligned}$$

NOR : DTT0900485AC

Par arrêté n° 391 CM du 27 mars 2009.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre septembre/octobre 2008 au titre du transport routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva.

Cette aide consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole porte sur une quantité maximale de gazole détaxé attribuée au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de huit cent cinquante-deux (852) litres et représente un montant total de détaxe de *soixante-neuf mille douze francs CFP* (69 012 F CFP).

Le mode de calcul du quota de gazole détaxé est déterminé en annexe du présent arrêté.

Des bons numérotés, libellés pour une quantité de huit cent cinquante-deux (852) litres de gazole détaxé et pour une valeur de *soixante-neuf mille douze francs CFP* (69 012 F CFP) seront émis par la direction des transports terrestres en faveur de la SARL Kuee Kai Peka.

La SARL Kuee Kai Peka s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions ci-dessus, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SARL Kuee Kai Peka pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

ANNEXE

Mode de calcul du quota de gazole détaxé et du montant de la détaxe

L'évaluation du kilométrage est basée sur les obligations prévues par la convention de délégation de service public et le plan de transport.

- KmV1, KmV2, KmV3, etc. : nombre de kilomètres parcourus par véhicule sur la période de 2 mois ;
- KmV : nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par le transporteur sur la période de 2 mois ;
- $n = 27/100$: consommation en litres de gazole par tranche de 100 kilomètres évaluée par le biais d'enquêtes embarquées annuelles ;
- Q : quota en litres de gazole détaxé sur l'ensemble du lot sur 2 mois ;
- $x = 81$ F CFP : montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois ;
- MD : montant bimensuel de la détaxe.

Formule de calcul :

$$\begin{aligned} \text{KmV} &= \text{KmV1} + \text{KmV2} + \text{KmV3} + \dots \\ Q &= \text{KmV} \times n \\ \text{MD} &= Q \times x \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} \text{KmV1} &= 3\,155 \text{ kilomètres} \\ \text{KmV} &= 3\,155 \text{ kilomètres} \\ Q &= 3\,155 \times 0,27 = 852 \text{ litres} \\ \text{MD} &= 852 \times 81 = 69\,012 \text{ F CFP.} \end{aligned}$$

NOR : DTT0900486AC

Par arrêté n° 392 CM du 27 mars 2009.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kai Peka pour le bimestre novembre/décembre 2008 au titre du transport routier scolaire de personnes sur l'île de Nuku Hiva.

Cette aide consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole porte sur une quantité maximale de gazole détaxé attribuée au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de cinq cent soixante-dix-huit (578) litres et représente un montant total de détaxe de *quarante mille sept cent quarante-neuf francs CFP* (40 749 F CFP).

Le mode de calcul du quota de gazole détaxé est déterminé en annexe du présent arrêté.

Des bons numérotés, libellés pour une quantité de cinq cent soixante-dix-huit (578) litres de gazole détaxé et pour une valeur de *quarante mille sept cent quarante-neuf francs CFP* (40 749 F CFP) seront émis par la direction des transports terrestres en faveur de la SARL Kuee Kai Peka.

La SARL Kuee Kai Peka s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées ci-dessus, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SARL Kuee Kai Peka pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

ANNEXE

Mode de calcul du quota de gazole détaxé et du montant de la détaxe

L'évaluation du kilométrage est basée sur les obligations prévues par la convention de délégation de service public et le plan de transport.

- KmV1, KmV2, KmV3, etc. : nombre de kilomètres parcourus par véhicule sur la période de 2 mois ;
- KmV : nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par le transporteur sur la période de 2 mois ;
- $n = 27/100$: consommation en litres de gazole par tranche de 100 kilomètres évaluée par le biais d'enquêtes embarquées annuelles ;
- Q : quota en litres de gazole détaxé sur l'ensemble du lot sur 2 mois ;
- $x1 = 78$ F CFP : montant de la détaxe par litre consommé à partir du 1er novembre 2008 ;
- $x2 = 60$ F CFP : montant de la détaxe par litre consommé à partir du 1er décembre 2008 ;
- MD : montant bimensuel de la détaxe.

Formule de calcul :

$$KmV = KmV1 + KmV2 + KmV3 + \dots$$

$$Q = KmV \times n$$

$$MD = Q \times (14/24 \times x1 + 10/24 \times x2)$$

$$KmV1 = 2\,140 \text{ kilomètres}$$

$$KmV = 2\,140 \text{ kilomètres}$$

$$Q = 2\,140 \times 0,27 = 578 \text{ litres}$$

$$MD = 578 \times (14/24 \times 78 + 10/24 \times 60) = 40\,749 \text{ F CFP.}$$

NOR : DTT0900487AC

Par arrêté n° 393 CM du 27 mars 2009. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur du GIE Maire Ouest pour le bimestre juillet/août 2008 au titre du transport routier scolaire de personnes sur l'île de Raiatea.

Cette aide consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole porte sur une quantité maximale de gazole détaxé attribuée au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de mille quatre-vingt-treize (1 093) litres et représente un montant total de détaxe de *quatre-vingt-huit mille cinq cent trente-trois francs CFP* (88 533 F CFP).

Le mode de calcul du quota de gazole détaxé est déterminé en annexe du présent arrêté.

Des bons numérotés, libellés pour une quantité de mille quatre-vingt-treize (1 093) litres de gazole détaxé et pour une valeur de *quatre-vingt-huit mille cinq cent trente-trois francs CFP* (88 533 F CFP) seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du GIE Maire Ouest.

Le GIE Maire Ouest s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées ci-dessus, un ordre de recette sera établi à l'encontre du GIE Maire Ouest pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

ANNEXE

Mode de calcul du quota de gazole détaxé et du montant de la détaxe

L'évaluation du kilométrage est basée sur les obligations prévues par la convention de délégation de service public et le plan de transport.

- KmV1, KmV2, KmV3, etc. : nombre de kilomètres parcourus par véhicule sur la période de 2 mois ;
- KmV : nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par le transporteur sur la période de 2 mois ;
- $n = 15/100$: consommation en litres de gazole par tranche de 100 kilomètres évaluée par le biais d'enquêtes embarquées annuelles ;
- Q : quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois ;
- $x1 = 81$ F CFP : montant de la détaxe par litre consommé pour la période considérée ;
- MD : montant bimensuel de la détaxe.

Formule de calcul :

$$KmV = KmV1 + KmV2 + KmV3 + \dots$$

$$Q = KmV \times n$$

$$MD = Q \times x1$$

$$KmV1 = 460,80 \text{ kilomètres ;}$$

$$KmV2 = 1\,005,20 \text{ kilomètres ;}$$

$$KmV3 = 1\,917,40 \text{ kilomètres ;}$$

$$KmV4 = 474,50 \text{ kilomètres ;}$$

$$KmV5 = 1\,008,00 \text{ kilomètres ;}$$

$$KmV6 = 175,20 \text{ kilomètres ;}$$

$$KmV7 = 387,20 \text{ kilomètres ;}$$

$$KmV8 = 551,60 \text{ kilomètres ;}$$

$$KmV10 = 593,60 \text{ kilomètres ;}$$

$$KmV11 = 712,60 \text{ kilomètres ;}$$

$$KmV = 7\,286,10 \text{ kilomètres}$$

$$Q = 7\,286,10 \times 0,15 = 1\,093 \text{ litres}$$

$$MD = 1\,093 \times 81 = 88\,533 \text{ F CFP.}$$

NOR : DTT0900488AC

Par arrêté n° 394 CM du 27 mars 2009. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur du GIE Maire Ouest pour le bimestre septembre/octobre 2008 au titre du transport routier scolaire de personnes sur l'île de Raiatea.

Cette aide consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole porte sur une quantité maximale de gazole détaxé attribuée au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de deux mille neuf cents (2 900) litres et représente un montant total de détaxe de *deux cent trente-quatre mille neuf cents francs CFP* (234 900 F CFP).

Le mode de calcul du quota de gazole détaxé est déterminé en annexe du présent arrêté.

Des bons numérotés, libellés pour une quantité de deux mille neuf cents (2 900) litres de gazole détaxé et pour une valeur de *deux cent trente-quatre mille neuf cents francs CFP* (234 900 F CFP) seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du GIE Maire Ouest.

Le GIE Maire Ouest s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées ci-dessus, un ordre de recette sera établi à l'encontre du GIE Maire Ouest pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

ANNEXE

Mode de calcul du quota de gazole détaxé et du montant de la détaxe

L'évaluation du kilométrage est basée sur les obligations prévues par la convention de délégation de service public et le plan de transport.

- KmV1, KmV2, KmV3, etc. : nombre de kilomètres parcourus par véhicule sur la période de 2 mois ;
- KmV : nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par le transporteur sur la période de 2 mois ;
- $n = 15/100$: consommation en litres de gazole par tranche de 100 kilomètres évaluée par le biais d'enquêtes embarquées annuelles ;
- Q : quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois ;
- $x1 = 81$ F CFP : montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois ;
- MD : montant bimensuel de la détaxe.

Formule de calcul :

$$\text{KmV} = \text{KmV1} + \text{KmV2} + \text{KmV3} + \dots$$

$$Q = \text{KmV} \times n$$

$$\text{MD} = Q \times x1$$

KmV1 = 1 228,80 kilomètres ;
 KmV2 = 2 513,00 kilomètres ;
 KmV3 = 2 061,00 kilomètres ;
 KmV4 = 1 277,50 kilomètres ;
 KmV5 = 2 520,00 kilomètres ;
 KmV6 = 365,00 kilomètres ;
 KmV7 = 1 694,00 kilomètres ;
 KmV8 = 1 379,00 kilomètres ;
 KmV9 = 3 125,00 kilomètres ;
 KmV10 = 1 441,60 kilomètres ;
 KmV11 = 1 730,60 kilomètres ;

KmV = 19 335,50 kilomètres
 $Q = 19\,335,50 \times 0,15 = 2\,900$ litres
 $\text{MD} = 2\,900 \times 81 = 234\,900$ F CFP.

NOR : DTT0900489AC

Par arrêté n° 395 CM du 27 mars 2009. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur du GIE Maire Ouest pour le bimestre novembre/décembre 2008

au titre du transport routier scolaire de personnes sur l'île de Raiatea.

Cette aide consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole porte sur une quantité maximale de gazole détaxé attribuée au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de deux mille cent (2 100) litres et représente un montant total de détaxe de *cent quarante-huit mille cinquante francs CFP* (148 050 F CFP).

Le mode de calcul du quota de gazole détaxé est déterminé en annexe du présent arrêté.

Des bons numérotés, libellés pour une quantité de deux mille cent (2 100) litres de gazole détaxé et pour une valeur de *cent quarante-huit mille cinquante francs CFP* (148 050 F CFP) seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du GIE Maire Ouest.

Le GIE Maire Ouest s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées ci-dessus, un ordre de recette sera établi à l'encontre du GIE Maire Ouest pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

ANNEXE

Mode de calcul du quota de gazole détaxé et du montant de la détaxe

L'évaluation du kilométrage est basée sur les obligations prévues par la convention de délégation de service public et le plan de transport.

- KmV1, KmV2, KmV3, etc. : nombre de kilomètres parcourus par véhicule sur la période de 2 mois ;
- KmV : nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par le transporteur sur la période de 2 mois ;
- $n = 15/100$: consommation en litres de gazole par tranche de 100 kilomètres évaluée par le biais d'enquêtes embarquées annuelles ;
- Q : quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois ;
- $x1 = 78$ F CFP : montant de la détaxe par litre consommé à partir du 1er novembre 2008 ;
- $x2 = 60$ F CFP : montant de la détaxe par litre consommé à partir du 1er décembre 2008 ;
- MD : montant bimensuel de la détaxe.

Formule de calcul :

$$\text{KmV} = \text{KmV1} + \text{KmV2} + \text{KmV3} + \dots$$

$$Q = \text{KmV} \times n$$

$$\text{MD} = Q \times (14/24 \times x1 + 10/24 \times x2)$$

KmV1 = 921,6 kilomètres ;
 KmV2 = 1 723,2 kilomètres ;
 KmV3 = 1 056,0 kilomètres ;
 KmV4 = 876,0 kilomètres ;
 KmV5 = 1 728,0 kilomètres ;
 KmV6 = 350,4 kilomètres ;
 KmV7 = 1 161,6 kilomètres ;
 KmV8 = 945,6 kilomètres ;
 KmV9 = 3 000,0 kilomètres ;
 KmV10 = 1 017,6 kilomètres ;
 KmV11 = 1 221,6 kilomètres ;

KmV = 14 001,6 kilomètres
 Q = 14 001,6 x 0,15 = 2 100 litres
 MD = 2 100 x (14/24 x 78 + 10/24 x 60) = 148 050 F CFP.

NOR : DEC0802788AC

Par arrêté n° 396 CM du 27 mars 2009.— L'arrêté n° 1 498 CM du 17 novembre 1998 autorisant l'occupation temporaire d'un local dans le bâtiment "gare maritime" au bord de l'ancien quai de Taiohae à Nuku Hiva (Marquises) au profit du ministère de la jeunesse, de l'insertion sociale des jeunes, des sports et de la politique de la ville est abrogé.

NOR : DEC0802789AC

Par arrêté n° 397 CM du 27 mars 2009.— La décision n° 449 DOM du 19 avril 1982 autorisant la mise à disposition de l'entrepôt frigorifique de Taiohae au profit de la coopérative Mokai est abrogée.

La convention d'occupation n° 82-188 relative à l'exploitation de l'entrepôt frigorifique de Taiohae (Nuku Hiva, Marquises) est résiliée.

NOR : SCE0900358AC

Par arrêté n° 402 CM du 30 mars 2009.— Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté n° 1436 CM du 12 novembre 2001 modifié, un quota d'importation global de 203 801 volailles de race de poule pondeuse est ouvert au titre de l'année 2009 pour les aviculteurs de Polynésie française, répartis par archipels, dans les conditions ci-après :

- Australes..... 2 090 poussins ;
- îles du Vent..... 172 341 poussins ;
- îles Sous-le-Vent..... 16 170 poussins ;
- Marquises..... 6 380 poussins ;
- Tuamotu-Gambier..... 6 820 poussins.

NOR : DPI0803070AC

Par arrêté n° 403 CM du 30 mars 2009.— M. Georgius Tarvo, de nationalité finlandaise, est autorisé à réaliser un investissement en Polynésie française en acquérant une parcelle de terre formant la parcelle n° 2, issue du lot n° 1 de la parcelle C des terres Nuihae, Vaipua dites Himoo PV 63, cadastrée sous la section BL n° 25 pour 22 ares 83 centiares, sise section de Fitii, Huahine.

M. Tarvo dispose d'un délai de six mois à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française pour procéder à l'acquisition des biens immobiliers décrits ci-dessus.

La présente autorisation est accordée sans autre garantie de la Polynésie française, spécialement sans garantie de propriété, et ne fait pas obstacle à l'application des règles en vigueur en matière d'urbanisme. La direction des affaires foncières n'est pas liée par le présent arrêté et conserve le droit de contrôle de la valeur vénale déclarée prévue par l'arrêté du 15 novembre 1873 modifié relatif à la formalité de l'enregistrement dans les Etablissements français de l'Océanie et les Etats du protectorat des îles de la Société.

NOR : OPH0900568AC

Par arrêté n° 408 CM du 31 mars 2007.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 1-09 CA/OPH du 3 mars 2009 du conseil d'administration de l'établissement

public à caractère industriel et commercial dénommé "Office polynésien de l'habitat" portant adoption de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses pour l'exercice 2009 de l'Office polynésien de l'habitat.

L'état prévisionnel des recettes et des dépenses est arrêté à la somme de *dix milliards trois cent quatre-vingt millions huit cent mille francs CFP* (10 380 800 000 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en capital	Total
Recettes	6 290 900 000	4 089 900 000	10 380 800 000
Dépenses	6 143 268 210	3 838 900 000	9 982 168 210
Résultat	147 631 790	251 000 000	398 631 790

NOR : EHN0900630AC

Par arrêté n° 409 CM du 31 mars 2007.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 143-09 CA/EHN du 17 mars 2009 approuvant l'état prévisionnel des recettes et dépenses du conseil d'administration de l'établissement public Heiva nui pour l'exercice 2009.

L'état prévisionnel des recettes et des dépenses est arrêté à la somme de *quatre cent vingt millions neuf cent vingt-neuf mille quatre cent quarante-trois francs CFP* (420 929 443 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en capital	Total
Recettes	389 746 962	31 182 481	420 929 443
Dépenses	373 611 497	43 477 574	417 089 071
Résultat	16 135 465	-12 295 093	3 840 372

NOR : OPH0900569AC

Par arrêté n° 410 CM du 31 mars 2007.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-09 CA/OPH du 3 mars 2009 du conseil d'administration de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé Office polynésien de l'habitat autorisant le départ volontaire de M. Etienne Imiura.

NOR : OPH0900570AC

Par arrêté n° 411 CM du 31 mars 2007.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 4-09 CA/OPH du 3 mars 2009 du conseil d'administration de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé Office polynésien de l'habitat annulant la délibération n° 15-08 CA/OPH du 26 août 2008 autorisant la vente à M. Edwin Teraiharoa des parcelles de terre cadastrées à Mahina, section E, n° 320 d'une superficie de 18 899 mètres carrés et section E, n° 321 d'une superficie de 2 029 mètres carrés, dites projet Hitimahana.

NOR : OPH0900571AC

Par arrêté n° 412 CM du 31 mars 2007.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 5-09 CA/OPH du 3 mars 2009 du conseil d'administration de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé Office polynésien de l'habitat autorisant le paiement de l'intérêt du prix de vente des parcelles de terre cadastrées à Mahina, section E, n° 320 d'une superficie de 18 899 mètres carrés et section E, n° 321 d'une superficie de 2 090 mètres carrés dites projet Hitimahana.

NOR : OPH0900572AC

Par arrêté n° 413 CM du 31 mars 2007.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 6-09 CA/OPH du 3 mars 2009 du conseil d'administration de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé Office polynésien de l'habitat modifiant la délibération n° 32-2000 OPH du 18 décembre 2000 déterminant le prix de vente des fare commerciaux.

NOR : DIM0900062AC

Par arrêté n° 414 CM du 31 mars 2007.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de *deux millions de francs CFP* (2 000 000 F CFP) en faveur de l'EURL Les petits ventres traiteur, (n° TAHITI 871 517) pour le financement des équipements professionnels dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises. Une prise en charge des frais de stage d'initiation à la gestion d'entreprise est accordée en application de la convention n° 5.0002 MPI du 17 octobre 2005 relative à l'organisation d'un stage d'initiation à la gestion d'entreprise pris en charge par la Polynésie française dans le cadre du dispositif de l'aide à la création ou au développement d'entreprises (ACDE).

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au chapitre 966, sous-chapitre 966-03, article 652-5, centre de travail 7301 F.

Le versement du montant total de la subvention sera effectué sur le compte de l'EURL Les petits ventres traiteur dès la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

L'EURL Les petits ventres traiteur s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de la subvention, les pièces justificatives auprès du service du développement de l'industrie et des métiers de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de la subvention auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées ci-dessus, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

NOR : DIM0900063AC

Par arrêté n° 415 CM du 31 mars 2007.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de *deux millions deux cent mille francs CFP* (2 200 000 F CFP) en faveur de la SARL CCBT (Charpentes et constructions bois de Tahiti) (n° TAHITI 799940) pour le financement des équipements professionnels dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises. Une prise en charge des frais de stage d'initiation à la gestion d'entreprise est accordée en application de la convention n° 5.0002 MPI du 17 octobre 2005 relative à l'organisation d'un stage d'initiation à la gestion d'entreprise pris en charge par la Polynésie française dans le cadre du dispositif de l'aide à la création ou au développement d'entreprises (ACDE).

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au chapitre 966, sous-chapitre 966-03, article 652-5, centre de travail 7301 F.

Le versement du montant total de la subvention sera effectué sur le compte de la SARL CCBT (Charpentes et constructions bois de Tahiti) dès la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La SARL CCBT (Charpentes et constructions bois de Tahiti) s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de la subvention, les pièces justificatives auprès du service du développement de l'industrie et des métiers de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de la subvention auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées ci-dessus, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

NOR : DIM0900064AC

Par arrêté n° 416 CM du 31 mars 2007.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de *deux millions cinq cent mille francs CFP* (2 500 000 F CFP) en faveur de la SARL Parfumerie Tiki (n° TAHITI 084996) pour le financement des équipements professionnels dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises.

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au chapitre 966-03, article 652-5, centre de travail 7301 F.

Le versement du montant total de la subvention sera effectué sur le compte de la SARL Parfumerie Tiki dès la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La SARL Parfumerie Tiki s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de la subvention, les pièces justificatives auprès du service du développement de l'industrie et des métiers de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de la subvention auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées ci-dessus, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

NOR : DIM0900065AC

Par arrêté n° 417 CM du 31 mars 2007.— Est approuvée l'attribution d'une subvention d'un *million trois cent mille francs CFP* (1 300 000 F CFP) en faveur de la SARL Moon Ray (n° TAHITI 869289) pour le financement des équipements professionnels dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises. Une prise en charge des frais de stage d'initiation à la gestion d'entreprise est accordée en application de la convention n° 5.0002 MPI du 17 octobre 2005 relative à l'organisation d'un stage d'initiation à la gestion d'entreprise pris en charge par la Polynésie française dans le cadre du dispositif de l'aide à la création ou au développement d'entreprises (ACDE).

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au chapitre 966-03, article 652-5, centre de travail 7301 F.

Le versement du montant total de la subvention sera effectué sur le compte de la SARL Moon Ray, dès la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La SARL Moon Ray s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de la subvention, les pièces justificatives auprès du service du développement de l'industrie et des métiers de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de la subvention auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées ci-dessus, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de toute ou partie de cette subvention.

NOR : APL0900656AC

Par arrêté n° 419 CM du 1er avril 2009. — Est renvoyée en seconde lecture la délibération n° 4-09 CAPL du 10 mars 2009 de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales à M. Emile Buillard, nommé aux fonctions de secrétaire général par intérim de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire.

NOR : APL0900655AC

Par arrêté n° 420 CM du 1er avril 2009. — Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 3-09 CAPL du 10 mars 2009 du conseil d'administration de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales aux agents nommés aux fonctions de secrétaire général par intérim de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire.

NOR : DAC0900586AC

Par arrêté n° 427 CM du 1er avril 2009. — Est approuvé le programme de vols réguliers été IATA 2009 de la compagnie aérienne Air France à raison de 3 fréquences hebdomadaires B 777-200 sur la route Papeete-Los Angeles et vice versa.

Est approuvé le partage de code en "free flow" entre la compagnie Air France et la compagnie Delta Airlines sur la relation Papeete-Los Angeles et vice versa.

NOR : DAC0900587AC

Par arrêté n° 428 CM du 1er avril 2009. — Est approuvé le programme de vols réguliers été IATA 2009 de la compagnie aérienne Air Rarotonga à raison de 1,5 fréquence hebdomadaire ATR 72 sur la relation Papeete-Rarotonga et vice versa, opérées par la compagnie Air Tahiti dans le cadre d'un accord de partage de code.

NOR : DAC0900588AC

Par arrêté n° 429 CM du 1er avril 2009. — Est approuvé le programme de vols réguliers été IATA 2009 de la compagnie aérienne Air Tahiti Nui à raison de :

- 5 à 8 fréquences hebdomadaires A 340-300 sur la relation Papeete-Los Angeles et vice versa ;
- 3 fréquences hebdomadaires A 340-300 sur la relation Papeete-Auckland et vice versa ;
- 2 fréquences hebdomadaires A 340-300 sur la relation Papeete-Tokyo et vice versa.

Est agréé le partage de code avec la compagnie aérienne Qantas, respectivement sur les relations Papeete-Los Angeles et vice versa à raison de 5 à 7 fréquences hebdomadaires A 340-300, et Papeete-Auckland et vice versa à raison de 3 fréquences hebdomadaires A 340-300.

Est agréé le partage de code avec la compagnie aérienne Air New Zealand, respectivement sur les relations Papeete-Los Angeles et vice versa à raison de 4 fréquences hebdomadaires opérées par la compagnie aérienne Air Tahiti Nui et Papeete-Auckland et vice versa à raison de 4 fréquences hebdomadaires, dont 2 opérées par la compagnie aérienne Air New Zealand.

NOR : DAC0900589AC

Par arrêté n° 430 CM du 1er avril 2009. — Est approuvé le programme de vols réguliers été IATA 2009 de la compagnie aérienne Air Tahiti à raison de 1,5 fréquence hebdomadaire ATR 72 sur la relation Papeete-Rarotonga et vice versa.

Est approuvé le partage de code entre la compagnie Air Tahiti et Air Rarotonga sur la relation Papeete-Rarotonga et vice versa.

NOR : DAC0900590AC

Par arrêté n° 431 CM du 1er avril 2009. — Est approuvé le programme de vols réguliers été IATA 2009 de la compagnie aérienne Air New Zealand à raison de 2 fréquences hebdomadaires B 767-300 sur la route Auckland-Papeete et vice versa.

Est approuvé le partage de code avec la compagnie aérienne Air Tahiti Nui respectivement sur les relations Papeete-Los Angeles et vice versa à raison de 4 fréquences hebdomadaires opérées par la compagnie aérienne Air Tahiti Nui, et Papeete-Auckland et vice versa à raison de 4 fréquences hebdomadaires, dont 2 opérées par la compagnie aérienne Air Tahiti Nui.

NOR : DAC0900591AC

Par arrêté n° 432 CM du 1er avril 2009. — Est approuvé le programme de vols réguliers été IATA 2009 de la compagnie aérienne Hawaiian Airlines à raison d'une fréquence hebdomadaire B 767-300 ER sur la route Honolulu-Papeete-Honolulu.

NOR : DAC0900592AC

Par arrêté n° 433 CM du 1er avril 2009. — Est approuvé le programme de vols réguliers été IATA 2009 de la compagnie aérienne Lan Chile à raison de 2 fréquences hebdomadaires B 767-300 sur la relation Santiago-Tahiti via l'île de Pâques et vice versa.

NOR : DAC0900593AC

Par arrêté n° 434 CM du 1er avril 2009. — Est approuvé le programme de vols réguliers été IATA 2009 de la compagnie aérienne Qantas opéré en partage de code avec la compagnie Air Tahiti Nui à raison de 3 fréquences hebdomadaires A 340-300 sur la route Auckland-Papeete et vice versa, et de 5 à 7 fréquences hebdomadaires A 340-300 sur la relation Papeete-Los Angeles et vice versa.

NOR : DAC0900287AV

Par arrêté n° 435 CM du 1er avril 2009. — Avis favorable est donné sur les programmes de vols réguliers des compagnies Air France, Air Tahiti Nui et Air Calédonie International pour la saison IATA été 2009.

NOR : DAC0900801AC

Par arrêté n° 439 CM du 2 avril 2009. — Est approuvé le programme de vols réguliers été 2009 de la compagnie aérienne Air Tahiti courant du 1er avril au 31 octobre 2009 figurant en annexe au présent arrêté.

ILES SOUS LE VENT	Min Jour	Réel Journalières	Mini Hebd o	Réel Hebdomadaires	Mini Mens	Mensuelles (4 semaines)
ATR						
BORA BORA	3	7 à 10				
HUAHINE	2	4 à 6				
RAIATEA	2	4 à 9				
MAUPITI			2	5 à 6		
TUAMOTU NORD						
ATR						
RANGIROA			7	24		
MANIHI			3	9		
MATAIVA			1	2		
TIKEHAU			1	11		
TAKAROA			1	4		
TAKAPOTO			1	3 à 4		
KAUKURA			1	2		
FAKARAVA			1	7 à 9		
AHE			0	4 à 5		
KAUEHI			0	2		
ARUTUA			1	3 à 4		
KATIU			0	2		
HIKUERU			0	1		
ARATIKA			0	2		
NIAU			0	1		
BEECHCRAFT KING						
APATAKI			1	3		
NAPUKA				1	0	
MARQUISES						
ATR						
NUKU HIVA			1	7		
HIVA OA			0	5 à 7		
TWINOTTER						
UA HUKA			1	3		
UA POU			1	5		
HIVA OA			1	2		
AUSTRALES						
ATR						
RURUTU			2	6 à 8		
TUBUAI			2	6 à 8		
RAIVAVAE			0	3 à 4		
RIMATARA			0	3		
TUAMOTU EST -GAMBIER						
ATR						
ANAA				1	3	
MAKEMO				2 à 3	2	
HAO				3 à 4	3	
GAMBIER				1,5 à 2	1	
FAAITE				1	0	
TATAKOTO				1	1	
PUKARUA				1	1	
REAO				1	1	
RAROIA				2	0	
TUREIA					1	
VAHITAHU				1	1	
NUKUTAVAKE				1	1	
BEECHCRAFT KING						
TAKUME				1	0	
FANGATAU				1	1	
PUKA PUKA				1	1	
FAKAHINA				1	1	

NOR : CPS0900794AC

Par arrêté n° 440 CM du 2 avril 2009.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-09 CG.RSPF du 20 janvier 2009 relative à l'avenant n° 4 à la convention entre la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française et l'hôtel Casa Mia de Villejuif.

NOR : EGA0900802AC

Par arrêté n° 442 CM du 2 avril 2009.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 1-09 CA/EGAT du 23 mars 2009 fixant les tarifs du nouveau parcours de golf de 9 trous à Atimaono du conseil d'administration de l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva (EGAT).

NOR : EGA0900803AC

Par arrêté n° 443 CM du 2 avril 2009.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-09 CA/EGAT du 23 mars 2009 fixant les marges commerciales des articles de la boutique du musée Gauguin du conseil d'administration de l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva (EGAT).

NOR : TFT0900784AC

Par arrêté n° 446 CM du 2 avril 2009.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 3-09 TFTN du 19 mars 2009 du conseil d'administration de Te Fare Tauhiti Nui, maison de la culture fixant les tarifs de location et des prestations de services rendus par Te Fare Tauhiti Nui, maison de la culture.

ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 795 PR du 27 mars 2009 portant désignation des suppléants du Président de la Polynésie française en tant qu'ordonnateur du Fonds européen de développement.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 12-2009 APF/SG du 11 février 2009 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'article n° 14 du règlement n° 2304-2002 de la commission européenne du 20 décembre 2002 portant application de la décision du conseil du 27 novembre 2001 relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté européenne ;

Vu la lettre n° 09-14 dm du 28 janvier 2009 de la commission européenne, bureau pour les PTOM français, délégation pour le Pacifique,

Arrête :

Article 1er.— Sont désignés en qualité d'ordonnateurs suppléants du Fonds européen de développement :

- M. Georges Puchon, ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises ;
- M. Franky Sacault, chef du service du plan et de la prévision économique.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à la délégation de la commission européenne pour le Pacifique à Nouméa et aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mars 2009.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par arrêté n° 793 PR du 27 mars 2009.— M. Rudy Rallet, géomètre, est agréé pour la rédaction des documents d'arpentage destinés à la mise à jour des plans cadastraux.

Cet agrément est accordé à compter de la date du présent arrêté. Il peut être retiré à tout moment, et de plein droit, si aucun document d'arpentage n'est présenté par M. Rudy Rallet.

Par arrêté n° 794 PR du 27 mars 2009.— Mlle Caroline Marie Catherine Duflocq, technicienne en fonction au service du développement rural, est commissionnée pour constater les infractions à la réglementation relative à l'hygiène alimentaire, à la santé et à la protection animales.

A cet effet, l'intéressée prêtera le serment prescrit par la loi.

VICE-PRESIDENCE, MINISTRE DE L'AMENAGEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DES COMMUNES

Par arrêté n° 28 VP du 27 mars 2009.— La terre Tehauopeva 3, cadastrée commune de Tubuai, section de commune de Mataura, section AB n° 41, d'une superficie de 5 506 mètres carrés, est affectée au profit de la circonscription des îles Australes.

Telle que la terre figure sur l'extrait de plan cadastral détenu par la direction des affaires foncières, division "gestion du domaine".

Cette affectation est destinée à la construction et à la gestion de la cité administrative de Mataura.

Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir

à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Le ministre du développement des archipels, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions dans le respect de la destination des lieux.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance de la terre affectée.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

Par arrêté n° 29 VP du 27 mars 2009.— La parcelle dépendant de la terre présumée domaniale Tehihiga, Ragorau, cadastrée commune de Makemo, section de commune de Katiu, section AE, n° 86 d'une superficie de 5 447 mètres carrés, est affectée au profit de la direction de l'équipement.

Telle que la parcelle figure sur l'extrait de plan cadastral du 10 février 2009 et le document d'arpentage n° 73980 du 2 février 2009 détenu par la direction des affaires foncières, division "gestion du domaine".

Cette affectation est destinée à la construction d'un abri paracyclonique.

Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Le ministre en charge de l'équipement, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions dans le respect de la destination des lieux.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance de la parcelle affectée.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

Par arrêté n° 30 VP du 27 mars 2009.— L'emplacement du domaine public maritime à charge de remblai, cadastré commune de Huahine, section de commune de Fitii, section

BT n° 10, d'une superficie de 19 ares 39 centiares, est affecté au profit de la direction de l'équipement.

Tel que l'emplacement figure sur l'extrait de plan cadastral dressé le 26 août 2008 et le document d'arpentage n° 100066760 détenus par la direction des affaires foncières, division "gestion du domaine".

Cette affectation est destinée à la réalisation d'une route de desserte.

Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Le ministre en charge de l'équipement, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions dans le respect de la destination des lieux.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance de l'emplacement affecté.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

Par arrêté n° 31 VP du 27 mars 2009.— Sont affectés au profit de la direction de l'équipement six emplacements du domaine public maritime, cadastrés commune de Tubuai, section de commune de Mahu, d'une superficie totale de 1 400 mètres carrés et composés de la manière suivante :

Nom de l'emplacement	Référence cadastrale	Superficie (en mètres carrés)
Emplacement du domaine public maritime remblayé	ME n° 45	339
Emplacement du domaine public maritime remblayé	ME n° 124	85
Emplacement du domaine public maritime remblayé	ME n° 125	223
Emplacement du domaine public maritime remblayé	ME n° 126	191
Emplacement du domaine public maritime remblayé	ME n° 128	164
Emplacement du domaine public maritime remblayé	ME n° 129	398

Tels que les emplacements figurent sur le document d'arpentage n° 100063742 dressé le 16 juin 2008 et l'extrait de plan détenus par la direction des affaires foncières, division "gestion du domaine".

Cette affectation est destinée à la construction et à la gestion d'une cale de halage et ses annexes et à l'aménagement d'un parking.

Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Le ministre en charge de l'équipement, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions dans le respect de la destination des lieux.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance des emplacements affectés.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

Par arrêté n° 32 VP du 27 mars 2009. — L'emplacement du domaine public maritime remblayé, sis au droit de la terre domaniale Ahuraka, cadastrée commune de Anaa, section de commune de Faaité, section A, n° 190, d'une superficie de 3 711 mètres carrés, est affectée au profit de la direction de l'équipement.

Tel que l'emplacement du domaine public maritime remblayé figure sur l'extrait de plan cadastral du 10 février 2009 et le document d'arpentage n° 74000 du 9 février 2009 détenus par la direction des affaires foncières, division "gestion du domaine".

Cette affectation est destinée à la construction d'un abri paracyclonique.

Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Le ministre en charge de l'équipement, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions dans le respect de la destination des lieux.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance du domaine public maritime remblayé affecté.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonction-

nement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

Par arrêté n° 33 VP du 27 mars 2009. — L'arrêté n° 601 CM du 24 avril 2007 portant affectation d'une parcelle dépendant de la terre Hakapehi, cadastrée commune de Nuku Hiva, section de commune de Taiohae, section AC, n° 70, au profit de la direction de l'équipement, est abrogé.

Par arrêté n° 34 VP du 30 mars 2009. — La terre domaniale Outumaoro, partie, cadastrée commune de Punaauia, section A, n° 100 d'une superficie de 5 170 mètres carrés et les constructions y édifiées, sont affectées au profit de l'Office polynésien de l'habitat.

Telle que la terre figure sur le plan détenu par la direction des affaires foncières, division "gestion du domaine" et tel que le tout appartient à la Polynésie française en vertu d'un acte transcrit par la conservation des hypothèques au volume 3425, n° 8, le 31 octobre 2008.

Cette affectation est destinée au relogement des habitants des quartiers sinistrés ou concernés par des opérations de résorption de l'habitat insalubre.

Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

L'Office polynésien de l'habitat, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions dans le respect de la destination des lieux.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance des biens affectés.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

Par arrêté n° 36 VP du 31 mars 2009. — Les locaux à usage de bureaux dénommés "anciens locaux de la présidence" comprenant les bureaux, le fare potee, le bloc cuisine restaurant, le bâtiment situé près de l'entrée et les jardins attenant, le tout sis au 24, avenue Dupetit-Thouars, face au parking Tarahoi, sont affectés au profit de la vice-présidence, ministère de l'aménagement et du développement des communes, chargé des affaires foncières, porte-parole du gouvernement.

Cette affectation est destinée au logement du personnel de son cabinet.

Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Le vice-président, ministre de l'aménagement et du développement des communes, chargé des affaires foncières, porte-parole du gouvernement, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions dans le respect de la destination des lieux.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance des biens affectés.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

L'arrêté n° 463 CM du 19 mai 2006 portant affectation des locaux dénommés "anciens locaux de la présidence" au profit du ministère en charge des sports et de l'artisanat est abrogé.

Par arrêté n° 37 VP du 31 mars 2009. — L'emplacement du domaine public maritime cadastré commune de Takapoto, section A, n° 499 d'une superficie de 2 ares 29 centiares, est affecté au profit du service de la perliculture.

Tel que l'emplacement figure sur l'extrait de plan cadastral détenu par la direction des affaires foncières, division "gestion du domaine".

Cette affectation est destinée à l'édification des constructions suivantes :

- un ponton de 14 mètres de long sur 0,80 mètre de large ;
- un abri à bateaux couvert d'une surface de 98 mètres carrés environ ;
- un enrochement d'une superficie de 120 mètres carrés.

Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Le service de la perliculture, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions dans le respect de la destination des lieux.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance des biens affectés.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

Par arrêté n° 38 VP du 31 mars 2009. — L'article 3 de l'arrêté n° 1297 CM du 15 septembre 2008 autorisant la prise à bail par la Polynésie française pour le compte de la direction de la santé d'un local à usage de bureaux, situé dans l'enceinte de la mairie de Afaahiti, appartenant à la commune de Taiarapu-Est, est rédigé comme suit :

"Art. 3. — Le loyer mensuel s'élève au montant de quinze mille francs CFP (15 000 F CFP) avec des charges locatives de cinq mille francs CFP (5 000 F CFP) par mois et un forfait de dix mille francs CFP (10 000 F CFP) par mois pour les communications téléphoniques."

Par arrêté n° 39 VP du 31 mars 2009. — La terre Fareoa, lot de ville Raiti, lot n° 4 parcelle, lot A, cadastrée commune de Huahine, section de commune de Fare, section AA, n° 222 d'une superficie de 583 mètres carrés, est affecté au profit du service de l'artisanat.

Telle qu'elle figure sur l'extrait de plan cadastral détenu par la direction des affaires foncières, division "gestion du domaine".

Cette affectation est destinée à la construction et à la gestion d'un fare artisanal.

Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Le ministre en charge de l'artisanat, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions dans le respect de la destination des lieux.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance de la terre affectée.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

Par arrêté n° 40 VP du 1er avril 2009.— Un emplacement du domaine public maritime, cadastré commune de Uturoa, section AM, n° 186 d'une superficie de 32 400 mètres carrés, est affecté au profit de la direction de l'équipement.

Tel qu'il figure sur l'extrait cadastral du 9 mars 2009 et le document d'arpentage n° 100075160 du 9 février 2009 détenus par la direction des affaires foncières, division "gestion du domaine".

Cette affectation est destinée à l'extension de la marina de Apooiti comprenant l'aménagement de pontons et à sa gestion.

Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Le ministre en charge de l'équipement, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions dans le respect de la destination des lieux.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance des biens affectés.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

ARRETE n° 39 MEF du 1er avril 2009 modifiant l'arrêté n° 11 MEF du 19 février 2009 portant délégation de signature à Mlle Sandra Shan Sei Fan, directrice du budget.

Le ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 12-2009 APF/SG du 11 février 2009 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 271 PR du 17 février 2009 relatif aux attributions du ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises ;

Vu l'arrêté n° 972 CM du 31 juillet 2008 relatif à la direction du budget ;

Vu l'arrêté n° 80 CM du 25 janvier 2008 portant nomination de Mlle Sandra Shan Sei Fan en qualité de directrice du budget et de la réglementation fiscale à compter du 1er février 2008 ;

Vu l'arrêté n° 11 MEF du 19 février 2009 portant délégation de signature à Mlle Sandra Shan Sei Fan, directrice du budget ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— L'article 5 de l'arrêté n° 11 MEF du 19 février 2009 portant délégation de signature à Mlle Sandra Shan Sei Fan, directrice du budget, est modifié comme suit :

"Art. 5.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Sandra Shan Sei Fan et de M. Jérôme Yansaud, délégation est donnée à M. Hervé Varet, Mme Herenui Sichan épouse Jordan et M. James Tcheou Koan Sing, pour signer les actes et correspondances prévus à l'article 2.6 relatif aux dépenses autres que de personnel et à l'article 3 relatif à la préparation du budget général et comptes spéciaux de la Polynésie française."

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er avril 2009.

Georges PUCHON.

ARRETE n° 40 MEF du 1er avril 2009 complétant l'arrêté n° 3346 MFR du 2 août 1993 modifié portant institution d'une régie d'avances à l'hôpital de Taiohae (Nuku Hiva, Marquises).

Le ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 271 PR du 17 février 2009 relatif aux attributions du ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 291 CM du 16 mars 1992 fixant les modalités d'attribution et le taux de l'indemnité de responsabilité pouvant être allouée aux agents intermédiaires, aux régisseurs de recettes et aux régisseurs d'avances relevant des services de la Polynésie française ou des budgets des établissements publics de la Polynésie française ;

Vu l'instruction codificatrice n° 06-31-A-B-M du 21 avril 2006 de la direction générale de la comptabilité publique sur les régies de recettes, d'avances et des recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 1107 PR du 22 novembre 1991 portant agrément de l'Association française de cautionnement mutuel ;

Vu la lettre n° 09-13 MSP/DS/SSIM/HOP.TAIO-R du 20 février 2009 ;

Vu l'avis conforme du payeur de la Polynésie française en date du 24 mars 2009,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 3346 MFR du 6 avril 1993 modifié est complété comme suit :

“Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualités auprès du receveur du centre de chèques postaux de Taiohae (Nuku Hiva, îles Marquises).”

Le reste sans changement.

Art. 2. — Le présent arrêté prend effet à compter de sa parution au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — Le directeur des finances et de la comptabilité et le payeur de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er avril 2009.
Georges PUCHON.

Par arrêté n° 37 MEF du 30 mars 2009. — Dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou au développement d'entreprises, les entreprises désignées ci-après sont attributaires des aides suivantes :

Identité du bénéficiaire	Dénomination de l'entreprise	Montant de l'aide accordée (en F CFP)	Frais de stage initiation gestion entreprise (en F CFP)
Aides IDV :			
Cédrik Erik Brocard	Bus-Stop	1 500 000	-
Gérard Chaune	Auto-école Vénus	1 000 000	24 000
Teraimateata Louise Cheung Sap	Pachoumi créations	240 000	-
Raphaël Chong	Atelier Raja	1 500 000	-
Solange Dufau	-	250 000	-
Francis Durietz	-	500 000	-
Nestor Hopara	Remuera jardinage	200 000	-
Jacques Navarro-Rovira	Beau geste	1 000 000	-
Stellio Hippolyte Roo Pea	Menuiserie Vaiaea	500 000	24 000
Stina Poetai	Ramatarii couture	350 000	-
Diane Temanaha	-	250 000	24 000
Aides Tuamotu-Gambier :			
Cécilia Katomea Tegaripa épouse Tehuitua	Snack Kurariki	2 500 000	40 000
Nicole Teriitemataua	Snack Heimiri	1 500 000	-
Aides Marquises :			
Léonard Aharau	Lanihei	310 000	40 000
Napoléon Gilmore	Napo créations	500 000	-
Dominique Kaiha	Tikioani	400 000	40 000
Aides Australes :			
Raymond Barsinas	Keretu	290 000	-
Edouard Tihoni	-	700 000	-
Prises en charge de stages :			
Valérie Auclert épouse Lamotte		-	24 000
Rebecca Audran épouse Roesler		-	24 000
Léonard Ahurau		-	40 000
Lise Cowan		-	24 000
Laetitia Valérie Duwat		-	40 000
Martine Fiu		-	40 000
Henriette Ganahoa Faatau		-	24 000
Sylvie Hapipi Kaiha		-	40 000
Jean-Jacques Hokaupoko		-	40 000
Eulalie Kohumoetini Bruneau		-	40 000
Rataro Ohotoua		-	40 000
Heiarii Puairau Fiu		-	40 000
Jeremia Punu		-	33 000
Fabrice Tevauvira représenté par Mlle Raina Barff		-	33 000
Tutea Utia		-	40 000
Ingrid Vohi		-	24 000
Total aides IDV :		7 290 000	
Total aides Tuamotu-Gambier :		4 000 000	
Total aides Marquises :		1 210 000	
Total aides Australes :		990 000	
Total aides ACDE :		13 490 000	
Total frais de stage :			738 000

Les aides dont le montant s'élève à *treize millions quatre cent quatre-vingt-dix mille francs CFP* (13 490 000 F CFP) sont à imputer au chapitre 966, sous-chapitre 966-03, article 652-5.

Les entreprises doivent dans les douze mois qui suivent le versement de la subvention, produire auprès du service de développement de l'industrie et des métiers les justificatifs de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté. A défaut de production de justificatifs ou dans le cas où la subvention a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

MINISTÈRE DU TOURISME

ARRETE n° 16 MTE du 1er avril 2009 portant délégation de signature à M. Georges Peni, directeur de cabinet auprès du ministre du tourisme et de l'économie numérique.

Le ministre du tourisme et de l'économie numérique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 12-2009 APF/SG du 11 février 2009 portant proclamation du Président de la Polynésie française, M. Oscar Temaru ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 272 PR du 17 février 2009 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme et de l'économie numérique ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du Président du gouvernement et des membres du gouvernement et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet ;

Vu l'arrêté n° 570 PR du 11 mars 2009 portant nomination de M. Georges Peni en qualité de directeur de cabinet auprès du ministre du tourisme et de l'économie numérique,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Georges Peni, directeur de cabinet du ministère du tourisme et de l'économie numérique à l'effet de signer au nom du ministre du tourisme et de l'économie numérique, dans la limite de ses attributions, tout acte ou document nécessaire à l'exécution des instructions du ministre, et plus particulièrement :

- 1° Les actes et documents relatifs à la gestion des services, établissements publics et organismes sous la tutelle du ministère ;
- 2° Les ordres de déplacement et réquisitions des chefs des services placés sous la tutelle du ministère et les ordres de déplacement des agents de ces mêmes services ;
- 3° Les actes d'administration ci-après du personnel de cabinet du ministre du tourisme et de l'économie numérique :
 - congés de toute nature ;
 - déplacements à l'intérieur de la Polynésie française ;
 - certificats de travail et attestations par la réglementation sociale du travail.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à M. Georges Peni, directeur de cabinet à l'effet de signer au nom du ministre du tourisme et de l'économie numérique, dans la limite de ses attributions, les engagements, certificats de service fait, liquidations ainsi que toutes correspondances et pièces justificatives des dépenses imputées sur les budgets alloués au cabinet et, le cas échéant, aux services rattachés au ministère.

Art. 3.— Délégation de signature est donnée à M. Georges Peni, directeur de cabinet à l'effet de signer au nom du ministre du tourisme et de l'économie numérique, dans la limite de ses attributions, pour certifier, sous la responsabilité de ce dernier le caractère exécutoire des actes émis en application des dispositions de l'arrêté n° 429 du 6 mars 2001.

Art. 4.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Georges Peni, directeur de cabinet du ministre du tourisme et de l'économie numérique, les délégations prévues aux articles 1er, 2 et 3 sont dévolues à M. Lucien Yau, conseiller technique.

Art. 5.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er avril 2009.
Jacqui DROLLET.

Par arrêté n° 14 MTE du 25 mars 2009.— Une licence de navigation charter professionnelle est attribuée à l'escapade charter EURL, n° RC : 07182 B, N° TAHITI : 826214, pour le voilier Ti'motu sous réserve de l'importation du navire (mise à la consommation).

Cette autorisation valable pour une année, est renouvelable par tacite reconduction dans les conditions définies à l'article 5.2 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée.

Par arrêté n° 15 MTE/SPT du 25 mars 2009.— Les fréquences 434,8 MHz, 434,9 MHz, 444,8 MHz et 444,9 MHz sont assignées à la société RFO Polynésie, représentée par M. Serge Sulpice-Timothée.

Le titulaire de l'autorisation accorde toute facilité à l'administration afin de recueillir directement ou indirectement toute information relative à son installation.

Nonobstant les éventuelles sanctions prévues par les articles D. 214-2 et D. 214-4 du code des postes et télécommunications, il est procédé à la suppression de l'autorisation dans les cas suivants :

- usage non conforme au présent cahier des charges ;
- modification des caractéristiques du réseau qui n'a pas fait l'objet d'une autorisation.

La présente autorisation, personnelle et incessible, est délivrée pour la période du 25 mars au 4 avril 2009.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI,
DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

ARRETE n° 379 MTF/PEL du 31 mars 2009 portant nomination des membres du jury du concours externe, sur titres avec épreuves, pour le recrutement de 25 médecins de catégorie A, relevant de la fonction publique de la Polynésie française.

Le ministre du travail, de l'emploi, de la fonction publique et de la formation professionnelle,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 274 PR du 17 février 2009 modifié relatif aux attributions du ministre du travail, de l'emploi, de la fonction publique et de la formation professionnelle ;

Vu l'arrêté n° 1 MTF du 19 février 2009 portant délégation de signature aux agents du service du personnel et de la fonction publique ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-241 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emploi des médecins de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 286 CM du 17 mars 1997 modifié relatif au concours de recrutement des fonctionnaires du cadre d'emploi des médecins de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1475 CM du 16 octobre 2008 portant ouverture de concours, relevant de la filière santé et de la filière socio-éducative, sportive et culturelle, pour le recrutement de fonctionnaires de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 12 MTF/PEL du 24 février 2009 modifié portant ouverture et organisation matérielle d'un concours externe, sur titres avec épreuves, pour le recrutement de 25 médecins de catégorie A, relevant de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Sont nommés membres du jury du concours susvisé, les personnes dont les noms suivent :

- M. Bruno Lonjon, chef du service du personnel et de la fonction publique ou son représentant, *président* ;
- Mme Yolande Vernaudeau, inspecteur général de l'administration de la Polynésie française ou son représentant ;
- Mme Mareva Tourneux, directrice de la santé ou son représentant ;
- M. Daniel Dumont, personnalité qualifiée dans le domaine concerné par le concours ;
- M. François Laudon, personnalité qualifiée dans le domaine concerné par le concours ;
- Mme Marie-Odile Blondey épouse Huin, fonctionnaire appartenant au cadre d'emploi des médecins.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 mars 2009.
Pour le ministre et par délégation :
*Le chef du service du personnel
et de la fonction publique,*
Bruno LONJON.

ARRETE n° 409 MTF du 1er avril 2009 proclamant les résultats du concours externe, sur titres avec épreuves, interne et intégration sur épreuves, pour le recrutement de 25 assistants socio-éducatifs de catégorie B, relevant de la fonction publique de la Polynésie française.

Le ministre du travail, de l'emploi, de la fonction publique et de la formation professionnelle,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 274 PR du 17 février 2009 modifié relatif aux attributions du ministre du travail, de l'emploi, de la fonction publique et de la formation professionnelle ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-236 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emploi des assistants socio-éducatifs de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 252 CM du 14 décembre 2004 modifié fixant les modalités, la nature et le programme des épreuves du concours de recrutement des assistants socio-éducatifs du cadre d'emploi des médecins de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1475 CM du 16 octobre 2008 portant ouverture de concours, relevant de la filière santé et de la

filière socio-éducative, sportive et culturelle, pour le recrutement de fonctionnaires de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2055 MEF du 10 décembre 2008 portant ouverture et organisation matérielle d'un concours externe, sur titres avec épreuves, interne et intégration sur épreuves, pour le recrutement de 25 assistants socio-éducatifs de catégorie B, relevant de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 206 MEE du 10 février 2009 portant nomination des membres du jury du concours externe, sur titres avec épreuves, interne et intégration, pour le recrutement de 25 assistants socio-éducatifs de catégorie B, relevant de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal n° 1765 MTF/PEL du 19 février 2009 ;

Vu le procès-verbal n° 4273 MTF/PEL du 25 mars 2009 ;

Vu le procès-verbal n° 4274 MTF/PEL du 25 mars 2009 ;

Vu le procès-verbal n° 4276 MTF/PEL du 25 mars 2009,

Arrête :

Article 1er. — Sont déclarés admis au concours externe, sur titres avec épreuves, interne et intégration sur épreuves, pour le recrutement de 25 assistants socio-éducatifs de catégorie B, relevant de la fonction publique de la Polynésie française, les candidats dont les noms suivent (par spécialité et par ordre de mérite) :

En externe

- *Pour la spécialité assistant de service social :*

Sur liste principale d'aptitude : Mme Annick Wong Tam Fook épouse Manaore ; Mlles Tilda Maruhi ; Moihara Tupana ; Rauana Morris ; Gladis Teauna ; Avearii Tama ; M. Pierre Groche ; Mlles Moerani Amaru et Nadine Resnay.

Sur liste complémentaire d'aptitude : Mlles Teragi Teriipaia ; Roma Lucas et Amélie Pons.

- *Pour la spécialité éducateur spécialisé :*

Sur liste principale d'aptitude : Mme Titaina Tunutu épouse Contios ; MM. Mika Richmond ; Moeava Utia ; Mlle Heipua Tehei ; Mme Tehere Guillots épouse Torohia ; Mlle Heipua Piu ; MM. Alexis Buestel ; Roger Quintard ; Mlles Rachel Tematua ; Ellen Gatineau et M. Bernard Lenoir.

Sur liste complémentaire d'aptitude : Mlle Christine Marcantoni ; Mme Tineia Teata épouse Lee et Mlle Sylvia Shing Soi.

- *Pour la spécialité conseiller en économie sociale et familiale :*

Sur liste principale d'aptitude : Mlle Josée Delsout.

En interne

- *Pour la spécialité assistant de service social :*

Sur liste principale d'aptitude : Mlles Emma Vanaa et Teani Ihopu.

- *Pour la spécialité éducateur spécialisé :*

Sur liste principale d'aptitude : M. Ludovic Dupont et Mme Heinui Tutavae épouse Haumani.

En intégration : Infructueux.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 mars 2009.

Pour le ministre et par délégation :
*Le chef du service du personnel
et de la fonction publique,*
Bruno LONJON.

MINISTÈRE DES RESSOURCES DE LA MER

Par arrêté n° 22 MRM/PRL du 27 mars 2009. — L'article 2 de l'arrêté n° 116 MER/PRL du 27 février 2006 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Georges Tiaini Ateo à l'usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, est modifié ainsi qu'il suit :

"Art. 2. — L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 2 800 litres d'essence sans plomb".

Par arrêté n° 23 MRM/PRL du 27 mars 2009. — L'article 2 de l'arrêté n° 102 MPR/PRL du 5 décembre 2007 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mme Joséphine Teapiki épouse Teakarotu à l'usage de son exploitation perlicole sise aux Gambier, est modifié ainsi qu'il suit :

"Art. 2. — L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 1 200 litres d'essence sans plomb et à 600 litres de gazole".

Par arrêté n° 24 MRM/PRL du 27 mars 2009. — L'article 2 de l'arrêté n° 35 MPP du 17 janvier 2005 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de Mme Mere Mariteragi épouse Dauphin à l'usage de son exploitation perlicole sise à Katiu, est modifié ainsi qu'il suit :

"Art. 2. — L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 2 000 litres d'essence sans plomb".

Par arrêté n° 25 MRM/PRL du 27 mars 2009. — L'article 2 de l'arrêté n° 181 MPP du 23 février 2005 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de Mme Augustine Terava Toae épouse Maro à l'usage de son exploitation perlicole sise à Fakarava, est modifié ainsi qu'il suit :

"Art. 2. — L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 3 400 litres d'essence sans plomb".

Par arrêté n° 26 MRM/PRL du 27 mars 2009. — L'article 2 de l'arrêté n° 158 MER/PRL du 3 mars 2006 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mlle Sandra Moea Pang Fat à l'usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, est modifié ainsi qu'il suit :

“Art. 2.— L’agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 1 600 litres d’essence sans plomb et à 1 200 litres de gazole”.

Par arrêté n° 27 MRM du 1er avril 2009.— Il est octroyé à l’EURL Ocean Products Tahiti représentée par sa gérante Mme Christine Mao Keo épouse Moarii un agrément en qualité de mareyeur.

Cet agrément est valable deux ans à compter de la date du présent arrêté.

A la date anniversaire de l’obtention de l’agrément, l’EURL Ocean Products Tahiti doit fournir annuellement un état de situation de son activité.

**MINISTÈRE DE L’ÉDUCATION,
DE L’ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE, DE LA CULTURE
ET DE L’ARTISANAT**

Par arrêté n° 96 MEE du 26 mars 2009.— L’autorisation accordée à M. Eric Conte par arrêté n° 21 MCP du 18 novembre 2008 pour effectuer une campagne de fouilles archéologiques au lieu-dit Hane, dans la commune de Ua Huka, île de Ua Huka, archipel des Marquises, est prorogée jusqu’au 28 février 2009.

Par arrêté n° 97 MEE du 26 mars 2009.— M. Michel Charleux est autorisé à effectuer une campagne de prospections et sondages sur l’île de Eiao, dans la commune associée de Taiohae, commune de Nuku Hiva, archipel des Marquises.

Cette autorisation est donnée pour une période allant du 1er avril au 31 décembre 2009.

Ce travail de recherches archéologiques est conduit sous le contrôle du service de la culture et du patrimoine.

La liste détaillée de l’ensemble des vestiges exhumés à l’occasion de cette campagne, sera remise au service de la culture et du patrimoine dès la fin des travaux de terrain. Le rapport final sera remis au service de la culture et du patrimoine en 4 exemplaires originaux au plus tard 6 mois à compter du terme de la campagne de fouilles.

Les vestiges mobiliers découverts seront remis au dépôt au service de la culture et du patrimoine.

A des fins d’analyse, d’étude et de datation dans des laboratoires extérieurs, des échantillons de charbons et de sédiments, des vestiges lithiques et des vestiges de faune et flore pourront faire l’objet d’une autorisation d’exportation temporaire octroyée par le service de la culture et du patrimoine. Cette autorisation précitée mentionnera les conditions liées à cette exportation temporaire ainsi que les délais de transmission des résultats scientifiques.

Le présent arrêté peut être immédiatement annulé en cas de non-respect des dispositions susmentionnées, conformément aux articles D. 154-2 et suivants du code de l’aménagement de la Polynésie française.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Par arrêté n° 53 MSP du 30 mars 2009.— Suite à la visite de conformité en date du 19 mars 2009, Mme Suzanne-Miri Teipoarii est autorisée à ouvrir et exploiter, pour une durée de quatre mois, l’établissement Chez Miri Délices sis à Taravao centre, lotissement Afaahiti pour les activités suivantes : préparation et vente à emporter de plats cuisinés à base de poissons, de chair de bœuf et de cocos, soit une production de 150 plats par semaine et de 50 litres de lait de coco par semaine. Opérations de tranchage, de cuisson, de congélation-décongélation, de conditionnement-déconditionnement, d’emballage et utilisation de légumes bruts.

L’autorisation d’ouverture et d’exploitation de l’établissement Chez Miri Délices est enregistrée au Centre d’hygiène et de salubrité publique sous le numéro AT 0018.

Conformément au troisième alinéa de l’article 5 de l’arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006, à l’issue de cette période probatoire, si les conditions sanitaires sont satisfaites, l’autorisation est confirmée. Dans le cas contraire, l’autorisation provisoire peut être soit prolongée pour une période de trois mois renouvelable, soit retirée.

Par arrêté n° 56 MSP du 1er avril 2009.— Suite à la visite de conformité en date du 16 mars 2009, Mme Kalolaine Foliaki épouse Pani est autorisée à ouvrir et exploiter, pour une durée de quatre mois, l’établissement Roulotte Chez Alohalani, 112390 P, sis à Mahina, PK 10,800, parking école Hitimahana pour les activités suivantes : préparation et vente quotidienne à emporter ou à consommer sur place de 30 plats cuisinés. Opérations de tranchage, de cuisson, de congélation-décongélation, de conditionnement-déconditionnement, d’emballage et utilisation de légumes bruts.

L’autorisation d’ouverture et d’exploitation de l’établissement Roulotte Chez Alohalani, 112390 P, est enregistrée au Centre d’hygiène et de salubrité publique sous le numéro A 1242.

Conformément au troisième alinéa de l’article 5 de l’arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006, à l’issue de cette période probatoire, si les conditions sanitaires sont satisfaites, l’autorisation est confirmée. Dans le cas contraire, l’autorisation provisoire peut être soit prolongée pour une période de trois mois renouvelable, soit retirée.

Par arrêté n° 57 MSP/DS du 1er avril 2009.— Dans l’article 1er de l’arrêté n° 36 MSP/DS du 23 mars 2009, dans la liste des étudiants autorisés à suivre la deuxième année de formation d’infirmier(ère) à l’IFSI “Mathilde-Frébault” à la rentrée scolaire 2008-2009 (promotion 2007-2010), au n° 14 :

Au lieu de : Sabine Lazarevitch épouse Perilhou ;
Lire : Tooreia Langomazino.

Par arrêté n° 58 MSP du 1er avril 2009.— Suite à la visite de conformité en date du 19 mars 2009, Mme Elvina Teinaore est autorisée à ouvrir et exploiter, pour une durée de quatre mois, l’établissement Snack Haunui sis à Taravao, PK 60, côté montagne (à côté de la CPS) pour les activités suivantes : préparation et vente à emporter de plats cuisinés, des casse-

croûte et de pâtisserie, soit environ 20 plats par jour, 5 gâteaux par jour et 250 casse-croûte par jour. Opérations de tranchage, de cuisson, de congélation-décongélation, de conditionnement-déconditionnement, d'emballage et utilisation de légumes bruts.

L'autorisation d'ouverture et d'exploitation de l'établissement Snack Haunui est enregistrée au Centre d'hygiène et de salubrité publique sous le numéro AT 0045.

Conformément au troisième alinéa de l'article 5 de l'arrêté n° 1115 CM du 6 octobre 2006, à l'issue de cette période probatoire, si les conditions sanitaires sont satisfaites, l'autorisation est confirmée. Dans le cas contraire, l'autorisation provisoire peut être soit prolongée pour une période de trois mois renouvelable, soit retirée.

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'URBANISME

Par arrêté n° 101 MEP du 25 mars 2009.— Est autorisée, au profit de la commune de Papeete, l'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public fluvial, d'une emprise de 620 mètres carrés, situé au droit des terres Fenaute et Otioitiroa, lots n° 1 et n° 2, section EY n° 79 et DD n° 33 sis dans la vallée de Tipaerui, commune de Papeete.

Cette occupation est destinée à la construction d'un ouvrage de franchissement sur la rivière Tauapu, un affluent de la rivière Tipaerui afin de desservir les terres Fenaute et Otioitiroa sur lesquels seront réalisés des projets à vocation résidentielle.

Et tel que le tout figure sur le plan de masse, dossier n° 26-07, réalisé par la société Huin Topo le 28 novembre 2007 et modifié le 11 août 2008, joint à la demande de l'intéressée.

La présente autorisation est consentie sous les clauses et conditions suivantes que la commune de Papeete s'engage à respecter :

- 1° Elle sera seule tenue à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;
- 2° Elle fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 3° Elle sollicitera les autorisations administratives des travaux immobiliers auprès du service de l'urbanisme pour les aménagements précités ;
- 4° Elle devra impérativement et au préalable avertir la direction de l'équipement, groupement d'étude et de gestion du domaine public, de toute intervention sur le domaine public fluvial.

La bénéficiaire devra prendre compte toutes les recommandations de l'étude hydraulique réalisée par la société H2O ingénierie au mois de mai 2008 et les prescriptions techniques de l'arrondissement infrastructure de la direction de l'équipement, à savoir :

- 1° Equiper la rivière Tauapu, en amont du pont projeté, d'un bassin écrêteur de crue réalisé afin de compenser l'incidence du lotissement Arevareva sur les eaux de ruissellement ;
- 2° Dimensionner l'ouvrage de franchissement, dont l'ordre de grandeur de hauteur d'eau admissible, sera un marnage centennal ;
- 3° Entretenir l'occupation sollicitée (curage en début de saison humide et après chaque crue importante).

A l'achèvement des travaux, un plan de récolement complet (fil d'eau) devra être produit pour la direction de l'équipement, groupement d'études et de gestion du domaine public, en vue de la délivrance du certificat de conformité.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, le ministre pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages et intérêts.

Par arrêté n° 102 MEP du 25 mars 2009.— Est autorisé l'empiétement sur la servitude de curage d'un exutoire, d'une superficie de 14 mètres carrés, attenant aux deux parcelles de terres cadastrées section AR n° 47 et n° 100, section Nunue, commune de Bora Bora, au profit de M. Antoine Chune.

Et tel que le tout figure sur l'extrait du plan d'ensemble, établi par l'architecte M. Philippe Monguilon au mois d'août 2008, et joint à la demande de l'intéressé.

La présente autorisation est destinée à la construction d'un centre commercial.

La présente autorisation est consentie sous les clauses et conditions suivantes que l'intéressé s'engage à respecter, à savoir :

- 1° Il sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation pourrait entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;
- 2° Il sollicitera les autorisations administratives des travaux immobiliers auprès du service de l'urbanisme pour l'édification du centre commercial ;
- 3° Il fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 4° Il assurera le curage de l'exécutoire et devra, au préalable, avertir la direction de l'équipement, groupement d'étude et de gestion du domaine public, de toutes autres interventions sur le domaine public fluvial ;
- 5° A l'issue des travaux, il sera tenu de transmettre un plan de récolement complet à la direction de l'équipement, groupement d'étude et de gestion du domaine public.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, le ministre pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages et intérêts.

Par arrêté n° 105 MEP du 25 mars 2009.— L'arrêté n° 150 CM du 29 janvier 2009 autorisant l'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public routier sis à Punaauia au profit de M. Richard Pansi est abrogé.

La redevance afférente à l'autorisation, mentionnée ci-dessus, n'est pas exigée compte tenu de la non-occupation des lieux par M. Richard Pansi.

Par arrêté n° 106 MEP du 25 mars 2009.— Sont autorisés, au profit de M. Georgy Hellouin, la déviation et les travaux d'aménagement du cours d'eau, d'une superficie de 380 mètres carrés, situé au droit du domaine Noho Ahu, cadastré section W6 n° 707, sis commune de Mahina.

Cette occupation est destinée à la réalisation du comblement d'un thalweg, d'une longueur linéaire de 317 mètres, sur lequel sera implantée la route de desserte des différents lots, dans le cadre de l'extension du lotissement Hameau de Mahinarama.

Et tel que le tout figure sur les plans d'ensemble des ouvrages hydrauliques du bureau d'étude Haaviti, du mois d'avril 2008, joints à la demande de l'intéressé.

La présente autorisation est consentie sous les clauses et conditions suivantes que M. Georgy Hellouin s'engage à mettre en œuvre, à court terme et à long terme :

- 1° Il sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation pourrait entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;
- 2° Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 3° Il sollicitera les autorisations administratives des travaux immobiliers auprès du service de l'urbanisme pour l'aménagement précité ;
- 4° A l'achèvement des travaux, un plan de récolement complet (fil d'eau) devra être transmis à la direction de l'équipement, groupement d'études et gestion du domaine public, en vue de la délivrance du certificat de conformité ;
- 5° Enfin, il devra impérativement et au préalable avertir la direction de l'équipement de toute autre intervention sur le domaine public.

L'intéressé devra se conformer aux mesures compensatoires suivantes :

1° Pendant la phase travaux :

- éviter les travaux de terrassement pendant les périodes des pluies qui s'étalent de décembre à mars ;
- favoriser la revégétalisation après le terrassement pour limiter le phénomène d'érosion des surfaces mises à nu (talus, plate-forme) ;
- dévier les eaux pluviales vers le bassin d'orage prévu à cet effet.

2° Pour le projet :

- mettre en place les buses béton de diamètre 1 000 millimètres enterrées ;
- en amont de l'extension, un ouvrage de raccordement reste à créer ;
- garder en rive gauche le fossé en terre existant de 1,20 mètre x 1 mètre, qui sera aménagé pour éviter tout affouillement de l'ouvrage (protection du talus) ;
- mettre en place en rive droite :
 - deux buses en diamètre 400 millimètres, et mettre deux caniveaux pluviaux en 0,8 mètre x 0,6 mètre pour faire la jonction avec la conduite enterrée ;

- un caniveau pluvial en 0,8 mètre x 0,6 mètre pour faire la jonction entre la conduite enterrée et la buse de 800 millimètres déjà existante ;
- mettre en place les ouvrages de chute de diamètre 1 000 millimètres et 1 200 millimètres avec des auges de réception, situées respectivement entre les premières terrasses loties et les terrasses plus en aval ;
- raccordement pluvial sur le thalweg existant, et infrastructure hydraulique déjà existante :
 - pièges à sédiment à conforter ;
 - respect du décanteur ;
 - respect du bassin d'orage ;
- pour l'exploitation future de ces aménagements hydrauliques (curage en début de saison humide et après chaque crue importante), le pétitionnaire aura une obligation d'entretien.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, l'autorité compétente pourra résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux.

Par arrêté n° 107 MEP du 25 mars 2009.— Est autorisée, au profit de la SCI Pistache, l'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public fluvial, d'une emprise de 10 mètres carrés, situé au droit du domaine Terua, lot n° A5, parcelle cadastrée section E n° 139, sis dans la commune de Arue.

Cette occupation est destinée à la construction d'un ouvrage de franchissement pour desservir la parcelle de terre de l'intéressée.

Et tel que le tout figure sur la notice d'impact réalisée par la Société d'études et de développement polynésien au mois de juin 2008, joint à la demande de l'intéressée.

La présente autorisation est consentie sous les clauses et conditions suivantes que la SCI Pistache s'engage à respecter :

- 1° Elle sera seule tenue à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;
- 2° Elle fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;
- 3° Elle sollicitera les autorisations administratives des travaux immobiliers auprès du service de l'urbanisme pour les aménagements précités ;
- 4° Elle assurera le curage du cours d'eau au droit de la propriété citée ci-dessus et devra impérativement et au préalable, avertir la direction de l'équipement de toute intervention sur le domaine public fluvial.

La SCI Pistache devra prendre en compte toutes les recommandations de l'étude hydraulique réalisée par la Société d'études et de développement polynésien (SEDEP) au mois de juin 2008 et les prescriptions techniques de l'arrondissement infrastructure de la direction de l'équipement, à savoir :

- 1° Raccorder le réseau de collecte des eaux pluviales des plates-formes à la rivière en respectant la section hydraulique en aval ;

- 2° Mettre en œuvre un coursier en béton 2 mlh x 1,70 mlh, dans le lit du thalweg ;
- 3° Mettre en place une risberme de 0,5 mètre pour éviter l'érosion des berges et assurer la sécurité des plates-formes ;
- 4° Mettre en place des berges en rives gauche et droite enrochées et de fruit de 1/5 (H/V) ;
- 5° Protéger les têtes amont et aval par une parafouille de 1,20 mètre, et le talus par des murs en aile ;
- 6° Réaliser quatre (4) seuils renforcés par des enrochements bétonnés pour diminuer la vitesse d'écoulement ;
- 7° Mettre en œuvre un pont de 4,50 ml x 4 ml, dimensionné pour écouler au moins la crue centennale de projet calculée ;
- 8° Respecter l'emprise du domaine public routier, aucun élément du projet ne devra empiéter sur des emprises privées ;
- 9° Respecter la servitude de curage de 5 mètres de large de part et d'autre du domaine public fluvial.

A l'achèvement des travaux, un plan de récolement complet (fil d'eau) devra être produit pour la direction de l'équipement, groupement d'études et de gestion du domaine public, en vue de la délivrance du certificat de conformité.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, l'autorité compétente pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages et intérêts.

Par arrêté n° 108 MEP du 25 mars 2009.— L'alinéa 1er de l'article 1er de l'arrêté n° 81 CM du 21 janvier 2009 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public fluvial sis dans la commune de Arue au profit de Mme Cruz Grand est ainsi rédigé :

"Est autorisée, au profit de Mme Cruz Grand, l'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public fluvial d'une emprise de 10 mètres carrés situé au droit du domaine Terua, lot A5, cadastrée section E n° 138 sis dans la commune de Arue."

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 109 MEP du 25 mars 2009.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Ahototeina (plan n° 10) nécessaire à la réalisation du carrefour giratoire de la pointe Vénus, dans la commune de Mahina. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : M. Paul Arai ;

Indemnités à déconsigner : 6 041 F CFP.

Par arrêté n° 110 MEP du 25 mars 2009.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 24) et PV 427 (plan 30) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-dessous (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner		Bénéficiaire
Plan 24	Plan 30	
27 953	20 291	M. Iopa Tiareura

Par arrêté n° 111 MEP du 25 mars 2009.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42) et PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-dessous (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner en F CFP				Bénéficiaire
Plan 42	Plan 46	Plan 48	Plan 50	
665	326	441	6 578	M. Iopa Tiareura

Par arrêté n° 112 MEP du 25 mars 2009.— Est autorisée la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre cadastrées sous les références CB 12, CB 13, CB 14 et CB 15 nécessaires à la réalisation d'un centre d'enfouissement technique dans l'île de Bora Bora. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Parcelles	Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaire
CB 12	832 957	M. Siegfried Haack
CB 13	3 387 328	
CB 14	17 857	
CB 15	1 210 137	

Par arrêté n° 113 MEP du 25 mars 2009.— Le tableau contenu à l'article 1er de l'arrêté n° 66 MEP du 17 mars 2009 est remplacé ainsi qu'il suit :

N° de plan	Indemnités à déconsigner en F CFP	Bénéficiaires
Plan 16	10 589	M. Yaniss Taaroa Jay (bf 2.6.1.1)
Plan 19	6 605	
Plan 16	10 589	Mlle Leylana Jay (bf 2.6.1.2)
Plan 19	6 605	
Plan 16	10 589	Mlle Moeani Gaëlle Jay (bf 2.6.1.3)
Plan 19	6 605	
Plan 16	10 589	Mlle Hina Jay (bf 2.6.1.4)
Plan 19	6 605	

Le reste sans changement.

**MINISTERE DES TRANSPORTS TERRESTRES,
AERIENS ET MARITIMES**

Par arrêté n° 11 MTT du 1er avril 2009.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté

n° 1621 CM du 24 novembre 2000 portant octroi d'une licence d'armateur à la Société de navigation des Tuamotu pour l'exploitation du navire Saint-Xavier-Maris-Stella III sur la desserte maritime régulière des Tuamotu-Ouest, en remplacement du Saint-Xavier-Maris-Stella, le navire Saint-Xavier-Maris-Stella III est autorisé à desservir l'île de Katiu lors de son voyage n° 6-09 du 31 mars 2009 pour le transport d'une pelle hydraulique sur chenille PM 840 de 25 tonnes et d'un camion à benne Mercedes de 15 tonnes pour le compte de la direction de l'équipement, subdivision des Tuamotu-Gambier.

Cette autorisation exclut toute autre opération commerciale, sans lien direct avec l'objet du présent arrêté.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE n° 16 MEV du 27 mars 2009 autorisant le port autonome de Papeete représenté par son directeur général M. Patrick Bordet à installer et exploiter les équipements techniques de la gare maritime, sise sur la commune de Papeete (établissement de 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement,

Arrête :

Article 1er.— Le port autonome, représenté par son directeur M. Patrick Bordet est autorisé à installer et exploiter les équipements techniques participant au fonctionnement de la gare maritime sur la commune de Papeete, sur les parcelles cadastrales suivantes :

Terre	Commune	Section	Numéro parcelle	Superficie	Propriétaire
Atimatai (quai) Lot A (1)	Papeete	AM	63	11 704 m ²	Territoire Polynésie
Atimatai (quai) Lot A (2)	Papeete	AM	64	809 m ²	Territoire Polynésie affectée au port autonome
Atimatai (quai) Lot B	Papeete	AM	59	3 682 m ²	Territoire Polynésie affectée au GIP

La circonscription portuaire du port autonome de Papeete est définie dans l'arrêté n° 1466 CM du 24 décembre 1997 relatif à la circonscription géographique dite "circonscription portuaire" du port autonome de Papeete.

Titre Ier - Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'établissement relève de la 2e classe des installations classées. Les installations présentes sur le site se composent de la façon suivante :

Rubrique	Intitulé	Description des installations du site	Classe
118	Groupes électrogènes La puissance totale de l'installation est : 2° Supérieure ou égale à 10 kVA mais inférieure à 200 kVA	Un groupe électrogène de secours de 165 kVA Réservoir associé de gazole (liquides de 2e catégorie) : 290 litres	2
172	Parc de stationnement couvert et garages hôtels de véhicules à moteur Dont la surface est : 2° Supérieure ou égale à 1 000 m ² mais inférieure à 5 000 m ²	Parking de stationnement de 135 véhicules pour une superficie de 1 918 m ²	2
189	Réfrigération et compression (installation de) Fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar 2° Dans tous les autres cas, la puissance absorbée est : b) Supérieure ou égale à 10 kW mais inférieure à 200 kW	Centrale froid pour le fonctionnement des climatisations d'une puissance installée de 69,7 kW située dans un fare technique- Fluide frigorigène : R410A	2

Titre II - Dispositions générales

Art. 3.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Art. 4.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 5.— Le site est implanté et exploité conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Art. 6.— L'exploitant établit et tient à jour un dossier installation classée comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté d'autorisation initial et les arrêtés complémentaires ;
- les résultats des mesures sur les effluents, le bruit, les rapports de visites et de contrôles périodiques ;
- les documents énoncés et prévus dans le présent arrêté ;
- le registre d'exploitation visé à l'article 50.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des organismes chargés des contrôles périodiques.

Art. 7.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompier est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence.

Art. 8.— L'exploitant est soumis à l'ensemble des prescriptions du livre II, titre II du code de l'environnement, et en particulier, celles qui sont relatives au changement d'exploitant, à la caducité de l'arrêté, aux éventuelles modifications des installations, à la cessation d'activité et à la déclaration des accidents.

Titre III - Prescriptions relatives au groupe électrogène et à son local

Art. 9.— Le local abritant le groupe électrogène devra avoir les caractéristiques de degré de résistance au feu suivant :

- plancher haut (si surmonté d'étages) et parois coupe-feu de degré (2) deux heures ;
- couverture incombustible (si le local n'est pas surmonté d'étages).

Si le local se trouve dans un établissement recevant du public, la porte devra être coupe-feu de degré (1) une heure, munie de ferme-portes.

Si le local est isolé des tiers, la porte devra être pare-flammes de degré (1/2) une demi-heure.

Art. 10.— Le local sera muni de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pour permettre, en cas d'accident, l'évacuation du personnel.

L'entrée sera interdite à toute personne étrangère au service.

Art. 11.— La ventilation sera assurée (si nécessaire par un dispositif mécanique) de façon à éviter à l'intérieur du local toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive.

Art. 12.— Des "pièges à sons" devront être ajoutés aux ouvertures de ventilation.

Art. 13.— L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits suspects ou de vibrations anormales, susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Art. 14.— L'isolation phonique interne devra intéresser les portes métalliques et la toiture.

Art. 15.— La structure des conduits d'évacuation des gaz de combustion devra être en matériaux incombustibles. Les conduits devront être placés dans des gaines ayant un degré coupe-feu de traversée de 120 mm, lorsqu'ils traverseront des locaux habités ou occupés par des tiers.

Leurs matériaux seront suffisamment isolants pour que le voisinage ne soit pas incommodé par la chaleur.

On veillera particulièrement à l'étanchéité et à la résistance des joints.

Art. 16.— Les installations électriques devront répondre à la norme NF C 15-100, et faire l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant.

Art. 17.— Les installations électriques seront entretenues en bon état ; elles seront périodiquement contrôlées par un technicien ou installateur compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 18.— Lorsque le local se trouve dans un établissement recevant du public, sont obligatoires :

- des dispositifs distincts pour les installations de remplacement ;
- un éclairage de sécurité à commande manuelle, constitué par des blocs autonomes.

Art. 19.— Des dispositifs nécessaires pour permettre en cas de besoin de mettre hors tension l'installation électrique devront être pourvus. Ils doivent être facilement accessibles en partant de la voie publique.

Art. 20.— Lorsqu'il s'agit de combustibles liquides de 1^{re} catégorie (point éclair inférieur à 55 °C), la quantité de combustibles autorisée dans la salle du groupe est limitée à 15 litres si l'installation de ce dernier est faite par gravité et à 50 litres si elle est assurée par une pompe à partir d'un réservoir placé en contrebas du groupe.

En aucun cas, le remplissage des réservoirs placés dans la salle du groupe ne doit être assuré automatiquement.

Art. 21.— Lorsqu'il s'agit de combustibles liquides de 2^e catégorie (point éclair compris entre 55 °C et 100 °C), la quantité de combustibles autorisée dans la salle du groupe est limitée à 400 litres en réservoirs fixes.

Tout stockage en réservoirs fixes doit être installé suivant les règles techniques relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, même lorsque sa capacité n'atteint pas le seuil de classement.

Art. 22.— S'il est nécessaire de stocker une quantité de combustibles supérieurs à 400 litres, ce stockage devra faire l'objet d'une autre demande d'autorisation (rubrique n° 130 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement).

Art. 23.— Il est interdit de fumer dans le local abritant le groupe électrogène, d'y allumer ou d'y introduire une flamme et d'y effectuer des travaux de réparation susceptibles de produire des étincelles, sauf autorisation expresse de l'inspection des installations classées.

Art. 24.— La protection de l'abri-groupe contre l'incendie sera assurée au moins par :

- un extincteur homologué NF-MIH à poudre polyvalente de 6 kilogrammes ;
- et du sable en quantité suffisante, maintenu à l'état meuble et sec, et des pelles pour répandre ce sable sur les fuites ou égouttures éventuelles.

Le bâtiment devra être défendu par un poteau d'incendie normalisé de diamètre nominal 100 millimètres, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous une pression minimale de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux.

Si l'installation de ce poteau d'incendie s'avère impossible, l'exploitant fera connaître à l'inspection des installations classées les mesures compensatoires qu'il entend mettre en place.

Titre IV - Prescriptions relatives au parking

Art. 25.— Le parking de la gare maritime est un établissement recevant du public. Les dispositions constructives ainsi que les prescriptions liées à la sécurité des usagers sont prises et édictées dans le cadre de la procédure

d'autorisation des travaux immobiliers et conformément à la réglementation en vigueur en Polynésie française.

Titre V - Prescriptions relatives à la centrale froid et son local

Art. 26.— L'installation sera implantée et exploitée conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Art. 27.— Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.

Art. 28.— Les installations électriques devront répondre à la norme NF C 15-100, et faire l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant.

Art. 29.— Les installations électriques seront entretenues en bon état ; elles seront périodiquement contrôlées par un technicien ou par un organisme agréé. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 30.— Les installations électriques seront établies selon les règles de l'art et les normes en vigueur.

Des dispositifs nécessaires pour permettre, en cas de besoin, de mettre hors tension l'installation électrique, doivent être prévus. Ils doivent être placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable.

Les éventuels boutons d'arrêt d'urgence de l'électricité devront être signalés par des étiquettes.

Des dispositifs distincts sont obligatoires pour les installations normales, pour les installations de sécurité et éventuellement pour les installations de remplacement.

Art. 31.— Les installations de réfrigération utilisant de l'ammoniac comme fluide frigorigène, relevant d'une autre rubrique de la nomenclature des installations classées, devront obtenir une autre autorisation.

Art. 32.— Les locaux où fonctionnent les appareils contenant des gaz comprimés ou liquéfiés seront disposés de façon qu'en cas de fuite accidentelle des gaz, ceux-ci soient évacués au dehors sans qu'il en résulte d'inconfort pour le voisinage.

Art. 33.— La ventilation sera assurée, si nécessaire, par un dispositif mécanique de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz et de sorte qu'en aucun cas une fuite accidentelle ne puisse donner naissance à une atmosphère toxique ou explosive.

Art. 34.— Les locaux seront munis de portes s'ouvrant vers l'extérieur en nombre suffisant pour permettre en cas d'accident l'évacuation rapide du personnel.

L'établissement sera muni de masques de secours efficaces en nombre suffisant, maintenus toujours en bon état et dans un endroit facile d'accès. Le personnel sera entraîné et familiarisé avec l'emploi et le port de ces masques.

Art. 35.— Si les locaux sont en sous-sol, un conduit d'au moins 16 décimètres carrés de section les desservira.

Le conduit débouchera au niveau du sol pour permettre la mise en œuvre, en cas de fuite, des groupes électroventilateurs des sapeurs-pompiers. Ce conduit pourra être constitué par les gaines de ventilation normales des locaux, à condition qu'elles soient de section suffisante et qu'elles puissent être raccordées au niveau du sol au matériel des sapeurs-pompiers.

Art. 36.— Lorsque l'appareil de réfrigération est installé dans le sous-sol d'un immeuble habité ou occupé par des tiers, s'il doit subir un arrêt de fonctionnement d'une durée supérieure à six mois, il sera vidangé au préalable.

Art. 37.— Dans le cas où l'agent de réfrigération est un liquide combustible, l'établissement sera pourvu des moyens de secours contre l'incendie appropriés, tels que postes d'eau, extincteurs, etc. Ces appareils seront maintenus en bon état de fonctionnement et le personnel sera initié à leur manœuvre.

Art. 38.— Les portes des chambres froides devront être équipées d'un système permettant l'ouverture facile depuis l'intérieur.

Art. 39.— Les dispositifs d'ouverture devront être situés hors de portée des enfants.

Art. 40.— Toute chambre froide d'une capacité utile supérieure à 10 mètres cubes doit être munie d'un dispositif d'avertissement sonore, simple et robuste permettant à toute personne qui se trouverait accidentellement à l'intérieur de cette chambre de donner l'alarme à l'extérieur.

Art. 41.— Toute installation de chambre froide ou climatisée d'une capacité utile supérieure à 10 mètres cubes doit comporter à l'extérieur et au voisinage de chaque porte un voyant lumineux s'éclairant lorsque la chambre est elle-même éclairée pour permettre au personnel d'y travailler.

Art. 42.— Le bâtiment devra être défendu par un poteau d'incendie normalisé de diamètre nominal 100 millimètres, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous une pression minimale de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux.

Si l'installation de ce poteau d'incendie s'avère impossible, l'exploitant fera connaître à l'inspection des installations classées les mesures compensatoires qu'il entend mettre en place.

Il sera installé à proximité des moteurs de chaque chambre froide, un extincteur à poudre polyvalente, homologué de 9 kilogrammes, portant le label NF-MIH.

Titre VI - Prescriptions relatives aux installations électriques

Art. 43.— Les installations électriques font l'objet d'une vérification, à la mise en service, puis tous les ans, par un technicien ou un organisme agréé.

Art. 44.— Toutes les installations électriques doivent être maintenues en bon état et doivent être contrôlées après leur installation ou leur modification par une personne compétente. Les rapports de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Titre VII - Règles générales d'exploitation du site

Art. 45.— L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation (fiches de données sécurité).

Art. 46.— L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté. Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Art. 47.— Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accidents tels que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conformera aux prescriptions de l'article 25 du présent arrêté.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne devra pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 48.— L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usées ne pourra être effectué qu'après autorisation de l'inspection des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

Art. 49.— Un registre d'exploitation tenu à jour, est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend notamment :

- le nom du responsable des installations ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les essais de fonctionnement, entretiens et vérifications prévus ;
- les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores, et d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

Titre VIII - Prescriptions relatives à la protection incendie du site

Art. 50.— Les consignes de sécurité et d'incendie élaborées par l'exploitant sont protégées sur le registre prévu et affichées à l'intérieur de l'installation classée de manière que les usagers en prennent connaissance.

Art. 51.— Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation, les systèmes d'alarme et les moyens de lutte contre l'incendie sont régulièrement inspectées, et au moins une fois par an, par un technicien qualifié. Des essais de fonctionnement sont faits deux fois par an.

Art. 52.— L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin.

Art. 53.— Des panneaux portant la mention "interdiction de fumer" devront être répartis judicieusement et affichés bien en évidence, en particulier dans les zones à risques.

Art. 54.— Une consigne écrite indique les modalités d'entretien et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident.

Art. 55.— Les consignes suivantes sont affichées bien en vue et au regard de tous :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers (18 et/ou autres...) ;
- l'adresse du centre de secours de premier appel ;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ;
- un plan schématique, conforme aux normes en vigueur, sous forme d'une pancarte, apposée à l'entrée pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Sur ce plan figure l'emplacement des divers locaux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes des équipements de sécurité.

Art. 56.— L'exploitation est défendue par au moins un poteau d'incendie normalisé de diamètre nominal 100 mm, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous une pression minimum de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux.

Art. 57.— Régulièrement, et au moins une fois par an, tous les dispositifs seront entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification seront tenus à la disposition des installations classées. La date de contrôle est enregistrée et apposée sur une étiquette sur l'appareil.

Art. 58.— Le personnel doit être entraîné périodiquement à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et une manœuvre annuelle doit être réalisée avec les sapeurs-pompiers de Papeete.

Titre IX - Prescriptions relatives à la protection de l'environnement

Art. 59.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques.

Art. 60.— Les déchets et résidus produits par les installations seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Art. 61.— Dans la mesure où les appareils utiliseront de l'eau (eau de refroidissement, etc.), celle-ci devra être évacuée conformément aux prescriptions en vigueur concernant les rejets d'effluents des installations classées. Le rejet direct ou indirect, même après épuration, d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

Art. 62.— La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou, en cas de

traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

Art. 63.— Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Art. 64.— Les déchets qui ne peuvent être valorisés sont éliminés dans des installations habilitées à les recevoir. L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de déclaration d'élimination des déchets et de bordereau de suivi. Ces informations sont tenues à la disposition des installations classées.

Art. 65.— Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

Toutefois, les filières de récupération et de traitement des déchets lorsqu'elles existent devront être privilégiées.

Art. 66.— Les boues et résidus de liquides inflammables doivent être transférés vers un centre autorisé de traitement ou d'élimination, de prétraitement ou de transit de déchets. L'équipe d'intervention devra fournir à l'exploitant le bordereau de suivi du déchet industriel.

Art. 67.— Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

Art. 68.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Art. 69.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 70.— Les mesures de bruits sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Art. 71.— Le bruit exprimé en dB(A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Zone avec des voies de trafic terrestre ou aérien assez importantes.

Jour : 60 ;

Période intermédiaire : 55 ;

Nuit : 50.

Période de jour :

- jours ouvrables de 7 heures à 20 heures ;

Périodes intermédiaires :

- jours ouvrables : de 6 heures à 7 heures et de 20 heures à 22 heures ;

- dimanches et jours fériés : de 6 heures à 22 heures ;

Période de nuit :

- tous les jours de 22 heures à 6 heures.

Art. 72.— Lorsque plusieurs installations classées soumises à autorisation au titre de rubriques différentes sont situées au sein d'un même établissement, le niveau du bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.

Des contrôles annuels seront réalisés par un organisme ou une personne qualifiée, à l'initiative et au frais de l'exploitant. Ces contrôles seront réalisés durant les horaires d'ouverture, et en limite de propriété des installations classées.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles supplémentaires de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée.

Titre X - Prescriptions relatives à la remise en état en fin d'exploitation

Art. 73.— Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne peut porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article D. 221-1 du code de l'environnement :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les réservoirs et les canalisations de liquides inflammables ou de tout autre produit susceptible de polluer les eaux ont été vidés, nettoyés, dégazés et le cas échéant décontaminés, puis neutralisés par un solide physique inerte, sauf s'ils ont été retirés, découpés et ferrailés vers des installations dûment autorisées au titre des installations classées.

Le produit utilisé pour la neutralisation doit recouvrir toute la surface de la paroi interne du réservoir et posséder à terme une résistance suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.

Une neutralisation à l'eau peut être tolérée lors d'une cessation d'activité temporaire. Une réépreuve est effectuée avant la remise en service de l'exploitation. Une neutralisation à l'eau ne peut excéder vingt-quatre mois.

Titre XI - Identification des parties en charge du contrôle de l'installation classée

Art. 74.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

Art. 75.— Le présent arrêté est affiché de façon visible et permanente dans l'établissement par les soins de l'exploitant. Une copie du présent arrêté est disposée à la mairie de Papeete et tenue à la disposition du public.

Art. 76.— Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mars 2009.
Georges HANDERSON.

ARRETE n° 18 MEV du 27 mars 2009 autorisant la SARL Daria à installer et à exploiter, au sein de la résidence Vaieka dans la commune de Faa'a, un parc de stationnement couvert (établissements de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement,

.....
Arrête :

Article 1er.— La SARL Daria est autorisée à installer et exploiter un parc de stationnement couvert au sein de la résidence Vaieka. Le terrain, d'une superficie totale de 6 809 mètres carrés, est cadastré sous la section V, parcelle n° 718, et appartient à la SARL Daria.

Titre Ier - Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'installation relève de la 2e classe de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, rubrique 172. Elle comprend :

Rubrique	Définition de la rubrique	Equipements de l'installation prévue	Classe
172-2	Parcs de stationnement couverts et garage hôtels de véhicules à moteur dont la superficie est : 2° Supérieure ou égale à 1 000 m ² mais inférieure à 5 000 m ²	Un parc de stationnement couvert sur deux niveaux : - niveau R-1 semi-enterré : 2 380 m ² , 80 places - niveau R-2 enterré : 2 388 m ² , 67 places Soit une surface totale de 4 768 m ²	2

Titre II - Dispositions générales

Art. 3.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Art. 4.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 5.— L'installation est implantée et exploitée conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté. Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Art. 6.— L'exploitant établit et tient à jour un dossier installation classée comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté d'autorisation initial et les arrêtés complémentaires ;
- les résultats des mesures sur le bruit, les rapports des visites et contrôles périodiques ;
- les documents énoncés et prévus dans le présent arrêté ;
- le registre d'exploitation visé à l'article 25.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des organismes chargés des contrôles périodiques.

Art. 7.— L'exploitant est soumis à l'ensemble des prescriptions du livre II, titre II du code de l'environnement et en particulier celles qui sont relatives au changement d'exploitant, à la caducité de l'arrêté, aux éventuelles modifications des installations, à la cessation d'activité et à la déclaration des accidents.

Titre III - Règles de construction

Art. 8.— Tous les éléments généraux de construction devront présenter une résistance mécanique suffisante ou être protégés contre un choc éventuel de véhicule.

Art. 9.— Le revêtement mural du parc est réalisé en matériaux de catégorie M0.

Art. 10.— Les éléments porteurs verticaux du parc sont stables au feu de degré 1 heure.

Art. 11.— Les murs et les planchers séparatifs sont coupe-feu de degré 1 heure.

Art. 12.— Les escaliers sont encloisonnés par des parois coupe-feu de degré 1 heure du niveau R-2 du parking jusqu'au plancher bas du niveau rez-de-chaussée.

Les cages d'escalier encloisonnées desservant le parking aboutissent à l'air libre au niveau du rez-de-chaussée.

Les étages sont desservis par des cages d'escalier complètement indépendantes et dissociées des cages desservant le parking.

Art. 13.— La communication entre le parc de stationnement et les escaliers menant au rez-de-chaussée se fait par un sas d'une surface minimale de 3 mètres carrés muni de porte pare-feu de degré une demi-heure équipée de ferme-portes et s'ouvrant vers l'intérieur du sas.

Art. 14.— Toutes les portes du parc (autres que celles des sas), à savoir le cas échéant les portes d'issues de secours donnant sur l'extérieur, sont pare-feu de degré une demi-heure, s'ouvrent vers l'extérieur et sont munies de ferme-portes.

Art. 15.— Les conduits ou gaines mettant en communication le parc et les locaux ou logements sont coupe-feu de degré 2 heures, à l'exception des conduits constamment en charge d'eau et les conduits dont le diamètre, au droit des traversées dans les parois coupe-feu d'isolement du parc, est inférieur ou égal à 125 mm.

La gaine d'extraction indépendante pour la STEP traversant les logements est coupe-feu de degré 2 heures.

Art. 16.— Le local poubelles a des parois coupe-feu de degré 1 heure.

Les portes de ce local sont coupe-feu de degré une demi-heure et s'ouvrent dans le sens de la sortie. Elles sont munies de ferme-portes et sont ouvrables sans clef de l'intérieur.

Titre IV - Règles d'exploitation

Art. 17.— En tout point du parc de stationnement, la distance maximale à parcourir pour atteindre une issue est de moins de 25 mètres.

Art. 18.— Un éclairage de sécurité, alimenté par une source autonome, devra être installé. Il devra permettre d'assurer un minimum d'éclairage pour repérer les issues en toutes circonstances, effectuer les opérations intéressant la sécurité et faciliter l'intervention des secours.

A cet effet, les points lumineux seront placés en partie haute et basse au plus à 0,50 mètre du sol, le long des ailes de circulation, près des issues et dans les escaliers.

Les foyers lumineux sont constitués soit par des blocs autonomes conformes aux normes en vigueur, soit par des lampes à incandescence de puissance au moins égale à 15 watts.

Art. 19.— Les accès aux issues (escaliers, ascenseurs) devront être maintenus dégagés sur une largeur minimale de 0,90 mètre.

Art. 20.— Lorsqu'une porte ne donnera pas accès à une voie de circulation, un escalier, une issue, elle devra porter, de manière apparente, la mention "sans issue".

Art. 21.— Aucun obstacle (poutre, canalisation, gaine, etc.) ne devra se trouver à moins de 2 mètres du sol dans toutes les parties du parc susceptibles d'être parcourues par les piétons.

Art. 22.— Que l'éclairage soit naturel ou artificiel, l'éclairage devra être suffisant pour permettre aux personnes de se déplacer et de repérer aisément les issues.

Art. 23.— La hauteur maximale des véhicules sera inscrite à l'entrée du parc.

Art. 24.— A l'intérieur du parc il est interdit :

- de constituer des dépôts de matières combustibles ou de produits inflammables, y compris dans les alvéoles de remisage ;
- d'ajouter du carburant dans les réservoirs des véhicules ;
- de fumer ou d'apporter des feux nus.

Art. 25.— Un registre d'exploitation, tenu à jour, est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sur un registre sont notamment inscrits :

- le nom du responsable de l'exploitation ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les essais de fonctionnement, entretiens et vérifications prévus ;
- les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores et, d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

Art. 26.— Les consignes de sécurité et d'incendie élaborées par l'exploitant et inscrites sur le registre prévu sont affichées à l'intérieur du parc de manière que les usagers en prennent connaissance.

Ces consignes précisent notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers (18 et/ou autres...) ;
- l'adresse du centre de secours de premier appel ;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ;
- un plan schématique, conforme aux normes en vigueur, sous forme d'une pancarte, apposée à l'entrée pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Sur ce plan figure l'emplacement des divers locaux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes des équipements de sécurité ;
- les interdictions à respecter.

Titre V - Ventilation

Art. 27.— Les ventilateurs du parc de stationnement fonctionnent avec des fumées à 200 °C pendant une heure. Ils sont alimentés par dérivation issue directement du tableau principal et sélectivement protégée.

Ces extracteurs assurent un renouvellement d'air de 600 m³/heure/véhicule.

Art. 28.— Les commandes manuelles permettant l'arrêt et la mise en marche forcée des ventilateurs doivent être utilisables par le service de secours et de lutte contre l'incendie. Leurs emplacements doivent être signalés de façon à être parfaitement repérables de jour comme de nuit.

Art. 29.— Les ventilateurs, conduits et tous appareils ou circuits intéressant la ventilation seront régulièrement surveillés et entretenus par un personnel compétent. Ils seront en outre contrôlés et vérifiés au moins une fois par an.

Titre VI - Installations électriques

Art. 30.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100, et font l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant. Cette attestation est transmise dès la réception par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Art. 31.— Les installations électriques font l'objet d'une vérification, à la mise en service, puis tous les ans, par un technicien ou par une société spécialisée. Les installations électriques sont en outre régulièrement surveillées et entretenues en bon état par un personnel qualifié.

Les rapports de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 32.— Des dispositifs permettant, en cas de besoin, de mettre hors tension l'installation électrique sont installés. Ils sont placés à des endroits facilement accessibles par le personnel responsable.

Titre VII - Protection contre l'incendie

Art. 33.— Le bâtiment doit être accessible, sur une face au moins, aux engins des services d'incendie et de secours.

Art. 34.— Les moyens minimums particuliers de lutte contre l'incendie sont 6 extincteurs polyvalents et une caisse de sable de 100 litres à chaque niveau du parc de stationnement.

Art. 35.— Le bâtiment devra être défendu par au moins un poteau d'incendie normalisé de diamètre nominal 100 millimètres, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous une pression de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux.

Art. 36.— Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation, les systèmes d'alarme, les moyens de lutte contre l'incendie ainsi que les dispositifs d'obturation coupe-feu sont régulièrement inspectés, et au moins une fois par an, par un technicien qualifié. Des essais de fonctionnement sont faits deux fois par an.

Les matériels d'extinction sont vérifiés une fois l'an par un organisme agréé et les dates de contrôle sont enregistrées sur une étiquette apposée sur chaque appareil.

Art. 37.— Afin d'éviter toute propagation d'incendie, les sols sont dégagés de tous encombrants, déchets et autres, et sont entretenus régulièrement.

Art. 38.— Les eaux contaminées par les eaux de lutte incendie sont collectées et ne sont pas à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou du sous-sol.

Art. 39.— Des panneaux portant la mention "défense de fumer" sont répartis judicieusement et affichés bien en évidence, en particulier dans les zones à risques.

Titre VIII - Protection de l'environnement

Art. 40.— La vidange des séparateurs d'hydrocarbures et l'enlèvement des produits récoltés est effectué par un organisme habilité. L'élimination est réalisée dans une installation dûment autorisée au titre des installations classées.

Art. 41.— A chaque vidange des séparateurs d'hydrocarbures, l'exploitant enregistre la quantité et la destination des produits récoltés et le nom de l'organisme responsable de l'opération.

Ces informations sont consignées dans un registre conservé à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 42.— Les factures liées aux opérations d'enlèvement et de traitement de tout rejet ou déchet sont conservées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 43.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 44.— Les sols susceptibles de comporter des égouttures d'hydrocarbures ou d'huiles sont étanches et conçus pour permettre la collecte des eaux de lavage ou de ruissellement.

Titre IX - Protection contre les nuisances sonores

Art. 45.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à

l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement. En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., est installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Art. 46.— Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Zone : Zone résidentielle urbaine.

Jour (jours ouvrables : 7 heures à 20 heures) : 55 ;

Période intermédiaire : 50 ;

Nuit (tous les jours : 22 heures à 6 heures) : 45.

Périodes intermédiaires :

- jours ouvrables : de 6 heures à 7 heures et de 20 heures à 22 heures ;
- dimanches et jours fériés : de 6 heures à 22 heures.

Art. 47.— Des contrôles annuels seront réalisés par un organisme ou une personne qualifiée, à l'initiative et aux frais de l'exploitant. Ces contrôles seront réalisés durant les horaires d'ouverture, en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles supplémentaires de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée.

Art. 48.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Titre X - Prescriptions relatives à la réalisation des travaux de construction

Art. 49.— L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir l'innocuité des travaux sur :

- les locaux avoisinants ;
- les nappes phréatiques et les réseaux ;
- les cours d'eaux, rivières et lagons.

Art. 50.— Les travaux ne sont pas à l'origine de vibrations susceptibles d'altérer l'intégrité des bâtiments alentours ou de dégradations des bâtiments voisins et de fragilisation des sols. A cet effet, l'exploitant réalise un suivi de l'intégrité des bâtiments alentours et prend toutes les mesures nécessaires au cas où des signes de détériorations apparaîtraient.

Art. 51.— Les travaux ne sont pas à l'origine d'une pollution des milieux avoisinants (rivières, nappes). Tous les moyens (décantation ou autre procédé efficace) sont mis en œuvre à cet effet.

Titre XI - Prescriptions relatives à la remise en état en fin d'exploitation

Art. 52.— Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne peut porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article D. 221-1 du code de l'environnement :

- les installations sont démontées ;
- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.

Titre XII - Contrôle de l'installation classée autorisée

Art. 53.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée et peut à tout moment la visiter. De même, l'inspection des installations classées peut demander au pétitionnaire tous renseignements complémentaires qu'elle juge utiles.

Art. 54.— Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires concernant les installations classées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

Art. 55.— Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mars 2009.
Georges HANDERSON.

ARRETE n° 19 MEV du 27 mars 2009 modifiant l'arrêté n° 11 MTE du 30 janvier 2007 portant abrogation des arrêtés n° 477 PR du 26 juillet 1989, n° 928 MAF du 3 mars 1993 et n° 604 PR du 23 octobre 1990 et autorisant la SA Pacific Petroleum et services à exploiter la station-service Shell RDO sise commune de Faa'a (établissements de la 1^{re} classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement,

Arrête :

Article 1er.— A l'article 2 de l'arrêté n° 11 MTE du 30 janvier 2007, la rubrique n° 132 est modifiée de la façon suivante :

Rubrique	Intitulé	Description des installations du site	Classe
132	Installations de remplissage ou de distribution de liquides inflammables Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou de réservoirs montés à poste fixe sur des véhicules à moteur, le débit maximum de l'installation est : - supérieur ou égal à 20 m³/heure	Installations actuellement autorisées : - 6 distributeurs multiproduits d'une capacité unitaire de 3 m³/heure ; Nouvelles installations : - 2 distributeurs multiproduits d'une capacité unitaire de 3 m³/heure ; Soit une capacité totale de distribution du site équivalent à 48 m³/heure	1

Art. 2.— L'article 79 de l'arrêté n° 11 MTE du 30 janvier 2007 est modifié comme suit : "Les moyens de lutte mobiles contre le risque incendie présents sur le site sont :

- deux extincteurs mobiles sur roues de 50 kilogrammes de poudre polyvalente ABC dont un sur la nouvelle aire de dépotage ;
- deux extincteurs portables de 6 kilogrammes de poudre polyvalents ;
- huit extincteurs portables de 9 kilogrammes polyvalents ABC proche des volucompteurs ;
- un extincteur portable de 9 litres à eau diffusé avec additif AFFF pour la boutique ;
- un extincteur portable de 9 kilogrammes de CO₂ pour l'atelier (tableau électrique) ;
- un extincteur portable de 9 kilogrammes à poudre polyvalente ABC pour l'atelier de réparation ;
- 2 extincteurs NF-MIH à poudre BC de 6 kilogrammes au moins à proximité immédiate du stockage de gaz liquéfiés ;
- deux bacs à sable avec pelle ;
- une couverture anti-feu."

Art. 3.— Le reste des prescriptions de l'arrêté n° 11 MTE du 30 janvier 2007 est inchangé.

Art. 4.— Une copie de l'ensemble des arrêtés d'autorisations relatifs à la gestion service Shell RDO est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Art. 5.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

Fait à Papeete, le 27 mars 2009.
Georges HANDERSON.

ARRETE n° 20 MEV du 30 mars 2009 portant ouverture de l'enquête de commodo et incommodo n° 09-16 ENV/IC dans la commune de Tiairapu-Est dans le cadre de la demande d'autorisation formulée par la société Heia Tau Arii pour exploiter un élevage de poules pondeuses (installation classée pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 268 PR du 16 février 2009 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 281 PR du 17 février 2009 relatif aux attributions du ministre de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-035 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 09-16 ENV/IC et formulée par la société Heia Tau Arii représentée par M. Jean-Pierre Sangué,

Arrête :

Article 1er.— Conformément aux articles A. 222-4 et suivants du code de l'environnement de la Polynésie française une enquête de commodo et incommodo est ouverte du 27 avril au 27 mai 2009 dans la commune de Taïarapu-Est dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploiter l'installation classée pour la protection de l'environnement suivante :

- demande d'autorisation d'exploiter un élevage de poules pondeuses formulé par la société Heia Tau Arii, représentée par M. Jean-Pierre Sangue ;
- numéro d'inscription au registre : 09-16 ENV/IC ;
- localisation : Afaahiti, commune de Taïarapu-Est.

Art. 2.— La mairie de Taïarapu-Est est désignée comme siège de l'enquête. Pendant les heures d'ouverture au public de la mairie, le public peut prendre connaissance du dossier et formuler ses observations dans le registre ouvert à cet effet.

Art. 3.— M. Marc-Henri Delmas est désigné commissaire enquêteur et se tient à la disposition du public dans la mairie les jours suivants :

- le mercredi 6 mai 2009 de 8 heures à 11 heures ;
- le mercredi 13 mai 2009 de 8 heures à 11 heures ;
- le mercredi 20 mai 2009 de 8 heures à 11 heures ;
- le mercredi 27 mai 2009 de 8 heures à 11 heures.

Art. 4.— L'avis au public relatif à cette enquête est affiché à la mairie par les soins du maire de Taïarapu-Est. L'avis est également affiché à proximité de l'installation le long des voies de circulation principales et secondaires. L'affichage est effectif avant l'ouverture de la présente enquête. L'accomplissement de cet affichage est certifié par le maire de Taïarapu-Est.

Art. 5.— Le maire de Taïarapu-Est peut donner son avis sur la demande d'autorisation d'exploiter l'installation dès l'ouverture de l'enquête.

Art. 6.— Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mars 2009.
Georges HANDERSON.

ARRETE n° 21 MEV/ENV du 30 mars 2009 autorisant le service du développement rural à exploiter une porcherie dans la vallée de Opunohu, commune de Papetoai, Moorea (établissement de la première classe des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le ministre de l'environnement,

.....
Arrête :

Article 1er.— Le service du développement rural est autorisé à installer et exploiter une porcherie dans la vallée de Opunohu, commune de Papetoai, Moorea.

L'installation est située sur un terrain référencé comme suit :

Commune	Section	N° parcelle	Superficie totale	Propriétaire
Papetoai - Moorea	ME	3	74 hectares 28 ares 17 centiares	Polynésie française

Titre Ier - Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'établissement relève de la 1re classe, rubriques 35 et 67 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les équipements classés sont répertoriés dans le tableau suivant :

Rubrique	Définition de la rubrique	Equipements de l'installation prévue	Classe
35	Animaux (Etablissement de vente, de transit, de soins, de garde, d'élevage, d'exposition, fourrières, etc., renfermant des) : 2° Porcs de plus de 30 kilogrammes : plus de 200 animaux	70 truies 6 verrats 350 porcs en engraissement	1re
67	Chairs, cadavres, débris ou issues provenant de l'abattage des animaux (Dépôts de)		1re

Art. 3.— L'établissement comprend :

- quatre bâtiments d'élevage ;
- un système d'assainissement par décantation-digestion et lagunage naturel.

Titre II - Dispositions générales

Art. 4.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Art. 5.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 6.— Les installations sont implantées et exploitées conformément aux plans et documents joints à la demande d'autorisation et sous réserve des prescriptions du présent arrêté. Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Art. 7.— L'exploitant établit et tient à jour un dossier "installation classée" comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les plans tenus à jour ;
- l'arrêté d'autorisation initial et les arrêtés complémentaires ;
- les résultats des mesures sur le bruit, les rapports des visites et contrôles périodiques ;
- les documents énoncés et prévus dans le présent arrêté ;
- le registre d'exploitation visé à l'article 59.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des organismes chargés des contrôles périodiques.

Art. 8.— En cas d'incendie le centre des sapeurs-pompiers est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence.

Art. 9.— L'exploitant est soumis à l'ensemble des prescriptions du livre II, titre II du code de l'environnement et en particulier celles qui sont relatives au changement d'exploitant, à la caducité de l'arrêté, aux éventuelles modifications des installations, à la cessation d'activité et à la déclaration des accidents.

Titre III - Prescriptions concernant le bâtiment d'élevage

Art. 10.— L'élevage en plein air est interdit.

L'établissement est toutefois autorisé à garder deux ou trois cochons en plein air pour agrémenter son circuit touristique.

Art. 11.— La porcherie, ses annexes ainsi que les ouvrages de stockage et de traitement des effluents sont implantés :

- à au moins 100 mètres des habitations occupées par des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;
- à au moins 35 mètres des puits et forages, des sources, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des berges des cours d'eau.

Art. 12.— Tous les sols de la porcherie et toutes les installations d'évacuation ou de stockage sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

Art. 13.— Les toits sont munis de gouttières pour la collecte des eaux pluviales

Les eaux pluviales non polluées ne sont pas mélangées aux effluents d'élevage et peuvent être évacuées dans le milieu naturel ou dans un réseau particulier.

Art. 14.— Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien du bâtiment et des annexes sont collectées et dirigées vers les installations de traitement des effluents de la porcherie.

Art. 15.— La pente des sols de la porcherie ou des installations annexes permet l'écoulement des effluents. Tous les effluents et les eaux de nettoyage de l'installation sont évacués vers les ouvrages de traitement par des canalisations étanches.

Art. 16.— Les ouvrages de traitement des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité, à l'exception de l'ouvrage d'infiltration.

Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages de traitement est interdit.

Art. 17.— Afin d'éviter toute fermentation et la prolifération d'insectes, les effluents recueillis dans la fosse de relevage doivent être directement pompés vers le poste de tamisage.

Art. 18.— Les refus de tamisage sont rassemblés sur une aire étanche munie d'au moins un point bas où sont collectés les liquides d'égouttage qui doivent être dirigés vers les installations de traitement des effluents de l'élevage.

Art. 19.— Les boues de décantation stabilisées sont séchées sur des lits drainant à l'abri des intempéries. Les effluents récupérés par le système de drainage sont redirigés vers la lagune mixte.

Ce système ne doit pas être à l'origine d'émissions d'odeurs.

Les destructeurs d'odeurs éventuellement utilisés sont non polluants.

Art. 20.— Un cahier d'épandage des boues séchées est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comporte les informations suivantes :

- les dates d'épandage ;
- les volumes épandus ;
- les parcelles réceptrices ;
- la nature des cultures.

Art. 21.— Un entretien régulier des systèmes de climatisation devra être réalisé afin d'éviter le développement de pathogènes dans les filtres.

Chaque intervention sur les systèmes de climatisation devra être portée dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Titre IV - Protection de l'environnement

Dispositions générales

Art. 22.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine d'une pollution.

Art. 23.— Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tel que rupture de récipient, de déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts et les milieux naturels (rivières, lagon, etc.).

Art. 24.— Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement devront, s'ils sont classés dangereux, être stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel (local fermé, bac de rétention, séparation des produits).

Assainissement

Art. 25.— Le système d'assainissement mis en place est un traitement par lagunage avec :

- une fosse de relevage équipée d'une pompe immergée ;
- un poste de tamisage avec son aire d'égouttage ;
- un décanteur digesteur ;
- une lagune mixte aérobie-anaérobie ;
- une lagune aérobie ;
- une lagune de finition ;
- trois lits d'infiltration utilisés en alternance (rotations hebdomadaires).

Art. 26.— Toutes les dispositions sont prises pour empêcher le débordement des lagunes en toutes circonstances.

Art. 27.— L'infiltration au niveau des lits d'infiltration doit être garantie en toutes circonstances.

Art. 28.— Les installations de traitement sont aménagées de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent.

Art. 29.— Des mesures trimestrielles de débit entrant dans le système d'assainissement et des analyses permettant de connaître les paramètres de l'effluent rejeté (pH, MES, DCO et DBO5) seront réalisées à la charge de l'exploitant. Le rapport d'analyse de chaque campagne sera envoyé à l'inspection des installations classées et à la mairie de Moorea-Maiao.

Les points de prélèvement sont :

- la fosse de relevage : un échantillon moyen après homogénéisation ;
- la sortie de la lagune finition : un échantillon moyen sur deux heures.

Le rendement du système d'assainissement devra être d'au moins 90 % pour chacun des paramètres MES, DCO et DBO5.

Si, lors d'une campagne de mesure, le rendement atteint est inférieur à 90 %, un suivi accentué des paramètres peut être demandé par l'inspection des installations classées. Si la situation perdure, des mesures compensatoires devront être apportées par l'exploitant.

Art. 30.— Un cahier des charges définissant un plan de suivi à long terme du système d'assainissement en tant que projet pilote sera à élaborer et à mettre en place.

Art. 31.— L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour être en mesure d'informer l'inspection des installations classées des conditions globales de traitement des effluents.

Un carnet d'entretien de la station est rempli par le technicien responsable du suivi de la station. Il est mis à disposition et visible sur place par l'inspecteur des installations classées à sa demande.

Les informations suivantes sont consignées dans ce carnet :

- volume d'extraction des boues et destination ;
- quantité et destination des refus de tamisage ;
- observations visuelles hebdomadaires (aspect général, flottants...) ;
- pannes ou événement particulier.

Gestion des déchets

Art. 32.— Les déchets et résidus produits sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produites par l'installation, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Art. 33.— L'élimination des déchets est réalisée dans une installation réglementée à cet effet, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement.

L'exploitant enregistre pour tous les déchets : la nature, la quantité, la destination et le nom de l'organisme les prenant en charge.

Ces informations sont consignées dans un registre conservé à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 34.— Le brûlage de tout déchet est interdit.

Art. 35.— Les déchets d'activités de soins doivent être conditionnés dans des emballages conformes à l'arrêté n° 384 CM du 19 mars 2007.

Les seringues utilisées pour la vaccination doivent être emballées dans des boîtes et minicollecteurs pour déchets perforants à usage unique, conformes à la norme NF X 30-500.

Les emballages de produits pharmaceutiques ne doivent en aucun cas être lavés et l'effluent rejeté dans le réseau d'assainissement.

Art. 36.— Les déchets organiques créés par l'élevage ainsi que les animaux morts en élevage sont enfouis sur le site d'exploitation, dans une excavation réservée à cet effet et selon les prescriptions de l'article D. 312-5 du code de l'aménagement.

La profondeur d'enfouissement est comprise entre 2 et 3 mètres. Le site d'enfouissement doit être exempt de nappe ou de résurgence.

Le terrain choisi pour l'enfouissement doit être avec une pente la plus faible possible et dans tous les cas inférieure à 7 %.

L'utilisation d'activateurs (chaux éteinte, activateurs de compost...) sera à envisager, selon les recommandations des vétérinaires du service du développement rural.

Titre V - Installations électriques

Art. 37.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100, et font l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant. Cette attestation est transmise dès la réception par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Art. 38.— Les installations électriques font l'objet d'une vérification, à la mise en service, puis tous les ans, par un technicien ou par une société spécialisée. Les installations électriques sont en outre régulièrement surveillées et entretenues en bon état par un personnel qualifié.

Les rapports de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 39.— L'exploitation est pourvue de dispositifs permettant, en cas de besoin, de mettre hors tension l'installation électrique. Ces dispositifs sont placés à des endroits facilement accessibles par le personnel responsable.

Titre VI - Protection contre l'incendie

Art. 40.— Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour permettre de combattre immédiatement et efficacement tout commencement d'incendie par la mise en place :

- de systèmes d'arrêt d'urgence permettant de mettre en sécurité les installations ;
- de moyens d'intervention incendie fixes et mobiles (RIA, extincteurs, etc.).

Art. 41.— Tout le personnel, même intérimaire, ainsi que tout élève dispose des consignes de sécurité à observer en cas d'allumage d'une alarme. L'exploitant s'assure que ces consignes sont bien assimilées par ce personnel.

Art. 42.— Le personnel et les élèves sont formés à la lutte contre l'incendie.

Art. 43.— A proximité et dans tout local technique ou renfermant des matières combustibles, il est interdit de fumer, d'y allumer ou d'y introduire sous forme quelconque une flamme et d'y effectuer des travaux de réparation susceptibles de produire des étincelles, sauf pour la réalisation de travaux d'entretien réalisés sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette interdiction est affichée de façon apparente aux abords de chaque lieu précédemment défini.

Art. 44.— Les installations techniques (gaz) devront être conformes à la réglementation en vigueur.

La salle d'abatage devra être pourvue d'un dispositif de coupure de gaz clairement identifié.

Art. 45.— Les moyens minimums particuliers de lutte contre l'incendie sont répertoriés dans les tableaux suivants :

Local	Moyen de lutte
Bureaux	Un extincteur 6 kg eau + additif
Stockage des aliments	Un extincteur 9 kg ABC par bâtiment, à l'extérieur de la salle de stockage
Laboratoire	Un extincteur 6 kg eau + additif
Salle d'abatage	Un extincteur 9 kg ABC, à l'extérieur de la salle d'abatage
Chambre froide	Un extincteur 5 kg CO ₂

Art. 46.— Toutes les installations intéressant la sécurité, notamment les dispositifs de signalisation et les moyens de lutte contre l'incendie sont régulièrement inspectés, et au moins une fois par an, par un technicien qualifié. Des essais de fonctionnement sont faits deux fois par an.

Art. 47.— Afin d'éviter toute propagation d'incendie, les sols des zones de stockage sont dégagés de tous encombrants, déchets et autres, et sont entretenus régulièrement.

Art. 48.— Toutes les dispositions seront prises pour éviter une pollution des eaux de surface ou du sous-sol par les eaux de lutte contre l'incendie.

Art. 49.— En cas d'incendie, le centre des sapeurs-pompiers le plus proche est alerté immédiatement par l'exploitant, le numéro d'appel téléphonique est affiché bien en évidence notamment dans les locaux techniques et à l'accueil.

Art. 50.— Une consigne écrite indique les modalités d'entretien et la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident.

Art. 51.— Les consignes suivantes sont affichées bien en vue et au regard de tous :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers (18 et/ou autres...);
- l'adresse du centre de secours de premier appel ;
- les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre.

Art. 52.— Des panneaux portant la mention "défense de fumer" sont répartis judicieusement et affichés bien en évidence, en particulier dans les zones à risques.

Titre VII - Protection contre les nuisances sonores

Art. 53.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement. En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., est installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Art. 54.— Le bruit exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Zone	Jour	Période intermédiaire	Nuit
Zone agricole située en zone rurale non habitée ou comportant des écarts ruraux.	65	60	55

Période de jour :

- jours ouvrables de 7 heures à 20 heures.

Périodes intermédiaires :

- jours ouvrables : de 6 heures à 7 heures et de 20 heures à 22 heures ;
- dimanches et jours fériés : de 6 heures à 22 heures.

Période de nuit :

- tous les jours de 22 heures à 6 heures.

Art. 55.— Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs ci-dessus.

Art. 56.— Des contrôles annuels seront réalisés par un organisme ou une personne qualifiée, à l'initiative et aux frais de l'exploitant. Ces contrôles seront réalisés durant les horaires d'ouverture, en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles supplémentaires de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée.

Art. 57.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement

d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 58.— Les émissions sonores des véhicules, matériels et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement répondent aux prescriptions précitées.

Titre VIII - Exploitation et entretien

Art. 59.— Un registre d'exploitation, tenu à jour, est maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sur ce registre, sont notamment inscrits :

- le nom du responsable de l'exploitation ;
- les consignes de sécurité et d'incendie ;
- les essais de fonctionnement, entretiens et vérifications prévus ;
- les incidents concernant l'utilisation des signaux sonores et, d'une manière générale, toute intervention effectuée en vue de la sécurité de l'établissement.

Art. 60.— Des consignes de sécurité et d'incendie élaborées par l'exploitant sont portées sur le registre prévu et affichées à l'intérieur de l'exploitation de manière que les usagers en prennent connaissance.

Ces consignes préciseront notamment :

- les mesures d'urgence à prendre et les moyens d'intervention à mettre en œuvre en cas d'incendie ;
- les interdictions à respecter.

Art. 61.— Toutes les mesures sont prises contre la prolifération des insectes.

Titre IX - Prescriptions relatives à la remise en état en fin d'exploitation

Art. 62.— Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne peut porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article D. 221-1 du code de l'environnement :

- les installations sont démontées ;
- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les réservoirs et les canalisations de liquides susceptibles de polluer les eaux ont été vidés, nettoyés, dégazés et le cas échéant décontaminés, puis neutralisés par un solide physique inerte, sauf s'ils ont été retirés, découpés et ferrailés vers des installations dûment autorisées au titre des installations classées.

Le produit utilisé pour la neutralisation, doit recouvrir toute la surface de la paroi interne des contenants si ces derniers sont laissés sur place et posséder à terme une résistance suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.

Une neutralisation à l'eau peut être tolérée lors d'une cessation d'activité temporaire. Une réépreuve est effectuée avant la remise en service de l'exploitation. Une neutralisation à l'eau ne peut excéder 24 mois.

Titre X - Contrôle de l'installation classée autorisée

Art. 63.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée et peut à tout moment la visiter. De même, l'inspection des installations classées peut demander au pétitionnaire tous renseignements complémentaires, qu'elle juge utiles.

Art. 64.— Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions réglementaires concernant les installations classées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

Art. 65.— Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mars 2009.
Georges HANDERSON.

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETE n° A 25-2009 APF/SG/SRH du 26 mars 2009 relatif à la composition des représentants du personnel au sein de la commission administrative paritaire des administrateurs relevant de la catégorie A.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004 portant statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 26-2007 APF/SG/SRH du 21 mars 2007 portant création des commissions administratives paritaires de l'assemblée de la Polynésie française et organisation des élections des représentants du personnel en leur sein ;

Vu l'arrêté n° A 33-2007 APF/SG/SRH du 3 juillet 2007 modifié nommant les représentants de l'administration au sein des commissions administratives paritaires et du comité technique paritaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 15-2009 APF/SG du 12 février 2009 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° A 15-2009 APF/SG/SRH du 19 février 2009 fixant la date de l'élection des représentants du personnel au sein de la commission administrative paritaire des administrateurs relevant de la catégorie A ;

Vu le procès-verbal de l'élection des représentants du personnel à la commission administrative paritaire des administrateurs relevant de la catégorie A enregistré sous le n° 3650 du 20 mars 2009,

Arrête :

Article 1er.— La composition des représentants du personnel au sein de la commission administrative paritaire des administrateurs relevant de la catégorie A est fixée comme suit :

Titulaires : Lausin Monique et Pang Szu Ming ;
Suppléants : Cheneson Myrna et Gooding Yannick.

Art. 2.— Le secrétaire général de l'assemblée de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 mars 2009.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 49-2009 APF/SG du 31 mars 2009 portant clôture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 10-2009 APF/SG du 29 février 2008 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 47-2009 APF/SG du 20 mars 2009 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1100-2009 APF/SG du 20 mars 2009 de convocation en séance des représentants ;

Vu la séance du 27 mars 2009,

Arrête :

Article 1er.— La session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française, ouverte par arrêté n° 47-2009 APF/SG du 20 mars 2009, est close le 27 mars 2009 à 20 h 25.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 mars 2009.
Edouard FRITCH.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

DECRET n° 2009-317 du 20 mars 2009 fixant le nombre de sièges et le nombre de candidats par circonscription pour l'élection des représentants au Parlement européen.

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales,

Vu l'acte portant élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct, modifié en dernier lieu par la décision 2002/772/CE, EURATOM du Conseil du 25 juin 2002 et du 23 septembre 2002 ;

Vu l'acte relatif aux conditions d'adhésion à l'Union européenne de la République de Bulgarie et de la Roumanie et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne annexé au traité relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne, signé à Luxembourg le 25 avril 2005, notamment son article 9 ;

Vu la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 modifiée relative à l'élection des représentants au Parlement européen, notamment ses articles 3, 3-1, 4 et 9 ;

Vu le décret n° 2005-807 du 18 juillet 2005 authentifiant les résultats du recensement de la population effectué en Nouvelle-Calédonie au cours de l'année 2004 ;

Vu le décret n° 2007-1885 du 26 décembre 2007 authentifiant les résultats du recensement de la population effectué à Mayotte en 2007 ;

Vu le décret n° 2007-1886 du 26 décembre 2007 authentifiant les résultats du recensement de la population effectué en Polynésie française en 2007 ;

Vu le décret n° 2008-1477 du 30 décembre 2008 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'outre-mer, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu le décret n° 2009-9 du 5 janvier 2009 authentifiant les résultats du recensement de la population effectué dans les îles Wallis et Futuna en 2008 ;

Après avis du Conseil d'Etat (section de l'intérieur),

Décète :

Article 1er.— Le nombre de sièges et le nombre de candidats par circonscription pour l'élection des représentants au Parlement européen sont fixés ainsi qu'il suit :

Nom des circonscriptions	Nombre de sièges attribués à la circonscription	Nombre de candidats par liste dans la circonscription
Nord-Ouest	10	20
Ouest	9	18
Est	9	18
Sud-ouest	10	20
Sud-Est	13	26
Massif central - centre	5	10
Ile-de-France	13	26
Outre-mer	3	9

Art. 2.— Le nombre de sièges par section au sein de la circonscription outre-mer est fixé ainsi qu'il suit :

Nom des sections	Nombre de sièges attribués à la section
Section Atlantique	1
Section océan Indien	1
Section Pacifique	1

Art. 3.— La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales est chargée de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 mars 2009.

François FILLON.

Par le Premier ministre :

*La ministre de l'intérieur,
de l'outre-mer et des collectivités territoriales,
Michèle ALLIOT-MARIE.*

ARRETE MINISTERIEL du 19 février 2009 relatif à la liste des académies et collectivités dans lesquelles peuvent être subies les épreuves obligatoires de langues vivantes autres qu'allemand, anglais, espagnol et italien à la session 2009 du baccalauréat général et du baccalauréat technologique.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 334-1, L. 336-1, D. 334-4 et D. 336-4 ;

Vu les arrêtés du 15 septembre 1993 modifiés relatifs aux épreuves du baccalauréat général et du baccalauréat technologique à compter de la session 1995,

Arrête :

Article 1er.— Les épreuves obligatoires portant sur les langues énumérées ci-après : arabe littéral, arménien, cambodgien, chinois, danois, finnois, grec moderne, hébreu, japonais, néerlandais, norvégien, persan, polonais, portugais, russe, suédois, turc, vietnamien, basque, breton, catalan, corse, créole, langues mélanésiennes, occitan-langue d'oc, tahitien pourront être subies à la session 2009 du baccalauréat général et du baccalauréat technologique dans les académies ou collectivités suivantes :

Arabe littéral

Toutes les académies et collectivités d'outre-mer, sauf les académies de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique et sauf les collectivités d'outre-mer de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.

Arménien

Aix-Marseille, Créteil, Paris, Versailles.

Cambodgien

Créteil, Paris, Versailles.

Chinois

Aix-Marseille, Amiens, Bordeaux, Caen, Créteil, Dijon, Grenoble, Guyane, La Réunion, Lille, Lyon, Montpellier, Nancy-Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Polynésie française, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Versailles.

Danois

Caen, Créteil, Paris, Strasbourg, Versailles.

Finnois

Créteil, Paris, Versailles.

Grec moderne

Aix-Marseille, Bordeaux, Caen, Créteil, Grenoble, Lille, Montpellier, Nancy-Metz, Nice, Paris, Strasbourg, Versailles.

Hébreu moderne

Aix-Marseille, Bordeaux, Créteil, Grenoble, Lille, Lyon, Montpellier, Nancy-Metz, Nice, Paris, Strasbourg, Toulouse, Versailles.

Japonais

Aix-Marseille, Bordeaux, Caen, Créteil, Grenoble, La Réunion, Lille, Lyon, Nantes, Nice, Nouvelle-Calédonie, Orléans-Tours, Paris, Poitiers, Polynésie française, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Versailles.

Néerlandais

Aix-Marseille, Créteil, Grenoble, Guyane, Lille, Nancy-Metz, Paris, Strasbourg, Versailles.

Norvégien

Caen, Créteil, Paris, Strasbourg, Versailles.

Persan

Aix-Marseille, Créteil, Paris, Strasbourg, Versailles.

Polonais

Aix-Marseille, Bordeaux, Caen, Créteil, Dijon, Grenoble, Lille, Montpellier, Nancy-Metz, Orléans-Tours, Paris, Reims, Strasbourg, Toulouse, Versailles.

Portugais

Toutes les académies et collectivités d'outre-mer, sauf la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française.

Russe

Toutes les académies et collectivités d'outre-mer sauf les académies de la Corse, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.

Suédois

Caen, Créteil, Paris, Strasbourg, Versailles.

Turc

Aix-Marseille, Créteil, Grenoble, Nancy-Metz, Paris, Rennes, Strasbourg, Versailles.

Vietnamien

Créteil, Paris, Versailles.

Basque

Bordeaux, Créteil, Paris, Versailles.

Breton

Créteil, Nantes, Paris, Rennes, Versailles.

Catalan

Aix-Marseille, Créteil, Montpellier, Paris, Toulouse, Versailles.

Corse

Corse, Créteil, Nice, Paris, Versailles.

Créole guadeloupéen

Créteil, Guadeloupe, Paris, Versailles.

Créole guyanais

Créteil, Guyane, Paris, Versailles.

Créole martiniquais

Créteil, Martinique, Paris, Versailles.

Créole réunionnais

Créteil, La Réunion, Paris, Versailles.

Langues mélanésiennes

Nouvelle-Calédonie.

Occitan-langue d'oc auvergnat

Clermont-Ferrand, Créteil, Paris, Versailles.

Occitan-langue d'oc gascon

Bordeaux, Créteil, Paris, Toulouse, Versailles.

Occitan-langue d'oc languedocien

Bordeaux, Créteil, Montpellier, Paris, Toulouse, Versailles.

Occitan-langue d'oc limousin

Bordeaux, Créteil, Limoges, Paris, Versailles.

Occitan-langue d'oc nissart

Créteil, Nice, Paris, Versailles.

Occitan-langue d'oc provençal

Aix-Marseille, Créteil, Nice, Paris, Versailles.

Occitan-langue d'oc vivaro-alpin

Créteil, Grenoble, Paris, Versailles.

Tahitien

Polynésie française.

Art. 2.— Les recteurs dans leur académie et les vice-recteurs dans leur collectivité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 février 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de l'enseignement scolaire :

*Le chef du service des enseignements
et des formations,*

adjoint au directeur général,
P. ALLAL.

ARRETE MINISTERIEL du 16 mars 2009 pris pour l'application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat au ministère de la culture et de la communication.

La ministre de la culture et de la communication,

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de stage prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006,

Arrête :

Article 1er.— Le présent arrêté fixe les conditions et les modalités de règlement des frais de déplacement temporaire des personnels civils du ministère de la culture et de la communication ainsi que des agents publics ou personnes privées, collaborateurs occasionnels du ministère.

Il concerne tous les déplacements temporaires en France métropolitaine, dans les départements d'outre-mer, les collectivités d'outre-mer, les collectivités à statut spécial ainsi qu'à l'étranger.

Titre Ier

Déplacements en métropole à l'occasion
d'une mission ou d'un intérim

Chapitre Ier
Transports

Art. 2.— Les transports s'effectuent par la voie ferroviaire en 2e classe. Le recours à la 1re classe peut toutefois être autorisé par l'autorité qui ordonne le déplacement lorsque l'intérêt du service ou les conditions tarifaires le justifient.

Art. 3.— L'usage de la voie aérienne peut être autorisé par l'autorité qui ordonne le déplacement lorsque l'intérêt du service ou les conditions tarifaires le justifient et après production des pièces justificatives auprès de l'ordonnateur. Le transport s'effectue en classe économique par une compagnie aérienne régulière ou celle proposant le tarif le plus avantageux.

Art. 4.— Les agents peuvent, à titre exceptionnel, utiliser leur véhicule terrestre à moteur, sur autorisation du chef de service ayant délégation de signature, quand l'intérêt du service le justifie.

Les autorisations ne sont délivrées que si l'utilisation du véhicule personnel entraîne une économie et un gain de temps appréciables ou lorsqu'elle est rendue nécessaire soit par l'absence, permanente ou occasionnelle, de moyens de transport en commun, soit par l'obligation attestée de transporter du matériel fragile, lourd ou encombrant.

L'utilisation par l'agent de son véhicule personnel donne lieu à une indemnisation sur la base des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret du 3 juillet 2006 susvisé.

Art. 5.— Lorsqu'un agent est astreint, par ses fonctions, à de fréquents déplacements et sous réserve de la production des pièces le justifiant, l'administration peut prendre en charge une part ou la totalité du coût d'un titre d'abonnement dans la mesure où il en résulte une économie par rapport à la procédure habituelle de prise en charge.

Toute autre formule proposée par les compagnies de transport peut être adoptée par l'administration sous réserve qu'il en résulte une économie.

Chapitre II

Frais de séjour (hébergement, repas)

Art. 6.— L'agent en mission pendant la totalité de la période comprise entre 0 heure et 5 heures a droit au remboursement de ses frais d'hébergement (chambre et petit déjeuner) à hauteur des frais réellement engagés sur présentation d'un justificatif de paiement auprès de l'ordonnateur et dans la limite du plafond fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget, du ministre chargé des affaires étrangères et du ministre chargé de l'outre-mer.

Le taux maximum du remboursement des frais d'hébergement est fixé à 45 euros par nuitée.

Ce taux est porté à 60 euros dans les communes suivantes :

- Paris ;
- communes limitrophes à Paris des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne ;
- communes de plus de 200 000 habitants au sens du recensement le plus récent de l'INSEE.

Aucune indemnité n'est due si l'agent est hébergé gratuitement.

Art. 7.— L'agent perçoit l'indemnité forfaitaire pour frais supplémentaires de repas, fixée à 15,25 euros par repas, s'il se trouve en mission pendant la totalité de la période

comprise entre 12 heures et 14 heures pour le repas de midi et entre 19 heures et 21 heures pour le repas du soir et si les repas ne lui sont pas fournis gratuitement.

Art. 8.— Le temps passé à bord des avions, bateaux et trains peut donner lieu au versement d'indemnités de repas si le prix du billet ne comprend pas la prestation.

Art. 9.— Les indemnités sont décomptées sur la base des horaires de début et de fin de mission. En cas d'utilisation des transports en commun, ces horaires sont ceux figurant sur les titres de transport. Toutefois, pour tenir compte du délai nécessaire à l'agent pour se rendre au lieu où il emprunte le moyen de transport en commun et pour en revenir, un délai forfaitaire d'une heure est pris en compte dans la durée de la mission avant l'heure de départ et après l'heure de retour. Ce délai est porté à une heure trente en cas d'utilisation de l'avion ou du bateau.

Art. 10.— Les dispositions des articles 6 à 9 sont applicables à l'intérim.

Chapitre III Frais divers

Art. 11.— Les frais de transport en commun engagés par l'agent au départ et au retour de la mission, entre sa résidence administrative ou familiale et la gare ou l'aéroport, ainsi que ceux exposés sur le lieu de la mission sont remboursés sur production des justificatifs de la dépense.

En cas d'absence de transport en commun ou lorsque l'intérêt du service le justifie, l'agent peut bénéficier du remboursement de ses frais de taxi sur production d'un justificatif de paiement ou, s'il utilise son véhicule personnel, être indemnisé de ses frais de transport sur la base des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret du 3 juillet 2006 susvisé. En outre, dans ce dernier cas, sur présentation des pièces justificatives, les frais de parc de stationnement, dans la limite de quarante-huit heures, ainsi que de péage d'autoroute sont également remboursables.

En l'absence de tout autre moyen de transport adapté, les frais de location d'un véhicule peuvent donner lieu à remboursement, sur autorisation préalable de l'autorité qui ordonne le déplacement et sur présentation des pièces justificatives, en cas de déplacement itinérant dans une zone géographique restreinte ou, très exceptionnellement, lorsqu'il y a obligation attestée de transporter du matériel précieux, fragile, lourd ou encombrant.

Les excédents de bagages afférents au transport de matériel technique ou de documents administratifs pour des raisons de service, et uniquement dans ce cadre, sont pris en charge par l'administration sur accord préalable de sa part.

Ces dispositions sont également applicables à l'intérim.

Titre II Missions, tournées et intérim à l'étranger et en Outre-mer

Chapitre Ier Transports

Art. 12.— Le recours à la 1^{re} classe pour la voie ferroviaire peut être autorisé par l'autorité qui ordonne le déplacement lorsque l'intérêt du service ou les conditions tarifaires le justifient.

Art. 13.— Pour la voie aérienne, la prise en charge du voyage sur la base du tarif de la classe immédiatement supérieure à la classe économique peut être autorisée par l'autorité qui ordonne le déplacement lorsque la durée du voyage est égale ou supérieure à douze heures.

Art. 14.— Les dispositions de l'article 4 s'appliquent aux déplacements outre-mer.

Dans les cas où il a été autorisé à utiliser son véhicule personnel par l'autorité qui ordonne le déplacement, l'agent en poste à l'étranger peut prétendre au versement d'indemnités kilométriques dans les conditions prévues par l'arrêté du 3 juillet 2006 susvisé.

Chapitre II Frais de séjour

Art. 15.— Tout déplacement à l'étranger et en outre-mer ouvre droit à une indemnité de mission journalière destinée à couvrir les frais d'hébergement (chambre et petit-déjeuner) et de repas ainsi que les frais divers exposés par l'agent sur le lieu du séjour.

Art. 16.— L'indemnité journalière de mission est allouée dans les conditions suivantes :

- 65 % au titre de la nuitée si l'agent est en mission pendant tout ou partie de la période comprise entre 0 heure et 5 heures et sur présentation du justificatif de paiement de l'hébergement ;
- 17,5 % pour le repas de midi si l'agent est en mission pendant la totalité de la période comprise entre 12 heures et 14 heures ;
- 17,5 % pour le repas du soir si l'agent est en mission pendant la totalité de la période comprise entre 19 heures et 21 heures.

Pour le calcul des indemnités, la mission commence à l'heure d'arrivée dans la localité, le port ou l'aéroport de destination et se termine à l'heure de départ de ce même lieu pour le retour.

Ces dispositions sont également applicables aux tournées et à l'intérim.

Art. 17.— Toute escale de plus de cinq heures dans un pays ouvre droit à une indemnité de repas ou de nuitée en fonction des plages horaires définies à l'article 16.

Art. 18.— Lorsque l'agent bénéficie d'une prestation gratuite, qu'il s'agisse d'hébergement ou de repas, il ne peut prétendre à la fraction correspondante de l'indemnité de mission.

Art. 19.— Le temps passé à bord des avions, bateaux et trains peut donner lieu au versement d'indemnités de repas si le prix du billet ne comprend pas la prestation. Le paiement de la part de l'indemnité journalière de mission relative au repas intervient sur présentation du justificatif de dépense.

Art. 20.— Les taux journaliers des indemnités susceptibles d'être attribuées aux agents à l'occasion des missions ou des tournées qu'ils effectuent à l'étranger sont ceux prévus par l'arrêté du 3 juillet 2006 susvisé fixant les taux des indemnités de mission.

Art. 21.— Les taux journaliers des indemnités susceptibles d'être attribuées aux agents à l'occasion des missions ou des tournées qu'ils effectuent en outre-mer sont les suivants :

- 90 euros pour la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, La Réunion, Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- 120 euros pour la Nouvelle-Calédonie, les îles Wallis et Futuna et la Polynésie française.

Chapitre III Autres Frais

Art. 22.— Les frais suivants peuvent donner lieu à remboursement sur présentation des pièces justificatives auprès de l'ordonnateur :

- les frais liés à la délivrance d'un passeport ou d'un visa, aux vaccinations et aux traitements médicaux prophylactiques obligatoires ou recommandés par l'Institut Pasteur, les taxes d'aéroport et autres taxes et impôts touchant les voyageurs sous réserve de l'accord préalable de l'autorité administrative ;
- les excédents de bagages afférents au transport de matériel technique ou de documents administratifs pour des raisons de service, sous réserve de l'accord préalable de l'autorité administrative ;
- les frais de transport en commun engagés par l'agent au départ et au retour de la mission, entre sa résidence administrative ou familiale et la gare ou l'aéroport. En cas d'absence de transport en commun ou lorsque l'intérêt du service le justifie, l'agent peut bénéficier du remboursement de ses frais de taxi ou, s'il utilise son véhicule personnel, être indemnisé de ses frais de transport sur la base des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret du 3 juillet 2006 susvisé. En outre, dans ce dernier cas, les frais de parc de stationnement, dans la limite de quarante-huit heures, ainsi que de péage d'autoroute peuvent lui être remboursés ;
- sous réserve de l'autorisation préalable de l'autorité qui ordonne le déplacement, les frais de location de véhicule exposés par l'agent en l'absence de tout autre moyen de transport adapté, en cas de déplacement itinérant dans une zone géographique restreinte ou, très exceptionnellement, lorsqu'il y a obligation attestée de transporter du matériel précieux, fragile, lourd ou encombrant.

Titre III Stages de formation

Art. 23.— Par dérogation aux dispositions du premier alinéa de l'article 2 (8°) du décret du 3 juillet 2006 susvisé, sont considérées comme constituant une seule et même commune :

- la ville de Paris et ses communes limitrophes des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne ;
- les communes faisant partie d'une même agglomération urbaine au sens du recensement le plus récent de l'INSEE.

Art. 24.— L'agent en formation initiale (théorique ou pratique) bénéficie des indemnités de stage prévues par l'arrêté du 3 juillet 2006 susvisé.

Art. 25.— L'agent effectuant un stage de formation continue en métropole perçoit une indemnité de nuitée dans les conditions prévues aux quatre premiers alinéas de l'article 6 ainsi que l'indemnité forfaitaire pour frais supplémentaires de repas définie au premier alinéa de l'article 7.

L'agent en formation continue outre-mer perçoit une indemnité de mission dans les conditions prévues aux articles 16, 18 et 21.

Art. 26.— Lorsque, moyennant une participation de sa part, l'agent en formation continue a la possibilité d'être hébergé dans une structure fonctionnant sous le contrôle de l'administration, l'indemnité de nuitée ou la fraction correspondante de l'indemnité de mission outre-mer sont réduites de 30 %. De même, un abattement de 50 % peut être appliqué à l'indemnité de repas ou à la fraction correspondante de l'indemnité de mission outre-mer lorsque l'agent a la possibilité de se rendre dans un restaurant administratif ou assimilé.

Art. 27.— L'agent appelé à se déplacer pour un stage de formation initiale ou continue peut prétendre à la prise en charge d'un aller et retour entre sa résidence administrative ou familiale et le lieu de la formation.

Pour les stages de formation continue d'au moins quatre semaines consécutives, l'agent peut bénéficier de la prise en charge d'un aller et retour supplémentaire.

Titre IV Concours

Article 28.— Les frais de transport de l'agent amené à se déplacer pour passer un concours ou un examen professionnel peuvent être pris en charge à raison de deux allers et retours par année civile. Toutefois, lorsque l'agent est appelé à se présenter aux épreuves d'admission du même concours ou examen professionnel, ses frais de transport supplémentaires sont également pris en charge.

La prise en charge de frais de transports supplémentaires dans le cadre de concours ou d'examens professionnels est soumise à validation du chef de service.

Titre V Dispositions communes

Art. 29.— Pour les missions à l'étranger ou en outre-mer, une avance peut être consentie, sur demande du missionnaire, à hauteur de 100 % du montant de l'indemnité susceptible de lui être servie. Toute mission non effectuée ayant fait l'objet d'une avance devra donner lieu à remboursement de la part de l'agent.

Art. 30.— L'arrêté du 3 octobre 2008 pris pour l'application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat au ministère de la culture et de la communication est abrogé.

Art. 31.— La directrice adjointe de l'administration générale au ministère de la culture et de la communication est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 mars 2009.

Pour la ministre et par délégation :
*La directrice adjointe
de l'administration générale,*
C. RUGGERI.

AVIS relatif au concours pour le recrutement sur titres dans le corps technique et administratif du service de santé des armées.

Conformément aux dispositions du décret n° 2008-945 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des officiers des corps techniques et administratifs de l'armée de terre, de la marine, de la gendarmerie, du service de santé des armées et du service des essences des armées, un concours sur titres est ouvert en 2009 aux candidats titulaires d'un diplôme ou d'un titre conférant le grade prévu par le décret n° 99-747 du 30 août 1999 relatif à la création du grade de master et âgés de 27 ans au plus au 1er janvier de l'année du concours.

Branche économie-gestion-comptabilité.

Diplômes requis :

Maîtrise (master 1) en économie-gestion-comptabilité ou diplôme équivalent.

Une place est mise au concours.

Les renseignements concernant les conditions de candidature, le programme et le déroulement du concours pourront être obtenus auprès des autorités dont les adresses sont indiquées ci-après :

1. Candidats demeurant en métropole

Pour les candidats domiciliés dans les départements suivants : 02, 59, 60, 62, 75, 77, 78, 80, 91, 92, 93, 94, 95, M. le directeur régional du service de santé des armées de Saint-Germain-en-Laye, quartier général des Loges, avenue du Président-Kennedy, 78100 Saint-Germain-en-Laye.

Pour les candidats domiciliés dans les départements suivants : 08, 10, 21, 25, 39, 51, 52, 54, 55, 57, 58, 67, 68, 70, 71, 88, 89, 90, M. le directeur régional du service de santé des armées de Metz, 1, rue du Maréchal-Lyautey, BP 90007, 57044 Metz Cedex.

Pour les candidats domiciliés dans les départements suivants : 09, 12, 16, 17, 19, 23, 24, 31, 32, 33, 40, 46, 47, 64, 65, 79, 81, 82, 86, 87, M. le directeur régional du service de santé des armées de Bordeaux, 5, rue Saint-Nicolas, CS 31132, 33080 Bordeaux Cedex.

Pour les candidats domiciliés dans les départements suivants : 01, 03, 07, 15, 26, 38, 42, 43, 63, 69, 73, 74, M. le directeur régional du service de santé des armées de Lyon, 1 bis, place Bellevue, BP 4467, 69241 Lyon Cedex 04.

Pour les candidats domiciliés dans les départements suivants : 14, 18, 22, 27, 28, 29, 35, 36, 37, 41, 44, 45, 49, 50, 53, 56, 61, 72, 76, 85, M. le directeur régional du service de santé des armées de Brest, BP 05, 29240 Brest-Armées.

Pour les candidats domiciliés dans les départements suivants : 04, 05, 06, 11, 13, 30, 34, 48, 66, 83, 84, 2A/2B, M. le directeur régional du service de santé des armées de Toulon, base navale de Toulon, bâtiment de la Corderie, BP 80, 83800 Toulon-Armées.

2. Candidats résidant dans les départements et territoires d'outre-mer, à Djibouti et au Sénégal

M. le directeur interarmées du service de santé des forces armées aux Antilles, quartier Gerbault, BP 613, 97261 Fort-de-France Cedex.

M. le directeur interarmées du service de santé des forces armées en Guyane, quartier La Madeleine, SP 85002, 00812 Armées.

M. le directeur interarmées du service de santé des forces armées en Nouvelle-Calédonie, BP 2973, 98846 Nouméa Cedex.

M. le directeur interarmées du service de santé en Polynésie française, SP 91390, 00200 Armées.

M. le directeur interarmées du service de santé des forces armées dans la zone sud de l'océan Indien, caserne Lambert, 97709 Saint-Denis Messag Cedex 09.

M. le directeur interarmées du service de santé des forces françaises stationnées à Djibouti, SP 85002, 00812 Armées.

M. le directeur interarmées du service de santé des forces françaises du Cap-Vert, BP 3024, 00300 Armées.

3. Candidats résidant à l'étranger (sauf à Djibouti et au Sénégal)

M. le directeur régional du service de santé des armées de Saint-Germain-en-Laye, quartier général des Loges, avenue du Président-Kennedy, 78100 Saint-Germain-en-Laye.

4. Date limite de dépôt des dossiers de candidature

Les dates limites de retrait et de dépôt des dossiers d'inscription (le cachet de la poste faisant foi) auprès de ces organismes sont fixées comme suit :

Date limite de retrait : 17 avril 2009.

Date limite de dépôt : 7 mai 2009.

RELEVÉ des déclarations sur l'honneur adressées au haut-commissaire par les ministres

En application de l'article 112 II 3e alinéa de la loi organique modifiée n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut de la Polynésie française, le Président de la Polynésie française et les ministres nommés le 16 février 2009 ont adressé les déclarations suivantes, certifiées sur l'honneur exactes et sincères, comportant la liste des activités professionnelles ou d'intérêt général, même non rémunérées, qu'ils envisagent de conserver ou attestant qu'ils n'en exercent aucune.

Oscar Temaru

Président de la Polynésie française.

(déposé le 11 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée ;

Actionnaire dans le capital de la SCI Paevai.

Antony Geros

Vice-président, ministre de l'aménagement et du développement des communes, chargé des affaires foncières. Porte-parole du gouvernement.

(déposé le 16 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée autre que celles listées ci-dessous :

- conseiller municipal de la commune de Paea ;
- président du comité de ville de Paea du Tavini Huiraatira.

Armelle Merceron

Ministre de la solidarité, de l'habitat et de la famille, en charge de la protection sociale généralisée.

(déposé le 16 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée autre que celles listées ci-dessous :

A titre personnel :

Enseignante vacataire (environ 30 heures par an) à l'école d'assistants sociaux et à l'IRFE (éducateurs spécialisés) ;

Cogérante de deux sociétés civiles immobilières familiales (locations) (activité non rémunérée/sans lien avec l'OPH) ;

Vice-présidente de l'APES (gestion du centre régional associé de CNAM en Polynésie française – activité non rémunérée).

Au titre de ministre du gouvernement de la Polynésie française :

Présidente du conseil d'administration de l'OPH (Office polynésien de l'habitat) (ès qualités) ;

Présidente du conseil d'administration de l'IIME (Institut d'insertion médico-éducatif) (ès qualités) ;

Présidente du comité de gestion du RSPF (ès qualités) ;

Vice-présidente du conseil d'administration de l'IC (Institut de la consommation) (ès qualités) ;

Membre de la SEM Tahiti Nui Rava'ai ;

Membre du conseil d'administration de la SOCREDO ;

Membre du conseil d'administration du CHPF (Centre hospitalier de la Polynésie française) (ès qualités) ;

Membre du conseil d'administration de l'EPAP (Etablissement public administratif pour la prévention) (ès qualités) ;

Membre du conseil d'administration du FDA (Fonds de développement des archipels) (ès qualités) ;

Membre du conseil d'administration du FTH (Fare Tama Hau, maison de l'enfant et de l'adolescent en difficulté) (ès qualités) ;

Membre du conseil d'administration de l'ICA (Institut de la communication audiovisuelle) (ès qualités) ;

Membre du conseil d'administration de l'ISPF (Institut de la statistique de la Polynésie française) (ès qualités) ;

Membre du conseil d'administration de la CPS (Caisse de prévoyance sociale) (ès qualités) ;

Membre du conseil d'administration du RNS (ès qualités).

Georges Puchon

Ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises.

(déposé le 13 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée autre que celle listée ci-dessous :

Président de l'association Nape Ora, non rémunéré.

Jacques Drollet

Ministre du tourisme et de l'économie numérique.

(déposé le 6 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée autre que celle listée ci-dessous :

Membre du bureau de la Mana Te Nunaa

Membre de l'association Tutiaa la Ora

Membre du bureau de l'association Te Aa Tupuna Drollet - Namakeha

Ces activités d'intérêt général sont toutes gratuites.

James Salmon

Ministre des grands travaux, de l'énergie et des mines.

(déposé le 2 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée.

(déposé le 16 mars 2009)

Désigné par le conseil des ministres, par arrêté n° 271 CM du 27 février 2009 pour représenter la Polynésie française dans l'organisme suivant : Etablissement d'aménagement et de développement (EAD) en qualité de président du conseil d'administration.

Ces fonctions ne sont pas rémunérées.

Pierre Frébault

Ministre du travail, de l'emploi, de la fonction publique et de la formation professionnelle.

(déposé le 9 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée ;

Président du conseil d'administration du CFPA (arrêté n° 325 CM du 1/04/1997).

Teva Rohfritsch

Ministre des ressources de la mer.

(déposé le 11 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée autre que celle listée ci-dessous :

Président du club de football association Real SOCREDO (non rémunéré)

Jean-Marius Raapoto

Ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de la culture et de l'artisanat, en charge de la Charte de l'éducation et du développement des langues de communication (déposé le 24 février 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée autre que celle listée ci-dessous :

Conseiller municipal de la commune de Faa'a

(déposé le 16 mars 2009)

En qualité de ministre du gouvernement de la Polynésie française, je représente la Polynésie française, ès qualités, dans les organismes suivants :

Conservatoire artistique de la Polynésie française (président) ;

Le Centre des métiers d'art (président) ;

Le Centre de recherche et de documentation pédagogique (président) ;

L'école normale mixte de Polynésie française (président) ;

L'établissement Heiva Nui (président) ;

L'établissement public administratif pour la prévention (vice-président) ;

L'établissement public territorial d'enseignement et de formation professionnelle agricole (membre) ;

L'établissement d'achats groupés (président) ;

Fare Tama Hau (membre) ;

Groupement des établissements de Polynésie pour la formation professionnelle (président) ;

L'institut de communication audiovisuelle (président) ;

Institut d'insertion médico-éducatif (membre) ;

Institut Mallardé ;

Musée de Tahiti et des îles (président) ;

Te Fare Tauhiti Nui (président).

Désigné par le conseil des ministres pour représenter la Polynésie française dans les organismes suivants :

Maeva Nui (SEM) ;

Tahiti Nui Télévision.

Ces fonctions ne sont pas rémunérées.

Jacques Raynal

Ministre de la santé.

(déposé le 3 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée autre que celle listée ci-dessous :

Médecin généraliste, actuellement remplacé pour une période de six mois selon la réglementation en vigueur.

Tauhiti Nena

Ministre de la jeunesse, des sports et de la vie associative. (déposé le 10 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée autre que celles listées ci-dessous :

Président de l'association sportive jeunes tahitiens section Boxe ;

Vice-président de l'association sportive Hititoa ;

Membre de la Fédération polynésienne de boxe ;

Président du comité olympique de Polynésie française depuis le 19 mars 2008 au soir (COPF).

En qualité de ministre du gouvernement de la Polynésie française, je représente la Polynésie française, ès qualités, dans les organismes suivants :

Institut de la jeunesse et des sports de Polynésie française, en qualité de président du CA ;

Fare Tama Hau, en qualité de membre ayant voix délibérative ;

Te Fare Tauhiti Nui, en qualité de membre ayant voix délibérative ;

Institut d'insertion médico-éducatif Raimanutea-Tiaitau (IME) en qualité de membre permanent de droit ;

Etablissement pour la prévention (EPAP) en qualité de membre ayant voix délibérative.

A été désigné par le conseil des ministres par arrêté n° 1351 CM du 5 octobre 2007 pour représenter la Polynésie française dans l'organisme suivant :

Société mixte Tahiti Nui Télévision (TNTV).

Ces fonctions ne sont pas rémunérées.

Jonas Tahuaitu

Ministre de l'équipement et de l'urbanisme, chargé des ports et des aéroports.

(déposé le 16 mars 2009)

Occupant le mandat de ministre du gouvernement de la Polynésie française, atteste sur l'honneur exercer les mandats (rémunérés ou indemnisés) suivants :

Président du syndicat communal SECOSUD ;

1er adjoint au maire de la commune de Teva I Uta.

En tant que ministre du gouvernement de la Polynésie française, j'atteste ne percevoir aucune rémunération en tant que membre de conseils d'administration des sociétés et établissements suivants :

SEM Laboratoire des travaux publics ;

Société d'équipement de Tahiti et ses îles (SETIL) ;

Port autonome de Papeete.

Eric Pommier

Ministre des transports terrestres, aériens et maritimes.

(déposé le 16 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée autre que celles listées ci-dessous :

A titre personnel :

Conseiller du commerce extérieur de la France (membre honoraire) ;

Président du comité Polynésie française et vice-président du comité national pour le "Pacific Economic Corporation Council (PECC)" ;

Administrateur de la SA Océanienne service bancaire (OSB).

Au titre de la fonction ministérielle :

Administrateur de la société d'économie mixte Air Tahiti Nui ;

Administrateur de la société d'économie mixte Maeva Nui ;

Administrateur de la société d'économie mixte SETIL Aéroports ;

Administrateur de l'établissement public administratif caisse de soutien des prix du coprah (CSPC) ;

Administrateur de l'Etablissement public administratif pour la prévention (EPAP) ;

Administrateur de l'établissement public administratif Institut de formation maritime pêche et commerce (IFMPC) ;

Administrateur de l'établissement public d'aménagement et de développement (EAD) ;

Administrateur de l'établissement public port autonome de Papeete (PAP).

Georges Handerson

Ministre de l'environnement.

(déposé le 10 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général.

Frédéric Riveta

Ministre de l'économie rurale, en charge de l'agriculture, de l'élevage et du développement forestier.

(déposé le 3 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée autre que celles listées ci-dessous :

Maire de la commune de Rurutu (emploi rémunéré) ;

Membre de la coopérative Rurutu Tu Nôa (emploi non rémunéré) ;

Membre de l'association caritative pour les malades de Rurutu A Tauturu Ia Na (emploi non rémunéré) ;

Membre de l'Etablissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricole - EPEFPA (président du conseil d'établissement - emploi non rémunéré) ;

Membre de l'établissement public Vanille de Tahiti - EVT (président du CA - emploi non rémunéré) ;

Membre de la société pour le développement de l'agriculture et de la pêche - SDAP (président du CA - emploi non rémunéré) ;

Membre du Centre des métiers d'art de la Polynésie française - CMA (membre - emploi non rémunéré) ;

Caisse de soutien au prix du coprah - CSPC (membre - emploi non rémunéré) ;

Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva - EGAT (membre - emploi non rémunéré) ;

Fonds de développement des archipels - FDA (membre - emploi non rémunéré).

Thomas Moutame

Ministre du développement des archipels.

(déposé le 11 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée autre que celle listée ci-dessous :

Loueur de bien immobilier.

En cours de mandat, les ministres devront déclarer tout élément de nature à modifier cette déclaration.

RELEVÉ des déclarations sur l'honneur adressées au haut-commissaire par les représentants élus à l'assemblée de la Polynésie française.

En application de l'article 112 II 3e alinéa de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut de la Polynésie française modifiée, les représentants à l'assemblée de la Polynésie française, élus le 18 février 2008, ayant repris les fonctions le 9 février 2009, proclamés élus le 19 février

2009 ont adressé les déclarations suivantes, certifiées sur l'honneur exactes et sincères, comportant la liste des activités professionnelles ou d'intérêt général, même non rémunérées, qu'ils envisagent de conserver ou attestant qu'ils n'en exercent aucune.

Tearii Alpha

(déposé le 4 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée autre que celles listées ci-dessous :

Vice-président délégué de O Porinetia To Tatou Ai'a ;

Président de l'association Travail et dignité ;

Président de l'association La maison des jeunes de Mataiea ;

Membre de la SEM Maeva Nui ;

Membre de la SEM Tahiti Nui Télévision.

Sabrina Birk

(déposé le 19 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée autre que celles listées ci-dessous :

Artiste-peintre (non rémunérée) ;

Association Utopia (artiste libre polynésien), membre ;

Tarakao Nui Ma (membre) environnement de la presqu'île (non rémunéré)

Moruroa E Tatou (membre) reconnaissance des victimes des essais nucléaires français à Moruroa (non rémunérée).

Jean-Michel Carlson

(déposé le 12 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée autre que celles listées ci-dessous :

Administrateur/actionnaire de la compagnie française maritime de Tahiti (CFMT) (non rémunéré - sauf jetons de présences éventuels) ;

Membre du conseil municipal de Papeete.

Edouard Fritch

(déposé le 11 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée autre que celle listée ci-dessous :

Loueur de biens immobiliers

Patricia Jennings

(déposé le 12 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée autre que celles listées ci-dessous :

Conseillère municipale de Paea (non rémunérée) ;

Membre d'une association familiale (non rémunérée).

Victor Maamaatuaiahutapu

(déposé le 12 mars 2009)

2e vice-président de l'assemblée de la Polynésie française.

Myron Mataoa

(déposé le 12 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée autre que celle listée ci-dessous :

Membre du conseil municipal de Papeete (non rémunéré).

Danièle Persegale

(déposé le 12 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée autre que celles listées ci-dessous :

Présidente de l'association Ia Ora Moorea-Maiao (non rémunéré) ;

Membre non rémunéré dans des associations familiales et culturelles (association Puna Reo à Moorea) ;

Membre non rémunéré dans des associations d'aide sociale (association Tauturu Ia Na) ;

Membre non rémunéré dans des associations sportives en sommeil actuellement (association Vaiterupe Va'a).

Tarita Sinjoux

(déposé le 11 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée.

Juliette Tahuhuatama

(reçu le 11 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée autre que celles listées ci-dessous :

Présidente de l'association Te Heiva Nui No Tubuai ;

Secrétaire d'une association artisanale Tamarii Taahuaia.

Françoise Tama

(déposé le 19 mars 2009)

Membre du bureau de l'association UDSP en qualité de trésorière non rémunérée (JO du 12 mars 2009).

René Temeharo

(déposé le 11 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée autre que celle listée ci-dessous :

Président de l'association Vaitavatava Mataireia.

Ruben Teremate

(déposé le 13 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée autre que celles listées ci-dessous :

Membre de l'association familiale des descendants de Mate A Tautu et de Tatai A Tutoo (trésorier) ;

Membre de l'association familiale des héritiers de M. Hutiti A Tautu et Mme Fanautua A Tuahine des Peho Fei de la vallée Teahatea ;

Membre de l'association des diabétiques et obèses de Tahiti et des îles.

Amaronn Teriipaia

(déposé le 12 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée autre que celles listées ci-dessous :

Conseillère municipale de Papeete (non rémunérée) ;

Présidente d'une association familiale (non rémunérée).

Gaston Tong Sang

(déposé le 4 mars 2009)

Aucune activité professionnelle ou d'intérêt général, même non rémunérée autre que celles listées ci-dessous :

Président du parti politique O Porinetia To Tatou Ai'a ;

Président du groupe parlementaire To Tatou Ai'a ;

Maire de la commune de Bora Bora percevant une indemnité de fonction ;

Représentant de la commune de Bora Bora, fonction non rémunérée au sein des assemblées générales et conseils d'administration des sociétés Vaitehi (eau potable) et Bora Bora navettes (transport public lagonnaire) ;

Loueur d'un bungalow non meublé à Bora Bora et d'un appartement F3 à Pirae (Tahiti).

En cours de mandat, les représentants devront déclarer tout élément de nature à modifier cette déclaration initiale.

DECRET du 1er avril 2009 portant nomination au conseil d'administration de l'Agence française de développement.

Par décret en date du 1er avril 2009, sont nommés membres représentant l'Etat au conseil d'administration de l'Agence française de développement, au titre du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales :

M. Richard Samuel, en qualité de membre titulaire ;
M. Didier Perocheau, en qualité de membre suppléant.

**CONVENTION de financement n° HC 88-09 DAC/FIP
du 20 mars 2009.**

Entre :

Le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, dénommé ci-après FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française M. Adolphe Colrat,

Et :

La commune de Taiarapu-Ouest, représentée par son maire M. Clarenntz Vernaoudon,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er. — Objet

La présente convention a pour objet de définir la contribution financière du Fonds intercommunal de péréquation en faveur de la commune de Taiarapu-Ouest pour la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition de matériel incendie, désincarcérateur, secourisme", et dénommée ci-après "l'opération".

Art. 2. — Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition de pompe à eau et de tuyaux.

Coût total estimé : 2 500 000 F CFP, soit 20 950 euros.

Plan de financement prévisionnel :

- FIP (50 %)	10 475 euros	1 250 000 F CFP
- Commune (50 %)	10 475 euros	1 250 000 F CFP

Art. 3. — Contribution financière du FIP

La contribution financière du FIP est égale à 50 % du coût réel de l'opération. Elle est plafonnée à 1 250 000 F CFP.

**CONVENTION de financement n° HC 89-09 DAC/FIP
du 20 mars 2009.**

Entre :

Le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, dénommé ci-après FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française M. Adolphe Colrat,

Et :

La commune de Taiarapu-Ouest, représentée par son maire M. Clarenntz Vernaoudon,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er. — Objet

La présente convention a pour objet de définir la contribution financière du Fonds intercommunal de péréquation en faveur de la commune de Taiarapu-Ouest pour la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition de matériel de transmission", et dénommée ci-après "l'opération".

Art. 2. — Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition de pompe à eau et de tuyaux.

Coût total estimé : 650 000 F CFP, soit 5 447 euros.

Plan de financement prévisionnel :

- FIP (50 %)	2 723,50 euros	325 000 F CFP
- Commune (50 %)	2 723,50 euros	325 000 F CFP

Art. 3. — Contribution financière du FIP

La contribution financière du FIP est égale à 50 % du coût réel de l'opération. Elle est plafonnée à 325 000 F CFP.

**CONVENTION de financement n° HC 90-09 DAC/FIP
du 20 mars 2009.**

Entre :

Le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, dénommé ci-après FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française M. Adolphe Colrat,

Et :

La commune de Taiarapu-Ouest, représentée par son maire M. Clarenntz Vernaoudon,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er. — Objet

La présente convention a pour objet de définir la contribution financière du Fonds intercommunal de péréquation en faveur de la commune de Taiarapu-Ouest pour la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'équipement de protection individuelle", et dénommée ci-après "l'opération".

Art. 2. — Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition de pompe à eau et de tuyaux.

Coût total estimé : 2 500 000 F CFP, soit 20 950 euros.

Plan de financement prévisionnel :

- FIP (50 %)	10 475 euros	1 250 000 F CFP
- Commune (50 %)	10 475 euros	1 250 000 F CFP

Art. 3.— Contribution financière du FIP

La contribution financière du FIP est égale à 50 % du coût réel de l'opération. Elle est plafonnée à 1 250 000 F CFP.

**CONVENTION de financement n° HC 91-09 DAC/FIP
du 20 mars 2009.**

Entre :

Le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, dénommé ci-après FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française M. Adolphe Colrat,

Et :

La commune de Taiarapu-Ouest, représentée par son maire M. Clarenntz Vernaudon,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir la contribution financière du Fonds intercommunal de péréquation en faveur de la commune de Taiarapu-Ouest pour la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition de pompe à eau et de tuyaux", et dénommée ci-après "l'opération".

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste en l'acquisition de pompe à eau et de tuyaux.

Coût total estimé : 412 000 F CFP, soit 3 452,56 euros.

Plan de financement prévisionnel :

- FIP (50 %)	1 726,28 euros	206 000 F CFP
- Commune (50 %)	1 726,28 euros	206 000 F CFP

Art. 3.— Contribution financière du FIP

La contribution financière du FIP est égale à 50 % du coût réel de l'opération. Elle est plafonnée à 206 000 F CFP.

**CONVENTION de financement n° HC 92-09 DAC/FIP
du 20 mars 2009.**

Entre :

Le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, dénommé ci-après FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française M. Adolphe Colrat,

Et :

La commune de Moorea-Maiao, représentée par son maire M. Raymond Van Bastolaer,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir la contribution financière du Fonds intercommunal de péréquation en faveur de la commune de Moorea-Maiao pour la réalisation de l'opération intitulée "Papetoai primaire : construction d'un réfectoire", et dénommée ci-après "l'opération".

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste à réaliser les études se rapportant au programme de construction d'un réfectoire (un restaurant et une cuisine) à l'école Papetoai primaire tel que décrit dans le dossier technique.

Coût total estimé : 4 431 000 F CFP, soit 31 131,78 euros.

Plan de financement prévisionnel :

- FIP (100 %)	37 131,78 euros	4 431 000 F CFP
---------------	-----------------	-----------------

Art. 3.— Contribution financière du FIP

La contribution financière du FIP est égale à 100 % du coût réel de l'opération. Elle est plafonnée à 4 431 000 F CFP.

**CONVENTION de financement n° HC 93-09 DAC/FIP
du 20 mars 2009.**

Entre :

Le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, dénommé ci-après FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française M. Adolphe Colrat,

Et :

La commune de Moorea-Maiao, représentée par son maire M. Raymond Van Bastolaer,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir la contribution financière du Fonds intercommunal de péréquation en faveur de la commune de Moorea-Maiao pour la réalisation de l'opération intitulée "Haapiti primaire : construction d'un bâtiment - études", et dénommée ci-après "l'opération".

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste à réaliser les études se rapportant au programme de construction d'un bâtiment (une classe, une bibliothèque, des sanitaires et un restaurant) à l'école Haapiti primaire tel que décrit dans le dossier technique.

Coût total estimé : 3 416 000 F CFP, soit 28 626,08 euros.

Plan de financement prévisionnel :

- FIP (100 %)	28 626,08 euros	3 416 000 F CFP
---------------	-----------------	-----------------

Art. 3.— Contribution financière du FIP

La contribution financière du FIP est égale à 100 % du coût réel de l'opération. Elle est plafonnée à 3 416 000 F CFP.

AVENANT n° 94-09 du 20 mars 2009 à la convention de financement n° HC 219-07 DAC/FIP du 18 octobre 2007 relative au financement de l'acquisition d'un camion BOM 10 mètres cubes de la commune de Teva I Uta.

Entre :

Le comité des finances locales de la Polynésie française, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

La commune de Teva I Uta, représentée par son maire Mme Valentina Cross,

Il est convenu :

Article 1er. — Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° HC 219-07 DAC/FIP du 18 octobre 2007 relative au financement de l'acquisition d'un camion BOM 10 mètres cubes par la commune de Teva I Uta en ce qui concerne le délai d'exécution.

Art. 2. — L'article 5 de la convention de financement initiale relatif aux engagements de la commune est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de : "La commune s'engage à achever l'opération dans un délai de 12 mois à compter de la signature de la présente convention." ;

Lire : "La commune s'engage à achever l'opération dans un délai de 24 mois à compter de la signature de la présente convention."

Art. 3. — Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

AVENANT n° 95-09 du 20 mars 2009 à la convention de financement n° 59-08 DAC/FIP du 19 février 2008 relative au financement de l'acquisition d'un moniteur Propaq par la commune de Faa'a.

Entre :

Le comité des finances locales de la Polynésie française, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

La commune de Faa'a, représentée par son maire M. Oscar Temaru,

Il est convenu :

Article 1er. — Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° 59-08 DAC/FIP du 19 février 2008 relative au financement de l'acquisition d'un moniteur Propaq par la commune de Faa'a en ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération.

Art. 2. — L'article 5 de la convention de financement initiale relatif aux engagements de la commune est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de : "achever l'opération dans un délai de 12 mois à compter de la signature de la présente convention." ;

Lire : "achever l'opération dans un délai de 24 mois à compter de la signature de la présente convention."

Art. 3. — Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

**ACTES DES AUTORITES
DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 9 au 22 avril 2009 inclus)

CODE DEVISE PAYS	DEVICES	Cours en francs pacifiques
EUR Euro	1 euro	119,33
USD Etats-Unis d'Amérique ...	1 dollar US	90,03
AUD Australie	1 dollar australien	63,76
CAD Canada	1 dollar canadien	72,32
CHF Suisse	1 franc suisse	78,67
DKK Danemark	1 couronne danoise	16,02
GBP Grande-Bretagne	1 livre sterling	131,85
HKD Hong Kong	1 dollar	11,61
JPY Japon	1 yen	0,90
NOK Norvège	1 couronne norvégienne	13,55
NZD Nouvelle-Zélande	1 dollar néo-zélandais	51,89
SEK Suède	1 couronne suédoise	10,97
SGD Singapour	1 dollar singapour	59,47
FJD Fidji	1 dollar fidjien	50,41
THB Thaïlande	1 bath	2,54
CNY Chine	1 yuan	13,17
KRW Corée	1 won coréen	0,07
IDR Indonésie	1 roupie indonésienne	0,01
BRL Brésil	1 real brésilien	40,17

SERVICE DE L'URBANISME

PERMIS DE LOTIR

(Arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961)

**CERTIFICAT DE CONFORMITE
N° 476 MEP**

Réf. : - Arrêté n° 196 MET.AU du 16 novembre 2007 ;
- Arrêté n° 95 MEP du 25 mars 2009.

Les formalités, prévues au chapitre 1er du titre IV du code de l'aménagement de la Polynésie française, concernant les travaux d'extension du lotissement "résidence Tamahana" sis à Arue, réalisés par M. Jean-Pierre Vernaudeau pour le compte des consorts Vernaudeau, ayant été accomplis pour les travaux réalisés sur les 10 lots n° 36 à n° 45, le présent certificat, prévu à l'article D. 143-5 du code précité, est délivré sous la responsabilité du lotisseur.

Fait à Papeete, le 26 mars 2009.

Le ministre de l'équipement
et de l'urbanisme,
Jonas TAHUAITU.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

Etude de Me Philippe CLEMENCET
Notaire à Papeete (île de Tahiti),
85, rue du Commandant-Destremau

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me Stéphanie BUIRETTE, notaire, agissant en qualité de salariée de Me Philippe CLEMENCET, notaire, titulaire d'un office notarial à Papeete, 85, rue du Commandant-Destremau, le 6 avril 2009, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : SCI ALEGRIA.

Objet : La société a pour objet l'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration et la location de tous biens et droits immobiliers, de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

Siège social : Son siège social est fixé à Pirae, 98716, route de Fare Rau Ape, résidence Le Belvédère, lot n° 10.

Durée : Sa durée est de 99 ans.

Capital social : Cent quatre-vingt-dix mille francs CFP (190 000 F CFP).

Apport : Numéraires.

Parts sociales : Les parts sont librement cessibles entre associés et au profit de l'ascendant ou du descendant d'un associé, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Gérante : Mme Warena CHUNG, demeurant à Pirae, BP 5752.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
 Le notaire.

SCI TINIRAUREA

Avis de constitution

Suivant acte sous seing privé en date du 28 mars 2009 à Pirae, il a été constitué une société dont les principales caractéristiques sont :

Dénomination : SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE TINIRAUREA, par abréviation SCI TINIRAUREA.

Forme : Société civile immobilière.

Capital : 100 000 F CFP, constitué uniquement d'apports en numéraire.

Siège social : Pirae, lotissement Vetea, résidence Ariitea.

Objet social : L'acquisition, la prise à bail, la mise en valeur, la location et la gestion de tous immeubles ainsi que la prise de participation dans toutes sociétés ayant un caractère civil, toute division et appropriation desdits immeubles, ainsi que l'édification de toutes constructions sur ces immeubles, la location, en totalité ou par lots, des immeubles sociaux, et éventuellement et exceptionnellement, l'aliénation de ceux de ces immeubles devenus inutiles à la société au moyen de vente, échanges ou apports en sociétés, les emprunts auprès de banques publiques, privées, ou de particuliers, nécessaires à la réalisation de son objet social, avec ou sans garantie hypothécaire. Et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société.

Durée : 99 ans.

Gérants : Mme Leilani CHUNG TIEN épouse TIN HIN et M. Christophe TIN HIN.

Cession de parts sociales : Les cessions de parts entre associés sont libres. Toutes les autres cessions de parts, quelque soit la qualité du cessionnaire sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés donné par une décision extraordinaire.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
 La gérance.

POLYNESIE INTERIM

EURL au capital de 5 000 000 F CFP
Immeuble la Ora, avenue Georges-Clemenceau
Papeete, Tahiti
RCS : n° 8370 B

L'associé unique, par décision du 28 mars 2009 a désigné la société de commissaires aux comptes SEG AUDIT, BP 20805, 98713 Papeete, en tant que commissaire aux comptes titulaire et M. Jean-Christophe TOURON, associé de SEG AUDIT, en tant que commissaire aux comptes suppléant pour une durée de 6 exercices, prenant effet à compter de l'exercice clos le 31 décembre 2008 et se terminant à l'issue de l'exercice clos en 2013.

Pour avis,
 La gérance.

SCI KIKIPA
Société civile immobilière
au capital social de 100 000 F CFP
Siège social : Maharepa, centre commercial Kikipa,
Moorea
RCS de Papeete : n° 6543 C

Avis

Suite à la démission de M. Patrick FRIEDMAN et de celle de Mme Tokahi TEAVAI, de leurs fonctions de gérants en date du 27 mars 2009, il résulte le changement de mentions suivantes :

Ancienne mention

M. Patrick FRIEDMAN ;
 Mme Tokahi TEAVAI.

Nouvelle mention

Mlle Kikipa Rubis Tekonihi FRIEDMAN.

Pour avis.

SOCIETE POLYNESIENNE DE PROMOTION TOURISTIQUE
- PPT
Société par actions simplifiée
au capital de 5 280 000 F CFP
Siège social : immeuble Tereva, rue du Docteur-Cassiau,
Papeete
RCS de Papeete : n° TPI 07 317 B - N° TAHITI : 843128

Nomination d'un nouveau membre

L'assemblée générale ordinaire de la SAS PPT du 14 octobre 2008 a pris acte de la démission de M. Joël ALLAIN, de son mandat de membre du comité de direction et a nommé en remplacement, la société ELECTRICITE DE TAHITI, RCS de Papeete TPI 533 B, représentée par M. Eric COURBIER.

Pour avis,

Le président du comité de direction.

FARE NUI
Société à responsabilité limitée
au capital de 5 000 000 F CFP
Siège social : Papeete, vallée de Tipaerui
RCS : n° 06348 B - N° TAHITI : 801373

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 28 janvier 2009 à Papeete, il a été pris acte de la démission de Mlle Teana CHAVE de ses fonctions de cogérante.

La gérance.

POLYSIGNAL
Société en nom collectif
au capital de 1 000 000 F CFP
Siège social : Punaauia, zone industrielle de la Punaruu
RCS de Papeete : n° 5699 B
N° TAHITI : 350587

Cession de part sociale
Démission de cogérant

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 20 février 2009 enregistré à Punaauia, M. SOLIA ci-après nommé, a cédé au profit de M. RATTINASSAMY également ci-après nommé, une part lui appartenant dans la SNC POLYSIGNAL, sus-dénommée. En outre, aux termes des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire en date

du 19 février 2009, ledit M. Albert SOLIA a démissionné de ses fonctions de cogérant à compter dudit jour. Il résulte de ce qui précède les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées.

Associés indéfiniment responsables

Ancienne mention

- L'EURL dénommée LOGISTIQUE TRAVAUX ET ENVIRONNEMENT par abréviation LTE anciennement dénommée LOCAMAT au capital de 1 000 000 F CFP dont le siège est à Papeete, 11, avenue Bruat, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 3252 B ;
- M. Heirangi Teariki NOUVEAU, administrateur de société, demeurant à Arue, résidence Jay ;
- M. Mario NOUVEAU, gérant de société, demeurant à Arue, résidence Jay ;
- M. Albert SOLIA, demeurant à Punaauia, lotissement Fortune.

Nouvelle mention

- L'EURL dénommée LOGISTIQUE TRAVAUX ET ENVIRONNEMENT par abréviation LTE au capital de 1 000 000 F CFP dont le siège est à Pirae, rue Paul-Bernière, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 3252 B ;
- M. Heirangi Teariki NOUVEAU, administrateur de société, demeurant à Arue, résidence Jay ;
- M. Mario NOUVEAU, gérant de société, demeurant à Arue, résidence Jay ;
- M. Tuanaki RATTINASSAMY, étudiant, demeurant à Arue, résidence Jay.

Gérance

Ancienne mention

- M. Heirangi Teariki NOUVEAU, demeurant à Arue, résidence Jay ;
- M. Albert SOLIA, demeurant à Punaauia, lotissement Fortune.

Nouvelle mention

- M. Heirangi Teariki NOUVEAU, demeurant à Arue, résidence Jay.

Pour avis et mention,
 La gérance.

BATHYS DIVING BORA BORA
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP
Siège social : Bora Bora,
Intercontinental Thalasso Diving Bora Bora
RCS de Papeete : n° 08 29 B - N° TAHITI : 851527

Avis

L'assemblée générale mixte du 30 mars 2009 statuant en application de l'article L. 223-42 du code du commerce a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

RCS de Papeete.

Pour avis,
 La gérance.

BATHYS DIVING TAHITI
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP
Siège social : Tahiti, Faa'a,
Hôtel Intercontinental Beachcomber Tahiti
RCS de Papeete : n° 08 47 B - N° TAHITI : 853275

Avis

L'assemblée générale mixte du 30 mars 2009 statuant en application de l'article L. 223-42 du code du commerce a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

RCS de Papeete.

Pour avis,
La gérance.

Me Philippe CLEMENCET, notaire
Titulaire d'un office notarial
85, rue du Commandant-Destremeau
Papeete, Tahiti

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, notaire à Papeete les 2 et 3 avril 2009, il a été constitué une société dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Dénomination : SANDWICHCHOICE.

Forme : Société à responsabilité limitée.

Capital social : Cent quatre-vingt mille francs CFP (180 000 F CFP), divisé en 180 parts de mille francs CFP (1 000 F CFP) chacune réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs.

Siège social : Arue (98701), PK 4,900, côté montagne, lot n° 22, rez-de-chaussée, immeuble SCI Rai' Moana, BP 85, 98713 Papeete.

Objet social : la création et l'exploitation d'un fonds de commerce de snack, sandwicherie, restauration, vente à emporter ; la prise à bail des locaux nécessaires à l'exploitation dudit fonds ; les emprunts auprès de banques publiques ou privées ou de particuliers nécessaires à la réalisation de son objet social, avec garantie hypothécaire ou nantissement de tous biens meubles ou immeubles appartenant à ladite société. Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes de nature à favoriser son extension ou son développement.

Durée : 99 ans.

Gérance : La société a pour gérante Mlle Maiana Yolinda TAHUAITU, agent administratif, demeurant à Punaauia (98717), PK 8, côté mer, BP 85, Papeete.

Cession de parts sociales : Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le notaire.

Me Philippe CLEMENCET, notaire
Titulaire d'un office notarial
85, rue du Commandant-Destremeau
Papeete, Tahiti

Avis de vente de fonds de commerce

Suivant acte reçu par Me Alexandrine CLEMENCET, notaire, salariée de Me Philippe CLEMENCET, titulaire d'un office notarial à Papeete, 85, rue du Commandant-Destremeau, le 31 mars 2009, enregistré à Papeete le 1er avril 2009, folio n° 71, bordereau 3092/2, a été cédé par :

M. Gilles DOUSSINEAU, retraité, et Mme Hélène KAUTAU, gérante de pension de famille, son épouse, demeurant ensemble à Hakahau,

A

Mme Elisa Fafeautohetia BURNS, gérante, demeurant à Ua Pou, Hakahau, divorcée de M. Eric LAPOUGE et non remariée,

Un fonds de commerce de pension de famille et restauration exploité à Ua Pou, Hakahau, lui appartenant, connu sous le nom commercial PUKUEE, et pour lequel le cédant est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 22982 A.

Le cessionnaire est propriétaire du fonds vendu à compter du jour de la signature de l'acte.

L'entrée en jouissance a eu lieu le 1er janvier 2009.

La cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de deux millions de francs CFP (2 000 000 F CFP), s'appliquant :

- aux éléments incorporels pour un million de francs CFP (1 000 000 F CFP) ;
- au matériel pour un million de francs CFP (1 000 000 F CFP).

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, au domicile du cessionnaire où domicile a été élu à cet effet.

Pour première insertion,
Le notaire.

SOCIETE AVEA
Société à responsabilité limitée en liquidation
au capital de 250 000 F CFP
Siège social : baie de Avea, Parea, Huahine
RCS : n° 07319 B

L'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 31 janvier 2009 et tenue à Huahine, baie de Avea, Parea, a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 12 janvier 2009 et sa liquidation amiable sous le régime conventionnel, conformément aux dispositions statutaires. La société subsistera pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. Le lieu où la correspondance doit être adressée et celui où les actes et documents concernant la liquidation doivent être notifiés, a été fixé par assemblée complémentaire du 25 mars 2009, à Saint-Bonnet-du-Gard (30210), 70, rue de l'Aubépine, siège de la liquidation.

Elle a nommé comme liquidateur Mme Agnès MORFIN épouse GRABOWSKI, domiciliée 70, rue de l'Aubépine, Saint-Bonnet-du-Gard (30210) en lui conférant les pouvoirs les plus étendus, sous réserve, de ceux exclusivement réservés par la loi à la collectivité des associés, dans le but de lui permettre de mener à bien les opérations en cours, réaliser l'actif, apurer le passif et répartir le solde entre les associés dans le respect de leurs droits.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Papeete en annexe au registre du commerce et des sociétés.

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION ARTISANALE TAMARII MEHITI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (28 mars 2009)

Présidente	:	HURI Myrna
Vice-président	:	TURI Léonce
Secrétaire	:	HURI Myrna
Secrétaire adjointe	:	PANI Merenui
Trésorière	:	TURI Marie
Trésorière adjointe	:	TIHATI Marie
Assesseurs	:	HURI Diana MOARII Lucien

ASSOCIATION FAMILIALE CHANGNE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (21 février 2009)

Présidente	:	TERIINOHO Iléana
Secrétaire	:	TERIINOHO Hinanui
Trésorière	:	HOATA Corine

ASSOCIATION TE HEU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (15 mars 2009)

Président	:	PUHETINI Vanyzette
Vice-présidente	:	PAHUATINI Ornella
Secrétaire	:	BONNEFIN Georgina
Secrétaire adjoint	:	NGANAHOA Alexandre
Trésorière	:	VAIANUI Laura
Trésorière adjointe	:	PUHETINI Théodora
Commissaires aux comptes	:	PUHETINI Napoléon MATUAITI Jeanne

ASSOCIATION TAMARII RAPA NO TAHITI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (21 mars 2009)

Président	:	TAMATA Maurice
Vice-président	:	RIARIA Alphonse
Secrétaire	:	OPETA Hélène
Secrétaire adjointe	:	URARII Angèle
Trésorier	:	PATIRA Teputaeikina
Trésorier adjoint	:	TINOMOE Williams

ASSOCIATION TE UI NO TE HERE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (21 février 2009)

Présidente	:	LUCAS Louise
Vice-président	:	OPUTU Léon
Secrétaire	:	MARAIARIA Diane
Trésorière	:	TOKORAGI Maguy

ASSOCIATION PAHIAREPO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (28 février 2009)

Président d'honneur	:	TERIIRERE Iotefa
Président	:	VIDAL Darrel
Vice-présidents	:	SAVOIE RAURAGI Emile POETAI Théophile
Secrétaire	:	TEHAARI Ronald
Secrétaire adjointe	:	TAMAITIORE Greta
Trésorier	:	MAITUI Antonio
Trésorière adjointe	:	POETAI Marie
Responsable lagonaire	:	NEHEMIA Agnes
Responsable côtier	:	DURIETZ Ismael

ASSOCIATION FAMILIALE VICTORIA ET MARATINO

Modification de statuts

Il a été rajouté en objet d'organiser des sorties, des voyages et des manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens au sein de la famille.

De même, les articles 4, 5, 6, 8, 10 et 15 ont été modifiés.

Le reste sans changement.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (24 janvier 2009)

Président	:	FARIUA Inatio
Vice-présidente	:	FARIUA Sylvie
Secrétaire	:	FARIUA Patricia
Secrétaire adjointe	:	MANUA Slovane
Trésorière	:	PICARD Roeata
Trésorière adjointe	:	FARIUA Marie

ASSOCIATION SPORTIVE DE TIR DE MOOREA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (31 janvier 2009)

Président	:	BRINCKFIELDT Edgar
Vice-présidents	:	TEIHOTU Petea TETUANUI Jean-Pierre
Secrétaire	:	TEFAU Francis
Secrétaire adjoint	:	SANDFORD Monoïhere
Trésorier	:	MAHINEPEU Carlos
Trésorier adjoint	:	MARE Georges

SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE ARIITEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (25 mars 2009)

Président	: CHABERT Marc
Vice-présidente	: LEFAIT Lise
Secrétaire	: SCI VAITEAA
Trésorier	: WONG Jeffrey
Trésorier adjoint	: JEUNE Francis

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE ARATIKA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (24 mars 2009)

Présidente	: WILLIAMS Itua
Vice-président	: KAUA Roger
Secrétaire	: AMO Sylvie
Secrétaire adjointe	: TAIMANA Maire
Trésorière	: CARBAYOL Temakona
Trésorière adjointe	: AMO Caméla
Assesseurs	: TIATIA Stina FATUPUA Fabien PAUTU Blanche TERIIORAI Ida TERIIORAI Léna

ASSOCIATION DES JEUNES DE AFARERII

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (22 mars 2009)

Présidente	: TURI Maryvonne
Secrétaire	: TURI Vaiana
Trésorier	: PAAMA José

ASSOCIATION TE HEI HONO

Modification de statuts

L'association a aussi pour objet :

- la recherche des différentes connaissances traditionnelles maohi et leur rayonnement par la création ;
- de promouvoir le tourisme par des séjours organisés ;
- de promouvoir la culture polynésienne par des visites et des rencontres avec les conservateurs de nos origines passées ;
- de faciliter l'insertion des jeunes au moyen d'animations, de formations, d'encadrement et d'aides diverses ;
- d'organiser des sorties et manifestations diverses pour la jeunesse et les personnes âgées ;
- de promouvoir la pêche et l'agriculture ;
- de promouvoir l'artisanat par la création d'un centre artisanal ;
- d'embellir et de reboiser ;
- le village des retraités.

Son siège social est fixé à la mairie de Pueu.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (4 mars 2009)

Présidente	: TRAN NGOC LOI Tehearai
Vice-présidente	: TEOTAHII Evaline
Secrétaire	: CHEUNG SEN Amélie
Secrétaire adjoint	: PAHEROO Bill
Trésorière	: TEIHOARII Vivine
Trésorière adjointe	: MAIHOTA Roland
Assesseur	: TOOFA Sane

ASSOCIATION TAMARII VAIMU

Modification de statuts

Les articles 5 et 6 ont été modifiés.

Le reste sans changement.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (5 mars 2009)

Président	: LENOIR Teva
Vice-président	: PAEPAETAATA Yoann
Secrétaire	: LENOIR Patricia
Secrétaire adjointe	: TEMANUPAIOURA Sandrina
Trésorier	: ROMEA Teraparai
Trésorier adjoint	: HIRO Christophe

ASSOCIATION SPORTIVE PAPEETE VA'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (5 février 2009)

Présidents d'honneur	: BUILLARD Michel VILLIERME Charles TEMORERE Gabriel
Présidente	: VILLIERME Angie
Vice-président	: TEIVA Heyman
Secrétaire	: BAMBRIDGE Mateata
Trésorière	: FROGIER Tepoe

SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE L'IMMEUBLE CALVEYRAC

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (13 février 2009)

Président	: TETARIA Bruno
Secrétaire	: TCHEN Joséphine
Trésorier	: FONTAINE Teaonui

ASSOCIATION TERAMA ORA (GROUPEMENT DE JEUNES ANIMATEURS ADULTES)

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (22 mars 2009)

Président	: CHUNG Maurice
Vice-président	: MAIHI Mihimana
Secrétaire	: VIRIMAU Poerava
Secrétaire adjointe	: MAIHI Aurore
Trésorier	: TANEPAU Tihoti
Trésorière adjointe	: TANEPAU Rita

ASSOCIATION DES VOILIERS EN POLYNESIE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 mars 2009)

Président : BALTZER Michel
Vice-président : FLEURY Matthieu
Secrétaire : DUPAS François
Secrétaire adjointe : DE OBREGON Y DE LANUZA
Maria del Milagro
Trésorier : SMITH Jean
Trésorier adjoint : LE BRAS Antonina

ASSOCIATION HORO FENUA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 mars 2009)

Présidente : DORRA Martine
Secrétaire : DORRA Raphaël
Trésorier : MOHR Pascal

COOPERATIVE SCOLAIRE DE REAO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 mars 2009)

Présidente : RIVETA-LENOIR Sandra
Secrétaire : TAMAHAEERE Mélanie
Trésorier : IHORAI Charles

ASSOCIATION TE MANA O TE MAU MOTU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 février 2009)

Président : MARAEURA Teina
Vice-présidente : PARKER Eléanor
Trésorier : KAUTAI Benoît

ASSOCIATION TE REO O TE TAMA NO POPORA*Erratum*

La présente annonce annule et remplace celle parue au JOPF n° 12 du 19 mars 2009 à la page 1266.

COMPOSITION DU BUREAU :
(28 novembre 2008)

Président : TEIHOARII Ricardo
Vice-président : BRYANT Hurimana
Secrétaire : MARITERAGI Vairani
Secrétaire adjointe : TINORUA Monia
Trésorière : FAAIO Marina
Trésorier adjoint : CHAN PHANG Théodore

**COOPERATIVE SCOLAIRE
DE L'ECOLE PRIMAIRE DE TIKEHAU**

Modification de statuts :
(24 février 2009)

L'article 5 du 5° au 8e alinéa a été modifié.

Le reste demeure sans changement.

COMITE DE FETE TIONA DE PUEU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 mars 2009)

Président : CHEUNG SEN Jean-Pierre
Vice-présidents : WAN Giovanni
TUTERARII Puapei
MATAITAI Tapa
Secrétaire : FAAITE Vahine
Secrétaire adjointe : HOATA Eliane
Trésorière : TETIARAHU Angèle
Trésorière adjointe : CHAUVIN Frina
Assesseurs : MAO Adeline
ROCHETTE Tauhiti
TEOTAHU Tauhiti

ASSOCIATION AITO DJEUNES DE LA MISSION*Rectificatif*

A l'annonce parue au JOPF n° 14 du 2 avril 2009, à la page 1459 :

Au lieu de :

"Trésorière : TAEAETAATA Hinarii
Trésorière adjointe : TENGARIPA Tania" ;

Lire :

"Trésorière : TENGARIPA Tania
Trésorière adjointe : TAEAETAATA Hinarii".

Le reste demeure sans changement.

ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE FAARUA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 février 2009)

Président : TEMAIRIA Jordan
Vice-président : RAURII Taniera
Secrétaire : BERTAUX Alisée
Trésorier : RANGIMAKEA Alphonse

ASSOCIATION SPORTIVE AREARII DE MOERAI, RURUTU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 mars 2009)

Présidents d'honneur : MATEAU Roomaataaroa
MATEAU Arsène
TEINAORE David
Président : CHONG Jacques dit Jacky
Vice-président : ATAI Edgard
Secrétaire : ATAI Mareva
Secrétaire adjointe : MATEAU Gwenola
Trésorière : MAIRAU Miranda
Trésorier adjoint : ATAI Christophe

ASSOCIATION A TAUTURU IA NA RIMATARA*Erratum*

A l'annonce parue au JOPF n° 7 du 12 février 2009, à la page 826 :

Ajouter :

“Secrétaire adjointe : HATITIO Claudine ;
Trésorière adjointe : TEREOPA Teriipetau.”

Le reste sans changement.

ASSOCIATION TE U'I TAMA*Modification de statuts*

L'article 14 a été modifié.

Le reste sans changement.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 mars 2009)

Président	: ATAE Charles
Vice-président	: FROGIER Jean-Marc
Secrétaire	: RATARO Josiane
Secrétaire adjoint	: TERIITAUMIHAU Célestin
Trésorière	: TAUMIHAU Taataura
Trésorière adjointe	: HIRO Emélie
Assesseeurs	: AMARU Lois TEAHA Teipo MAUNIER Nirvana

FEDERATION TAHITIENNE DE KAYAK

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 février 2009)

Président	: VILLIERME Charles
Vice-présidents	: POROI Rocky ITCHNER Stéphane BARFF Roland
Secrétaire	: HOLOZET Alain
Secrétaire adjointe	: TFARIKI Hélène
Trésorier	: CHAUSSOY Heimata
Trésorier adjoint	: FREBAULT Charles
Commissaires aux comptes	: TORREGROSSA Julien MOSOLE Sébastien

ASSOCIATION HUAHINE SURFSKI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 mars 2009)

Présidents d'honneur	: TEMAIANA Filmin FATUMA Francky
Président	: TEPA Léopold
Vice-présidents	: LEMAIRE Casimir TEMAIANA Tumaria
Secrétaire	: COLOMBANI Tania
Secrétaire adjointe	: TEMAIANA Virginie
Trésorière	: TAPAO Titaina
Trésorier adjoint	: AA Raymond

ASSOCIATION ROTI FAUTAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(5 mars 2009)

Président d'honneur	: GITTON Louis
Présidente	: GITTON Marie-Jeanne
Vice-présidente	: GITTON Faarere
Secrétaire	: TIROA Turere
Secrétaire adjointe	: SCHMIDT Ursula
Trésorière	: GITTON Maryline
Trésorière adjointe	: TUAIRAU Juliana
Assesseeurs	: GITTON Maui TEMATAHOTOA Albert TEIHOTU Philippe

ASSOCIATION AMUIRAA FETIA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 mars 2009)

Président	: TEVAEARAI Marcel
Vice-président	: TEHAAMOANA Phila
Secrétaire	: TEVAEARAI Vaimuna
Secrétaire adjointe	: TOOFA Violette
Trésorière	: PUNUA Augustine
Trésorier adjoint	: TEVAEARAI François
Assesseeurs	: UEVA Landry FAITO Mareva TEVAEARAI Poni FAITO Taina
Commissaires aux comptes	: TEHEI-PERRY Laïza TEVAEARAI Enoha

ASSOCIATION MAIRE NUI PETANQUE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 décembre 2008)

Président	: ASEN François
Secrétaire	: POROI Dawis
Trésorière	: ASEN Heirani

ASSOCIATION RUGBY CLUB TAPUTAPUATEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(19 mars 2009)

Présidents d'honneur	: ATANI Turia U-FA Roberto
Président	: GUILAIN Laurent
Vice-président	: CHIN Jean-Charles
Secrétaire	: BRUNSCHWIG Christel
Trésorier	: PERRET Guillaume

FOYER SOCIO-EDUCATIF DU COLLEGE DE PAOPAO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 février 2009)

Présidente d'honneur	: LAN SUN LUK Sheila
Présidente	: EPERANIA Christine
Secrétaire	: TEVARIA Valérie
Trésorière	: TURI Viviane
Trésorière adjointe	: TEIVA Mariette

CONSEIL DES ENTREPRISES DE POLYNESIE FRANÇAISE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(4 mars 2009)

Président : BELLANGER Bruno
 Vice-présidents : TAPETA Luc
 BILLON-TYRARD Jacques
 Trésorier : LE BRIS Alain

ASSOCIATION TE UI TINi NO RAROMATAI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(20 mars 2009)

Présidente d'honneur : BEAUMONT Paulette
 Président : BEAUMONT Paul
 Vice-présidente : TIITAE Sabrina
 Secrétaire : PANI Heimana
 Secrétaire adjointe : TEURA Lavaina
 Trésorière : PANI Iotebera
 Trésorier adjoint : RATA Taniera

**REGROUPEMENT DES ARTISANS DU TIFAIFAI
TE API NUI O TE TIFAIFAI****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(16 mars 2009)

Membre de droit : TEAVE Ginette
 Présidente d'honneur : TAPUTUARAI Betty
 Présidente : LEGAYIC Béatrice
 Vice-présidente : TAPATO Marguerite
 Secrétaire : UTIA Ina
 Secrétaire adjointe : TEAVE Angéline
 Trésorière : ATU Irène
 Trésorière adjointe : BIRET Virginie
 Assesseurs : LAFON Véronica
 BELLAIS Yvonne
 MAIRE Pepe

ASSOCIATION HURA TINi**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(22 février 2009)

Présidents d'honneur : HAOATAI Miguel
 ROOMATAAROA Victor
 Président : ANGIA Tevearai
 Secrétaire : TEMAIANA William
 Secrétaire adjointe : PAHUIRI Korine
 Trésorière : LEE Mareva
 Trésorière adjointe : TERAAITEPO Elisa

ASSOCIATION TAKEMUSU AIKIDO DE POLYNESIE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(13 mars 2009)

Président d'honneur : LASPEYRES Jean-Claude
 Président : TEFAU Xavier
 Vice-président : TEFAU Gabriel
 Secrétaire : HENDRIK Leys
 Trésorière : CHEVALIER Odette

ASSOCIATION HUI MAOHI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(17 mars 2009)

Membre d'honneur de l'île
 de Raiatea : HART Steve
 Président d'honneur : FONTAINE Christian
 Vice-présidents : BENNETT Mauna
 CARROLL Eimata
 BROTHERS Stanley
 Secrétaire : SOULLIER Mareva
 Secrétaire adjointe : BROTHERS Tepuarata
 Trésorier : TETIARAHl Alexandre
 Trésorier adjoint : TUMARAE Augustin
 Assesseur : SAGUES Fred

CLUB SPORTIF ET ARTISTIQUE INTERARMÉES DE TAHITI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(16 mars 2009)

Président : BAILLAT
 Vice-président : LESOURD Louis
 Secrétaire : CHAND Mireille
 Secrétaire adjoint : DELEHEDDE Olivier
 Trésorier : RUCH Paul
 Trésorière adjointe : MAIRE Christine
 Le comptable : TEIKIHAKAUPOKO Aimé

AERO CLUB DE TAHITI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(18 mars 2009)

Président d'honneur : DRAKNI Driss
 Président : CHANEL Léon
 Secrétaire : LASSAGNE Christophe
 Trésorier : MARCHAIS René
 Conseiller technique : PICCOT Henri
 Conseiller juridique : GATTI Max

ASSOCIATION FAMILIALE TETUARAA-TARAUFAU
anciennement dénommée
TAATIRAA FETII TETUARAA-TARAUFAU*Modification de statuts*

Son siège social est fixé chez M. Timiona dit Alfred Vaitahe, pointe Vénus, quartier Vaitahe, Mahina.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(28 février 2009)

Président : VAITAHE Timiona
 Vice-présidente : TAIARUI Teurihei
 Secrétaire : VAITAHE Vaite
 Secrétaire adjoint : TUIHO Teriimana
 Trésorier : AYOU Siméon
 Trésorière adjointe : TUMARAE Augustine
 Commissaires aux comptes : AYOU Terorotua
 VAITAHE Manua
 Assesseurs : BURNS Elisabeth
 TEMANAHA Juliette
 TAIARUI David Ariioehau
 MATAIHO Robert

COOPERATIVE INTERNAT COLLEGE DE MAKEMO**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(11 février 2009)

Président	: TEIRI Félix
Vice-présidente	: APUARII Tina
Secrétaire	: TIMOTEO Tureiariki
Secrétaire adjoint	: TEPA Terito
Trésorière	: KAPIKURA Nita
Trésorier adjoint	: TEFAAORA Billy
Assesseurs	: UTIUTI Léon BURNS Raiana

**ASSOCIATION SPORTIVE DU CENTRE DES SPORTS
POPULAIRES DE MAKEMO****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(23 février 2009)

Président	: TEIRI Félix
Vice-président	: TEIRI Richard
Secrétaire	: TEPA-TEIRI Samantha
Secrétaire adjoint	: TINIRAU Martin
Trésorière	: KAPIKURA Nita
Trésorier adjointe	: TIMOTEO Tureiariki

ASSOCIATION TEATA MAOHI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(9 janvier 2009)

Présidente	: TEUAHAU-ANAKENA Tepoe
Vice-président	: OPUHI Paul
Secrétaire	: TEMAURI Karen-Lei
Secrétaire adjointe	: MAIHI Tevaite
Trésorière	: BOUTEILLER Maeva
Trésorier adjoint	: TARAUFU Julien

FEDERATION DES ASSOCIATIONS A TAUTURU IANA*Rectificatif*

A l'annonce parue au JOPF n° 23 du 5 juin 2008, à la page 2057 :

Au lieu de : le conseil îles du Vent ouest : MOETU Tangui ;

Lire : le conseil îles du Vent ouest : TANGI Moetu.

Le reste sans changement.

ASSOCIATION A TAUTURU IA NA NIAU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(26 mars 2009)

Président d'honneur	: HIO Ariihau
Président	: CLARK TEFAU Tavae
Vice-président	: AMO Fareana
Secrétaire	: TEREROA Maeva
Secrétaire adjoint	: REDEUILH Louis
Trésorier	: FATUPUA Georges
Trésorière adjointe	: CLARK TEFAU Justine

AMICALE TAMARII IEOM**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(5 janvier 2009)

Président d'honneur	: REMBLIN Max
Présidente	: VAN BASTOLAER Mareva
Vice-président	: LINE Eddy
Secrétaire	: BESSERT Line
Secrétaire adjointe	: DUPONT-TEAHA Nathalie
Trésorier	: KWONG Angélo
Trésorière adjointe	: KONG FOU Sandra

**ASSOCIATION CULTUELLE DE LA PAROISSE
PROTESTANTE DE TARAVARI HUAHINE ISLV****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(22 février 2009)

Président	: FANAURA René
Vice-président	: FANAURA Teriitua
Secrétaire	: TUTURURAI Tina
Secrétaire adjointe	: ARIHOTIMA Cathia
Trésorière	: FANAURA Joséphine
Trésorière adjointe	: TAI Colette
Commissaires aux comptes	: TAI Wilfrid FANAURA Geneviève
Assesseur	: FANAURA Alexandre

**ASSOCIATION POLYNESIENNE DES DIPLOMES DE
L'INSTITUT TECHNIQUE DE BANQUE - AITB POLYNESIE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(14 mars 2009)

Présidents d'honneur	: MAUTALENT Michel FOULAUX Patrick SANFAL Marie-Josée
Président	: CORNIGLION Fred
Vice-président	: PERRET Yannick
Secrétaire	: RAOULX Cyril
Secrétaire adjoint	: TEIHOTU Benjamin
Trésorière	: CHONGUE Brigitte
Trésorière adjointe	: KONZACK Valérie

ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE DE VAITAHE
(Récépissé n° 79 SAISLV du 11 mars 2009)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE DE VAITAHE, fondée le 23 novembre 2008, a pour but de former à la responsabilité, au civisme, à l'autonomie par la pratique d'activités physiques, sportives et de pleine nature, d'activités socioculturelles, dans le cadre d'un fonctionnement démocratique. Elle contribue à l'éducation globale des enfants.

Elle est affiliée à l'Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP), association constituée au sein de l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique (UFOLEP) section sportive et de pleine nature de la ligne française de l'enseignement et de l'éducation permanente.

Elle participe aux rencontres, épreuves et manifestations organisées ou contrôlées par l'USEP.

Son siège social est situé à Uturoa.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: LEMAIRE Auguste
Secrétaire	: AHNNE Eva
Trésorière	: EBB Lovina

ASSOCIATION FAMILIALE CONSORT LOUISE, TETUAEHURI DEXTER

(Récepissé n° 5455 DRCL du 6 avril 2009)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION FAMILIALE CONSORT LOUISE, TETUAEHURI DEXTER, fondée le 1er mars 2009, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

L'association est apolitique et n'a aucune obédience religieuse.

Elle a pour objet :

- de regrouper et de resserrer les liens familiaux ;
- de défendre et de protéger les biens familiaux dudit consort ;
- d'engager toutes actions pour faire aboutir les revendications concernant leur patrimoine culturel et foncier ;
- de rechercher des fonds (vente de gâteaux, de poulets, des journées corporatives et dîner dansant, etc.).

Son siège social est situé à Taravao, lotissement Kia Ora, n° 60, BP 8392, 98719 Taravao.

Il pourra être transféré par simple décision de l'assemblée.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: DEXTER Louise
Vice-président	: DEXTER Joël
Secrétaire	: DEXTER Annie
Secrétaire adjointe	: DEXTER Romana
Trésorière	: FARIUA Patricia
Trésorière adjointe	: VILLA Louise
Assesseurs	: FARIUA Totoarii TEMARONO Puhina TEMARII Yvette FARIUA Marie-Hélène

ASSOCIATION MANGARONGARO

(Récepissé n° 5433 DRCL du 2 avril 2009)

Extraits de statuts

Il est constitué le 26 mars 2009, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, l'ASSOCIATION MANGARONGARO régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Pirae :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est situé à Pirae.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TOI Tehinano
Vice-présidente	: PERRY Hura
Secrétaire	: PERRY Hura
Trésorière	: RUPEA Ariitua
Assesseurs	: RUPEA Mareta RUPEA Alphonse

ASSOCIATION KOPARAMATUA NO RAROIA

(Récepissé n° 50 TG du 31 mars 2009)

Extraits de statuts

Il est fondé le 20 mars 2009, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 et les textes subséquents dénommée KOPARAMATUA NO RAROIA.

Elle a pour but la régénération de la cocoteraie et diverses activités agricoles.

Son siège social est fixé à Koparamatua.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TETOKA Savino
Vice-président	: RUATERORO Temate
Secrétaire	: TAIRUA Lyana
Secrétaire adjointe	: TAIRUA Signa
Trésorière	: TOKORAGI Irène
Trésorière adjointe	: TAMATA Maire
Commissaire aux comptes	: HITI Marcel
Assesseurs	: PIHAHUNA Régis TAIRUA André HITI André TETOHU Lucien ELLIS Louis

ASSOCIATION COPRAHCULTURE ARUTUA

(Récepissé n° 49 TG du 30 mars 2009)

Extraits de statuts

Il est fondé le 6 mars 2009, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 et les textes subséquents dénommée ASSOCIATION COPRAHCULTURE ARUTUA.

Elle a pour but la régénération de la cocoteraie, le reboisement, l'abattage des vieilles cocoteraies et la fertilisation des cocoteraies existantes.

Son siège social est fixé à Arutua, Tuamotu.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: NAUTA Pupure
Vice-président	: TINOMOE Temahui
Secrétaire	: MOE Ah-Loy
Secrétaire adjointe	: HOATUA Mitere
Trésorier	: REHUA Tevai
Trésorier adjoint	: NERI Andy

ASSOCIATION TAMARII TE TO'A ARAI (Récépissé n° 5432 DRCL du 2 avril 2009)

Extraits de statuts

Il est fondé le 20 mars 2009, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée TAMARII TE TO'A ARAI.

Elle a pour but :

- d'aider les familles dont le père ou la mère employé au sein de notre service lors des tragédies (décès "interne") ;
- de remercier tous les travailleurs lors d'un pot de fin d'année ;
- la participation aux diverses manifestations culturelles et sportives au sein du service ou à l'extérieur.

Son siège social est fixé à l'immeuble "Amical de To'a Arai", Mission.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: HURIORE Edouard MANATE Roiau
Président	: AARU RUA Tavita
Vice-président	: MARA Bruno
Secrétaire	: PAIA Elisa
Secrétaire adjoint	: VOIRIN Jean-Yann
Trésorière	: MARA Miroise
Trésorier adjoint	: PAIA Alain

ASSOCIATION PAHEREAVA (Récépissé n° 51 TG du 31 mars 2009)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION PAHEREAVA, fondée le 8 décembre 2008, est régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée, le décret du 16 août 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour but d'aider les familles et les jeunes à s'épanouir socialement, l'information, la formation, la promotion de sports divers, d'activités culturelles, artisanales, éducatives et de loisirs.

Elle entend étendre son action dans d'autres domaines, sur simple décision du conseil d'administration.

Son siège social est fixé à Temeheroga, Rotoava, Fakarava, BP 154. Il pourra être transféré en tout autre lieu par simple décision du conseil d'administration. Cependant, cette décision devra être entérinée par l'assemblée générale.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TU Firmin
Vice-président	: PAUTU John
Secrétaire	: PAUTU Madeleine
Secrétaire adjointe	: PAUTU Madeleine
Trésorière	: TIAIHO Julienne
Trésorier adjoint	: TU Tamaku
Assesseurs	: TAPI Jean-Baptiste TU Euresia

ASSOCIATION FRANÇAISE DES PREMIERS SECOURS DE POLYNESIE FRANÇAISE (AFPS987)

(Récépissé n° 5404 DRCL du 30 mars 2009)

Extraits de statuts

Il est créé le 18 mars 2009, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION FRANÇAISE DES PREMIERS SECOURS DE POLYNESIE FRANÇAISE (AFPS987).

L'association départementale affiliée regroupe sur le plan départemental les associations dites locales ou conventionnées. A ce titre, l'association départementale assure sur le plan départemental la représentation de l'AFPS dans le respect des directives imposées par celle-ci.

Dans ce contexte, l'association départementale a plus particulièrement pour objet :

- de représenter l'AFPS dans le département ;
- d'y faire respecter les règlements nationaux dans le but d'organiser, de diriger, de contrôler et de développer le secourisme, sa pratique et son enseignement ;
- de concourir au développement de ses activités selon les directives définies par son conseil d'administration et son accord avec l'AFPS ;
- d'exercer une mission de sécurité civile au sens donné à ce terme par la législation en vigueur.

Son siège social est fixé à rue Clappier, immeuble Gallieni, Papeete. Il pourra être transféré en tout autre lieu du département par simple décision du conseil d'administration qui a le pouvoir corrélatif de modifier les statuts sur ce point.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: ATAE Layana
Secrétaire	: TUHEIAYA Damas
Trésorière	: TEHEIPUARI-VANE Leila

ASSOCIATION ZIONA*(Récépissé n° 5338 DRCL du 19 mars 2009)*

Extraits de statuts

Il est fondé le 27 janvier 2009, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ZIONA.

Elle a pour but de garantir la promotion de la jeunesse, des familles et leurs intérêts dans tous les domaines soit à travers le sport, l'échange culturel, spirituel et le plaisir d'évasion.

Son siège social est fixé à Arue, PK 3,500, derrière le lycée Samuel-Raapoto.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: FLOHR Jérôme
Vice-président	: TEURA Nelson
Secrétaire	: FLOHR Noëlline
Secrétaire adjointe	: TEINA Flaviana
Trésorier	: MATA Jimmy
Trésorière adjointe	: ARAPA Turia

ASSOCIATION REID TETUAIHIRA*(Récépissé n° 5423 DRCL du 1er avril 2009)*

Extraits de statuts

Il est fondé le 21 février 2009, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION REID TETUAIHIRA.

Elle a pour but de faire valoir les droits de propriétés de Reid Tetuaihira, de regrouper et de resserrer les liens familiaux, de rechercher et de promouvoir leurs identités familiales et juridiques, d'entreprendre toutes actions concernant le patrimoine culturel et foncier.

Son siège social est fixé à Toahotu, PK 4,500, côté montagne, Aoma. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: TAHUAITU Georges TIAIEHAU Elisa
Président	: TETUMU Norbert
Vice-président	: IOTUA Louis
Secrétaire	: REID Thérèse
Secrétaire adjointe	: REID Yvonne
Trésorier	: TAHUAITU Georges
Trésorier adjoint	: REID Georges
Asseseurs	: TETUMU Pauline TAHUAITU Monique

ASSOCIATION HEIVA MOANA*(Récépissé n° 5434 DRCL du 2 avril 2009)*

Extraits de statuts

Il est fondé le 14 février 2009, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi de 1901 dénommée HEIVA MOANA.

Elle a pour but :

- l'organisation des compétitions de tout sport nautique ;
- l'organisation d'activités maritimes à but caritatif et social ;
- l'enseignement et la pratique du va'a et de sa culture ;
- l'organisation de déplacements sportifs, culturels et promotionnels à l'intérieur et hors de la Polynésie française.

L'association s'interdit toute discussion et manifestation présentant un caractère politique ou confessionnel.

Son siège social est fixé à Punaauia, lotissement Miri, lot n° 17, 98718 Punaauia, Polynésie française. Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision de son conseil d'administration.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: URIMA Jean-Louis
Vice-présidents	: DUBOIS Philippe ROOPINIA Vatea
Secrétaire	: BATUT Marguerite
Trésorier	: TOAREINUI Jules
Chargé de communication	: BRULIN Fabrice

ASSOCIATION FAMILIALE RAUHEI*(Récépissé n° 5322 DRCL du 17 mars 2009)*

Extraits de statuts

Il est fondé le 10 mars 2009, entre les adhérents aux présents statuts, une association familiale régie par la loi de 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée RAUHEI.

Elle a pour but :

- de rechercher notre lignée généalogique ;
- de défendre nos droits sur nos terres ancestrales ;
- de regrouper et de resserrer les liens familiaux ;
- de rechercher des fonds pour les affaires en justice ;
- de mettre en place des activités sportives.

Son siège social est fixé au domicile de la présidente, à Haapiti, résidence Vaianae, lot n° 5, côté mer, PK 20,800. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	MAHATIA-SADE Tetua
Vice-présidente	:	MAHATIA-WHITE Maeva
Secrétaire	:	PUAIRAU Rosalie
Secrétaire adjointe	:	MAHATIA Hana
Trésorière	:	ITAIA Diane
Trésorière adjointe	:	MAHATIA-ITAIA Etetera
Assesseurs	:	MAHATIA Jules MAHATIA Agnès MAHATIA-PUAIRAU Ohau

ASSOCIATION HIVA ORA*(Récepissé n° 5438 DRCL du 3 avril 2009)***Extraits de statuts**

L'association des élèves du Centre des métiers d'art de Polynésie française dénommée HIVA ORA a été fondée le 22 janvier 2009.

Elle a pour but :

- d'aider les élèves et les anciens élèves du Centre des métiers d'art à s'épanouir dans le secteur de l'artisanat et des arts plastiques ;
- d'organiser des expositions pour la promotion des élèves du Centre des métiers d'art ;
- de valoriser le patrimoine polynésien ;
- d'encourager les formes d'expression contemporaine de la culture polynésienne dans les domaines de l'artisanat, l'audiovisuel et l'art ;
- de promouvoir les échanges culturels dans la région du Pacifique et dans d'autres pays du monde.

Son siège social est fixé à Papeete, au Centre des métiers d'art, avenue du Régent-Paraita, BP 1725 Papeete. Le bureau a le choix de l'immeuble où le siège est établi et peut le déplacer dans la limite du territoire de la Polynésie française sur décision du conseil d'administration.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	BARE'LE Raimana
Vice-président	:	IOTÉFA Guillaume
Secrétaire	:	TAURAA Vaihere
Secrétaire adjointe	:	PAHEROO Aloé
Trésorière	:	TAORA Maili
Trésorier adjoint	:	TEROU Steeve

ASSOCIATION TUA ARII*(Récepissé n° 5440 DRCL du 3 avril 2009)***Extraits de statuts**

L'ASSOCIATION TUA ARII a été fondée le 22 mars 2009.

Elle a pour but :

- d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes d'aides, d'assistance et d'animation en faveur des membres de la famille ainsi que des jeunes du quartier et/ou de la commune ;

- de proposer et d'organiser des manifestations culturelles sur le territoire et à l'étranger ;
- d'organiser des soirées, des journées récréatives et des ventes au profit de ses membres ;
- de s'occuper des affaires de terre ;
- d'entretenir les relations entre les familles ;
- l'achat de matériel pour l'embellissement des terrains.

Son siège social est fixé à Faaone, PK 45,500, côté montagne, lotissement Teotuu, n° 4. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration. Cependant cette décision devra être entérinée par l'assemblée générale.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	TITI Gustave
Secrétaire	:	TITI Yasmina
Trésorier	:	TITI Eric

ASSOCIATION FAMILIALE TUAHINE ET TEHEI*(Récepissé n° 5383 DRCL du 25 mars 2009)***Extraits de statuts**

L'ASSOCIATION FAMILIALE TUAHINE ET TEHEI a été fondée le 5 mars 2009.

Elle a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi se connaître.

Elle se fixe aussi des objectifs :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire et mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et de rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Papenoo, PK 15,800, côté montagne. Le bureau a le choix de l'immeuble où le siège est établi et peut le déplacer dans la limite du territoire de la Polynésie française sur décision du conseil d'administration.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	:	TUAHINE Angèle
Président	:	TUAHINE Jean-Claude
Vice-présidente	:	MOARII Dora
Secrétaire	:	TUAHINE Lovaina
Secrétaire adjointe	:	TEURUA Dounia
Trésorière	:	TEIHOTU Odette
Trésorière adjointe	:	TINORUA Loana
Assesseurs	:	HAHUTU Hitirere TEIHOTU Poiha TETUARAA Jeannette

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 156		
Tirage du lundi 30 mars 2009 :		
24 29 32 45 47		
Numéro chance : 10		
	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance	0	0
5 bons numéros	1	20 904 856
4 bons numéros	226	171 014
3 bons numéros	10 607	1 610
2 bons numéros	165 311	739
N° chance gagnant	168 098 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 1 487 361		

LOTO NATIONAL N° 157		
Tirage du mercredi 1er avril 2009 :		
22 27 30 37 45		
Numéro chance : 3		
	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance	0	0
5 bons numéros	1	33 044 128
4 bons numéros	369	171 014
3 bons numéros	20 049	1 396
2 bons numéros	303 861	656
N° chance gagnant	527 759 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 4 823 292		

LOTO NATIONAL N° 158		
Tirage du samedi 4 avril 2009 :		
8 27 37 41 45		
Numéro chance : 6		
	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance	0	0
5 bons numéros	2	22 109 319
4 bons numéros	589	140 202
3 bons numéros	26 471	1 372
2 bons numéros	382 334	680
N° chance gagnant	596 744 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 0 668 219		

KENO

Lundi 30 mars 2009

1er tirage

Jackpot : 0 63 39 60 — Joker + : 1 234 294

2	12	15	20	25	26	29	30	33	38
41	44	49	50	56	59	64	67	69	70

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 0 86 52 32 — Joker + : 1 487 361

4	6	8	10	13	14	15	17	19	24
37	44	47	52	53	54	55	56	65	70

Multiplicateur : x 2

Mardi 31 mars 2009

1er tirage

Jackpot : 3 41 80 66 — Joker + : 1 130 640

9	10	12	15	18	20	22	29	32	33
35	39	43	44	45	58	60	61	63	68

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 6 43 17 02 — Joker + : 8 449 484

3	10	12	13	16	19	23	27	28	29
32	34	39	45	46	48	49	51	61	65

Multiplicateur : x 2

Mercredi 1er avril 2009

1er tirage

Jackpot : 9 30 28 19 — Joker + : 6 065 302

3	4	6	16	22	23	33	34	35	37
38	43	51	53	54	56	61	64	65	68

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Jackpot : 5 57 18 28 — Joker + : 4 823 292

3	8	9	14	18	20	30	32	33	38
39	45	46	50	55	56	59	63	66	67

Multiplicateur : x 2

Jeudi 2 avril 2009

1er tirage

Jackpot : 2 49 44 74 — Joker + : 2 508 386

7	14	15	21	23	24	27	30	32	35
37	38	39	47	50	51	58	63	67	68

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Jackpot : 0 42 11 91 — Joker + : 2 437 231

10	12	13	20	23	25	27	29	34	40
44	46	48	50	53	59	60	63	66	67

Multiplicateur : x 5

Vendredi 3 avril 2009

1er tirage

Jackpot : 5 87 79 62 — Joker + : 6 284 608

3	13	18	21	22	24	25	27	28	35
36	37	38	41	48	59	65	66	67	70

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 9 72 83 69 — Joker + : 5 632 051

4	7	14	16	17	24	27	28	30	33
34	36	43	49	53	54	55	60	66	68

Multiplicateur : x 3

Samedi 4 avril 2009

1er tirage

Jackpot : 8 70 73 25 — Joker + : 5 426 363

1	2	3	14	15	25	30	32	33	39
40	41	46	51	52	57	58	62	64	67

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Jackpot : 7 05 81 20 — Joker + : 0 668 219

3	11	14	18	26	27	28	29	33	36
38	43	45	46	49	57	58	60	64	65

Multiplicateur : x 4

Dimanche 5 avril 2009

1er tirage

Jackpot : 3 99 66 04 — Joker + : 8 528 494

2	7	9	19	20	23	30	35	37	41
44	47	51	54	60	62	63	65	66	69

Multiplicateur : x 1

2e tirage

Jackpot : 9 89 84 26 — Joker + : 1 619 387

1	5	6	9	13	15	16	23	24	25
26	29	30	31	34	56	57	64	66	68

Multiplicateur : x 3

O X O

Lundi 30 mars 2009		
Jackpot à 120 000 000 F CFP		
5	4	5
5	6	5
6	5	2
Joker + : 1 487 361		

Mardi 31 mars 2009		
Jackpot à 125 000 000 F CFP		
5	5	5
1	6	3
6	2	3
Joker + : 8 449 484		

Mercredi 1er avril 2009		
Jackpot à 130 000 000 F CFP		
2	2	4
5	6	3
5	4	3
Joker + : 4 823 292		

Jeudi 2 avril 2009		
Jackpot à 50 000 000 F CFP		
1	5	1
1	4	2
4	4	5
Joker + : 2 437 231		

Vendredi 3 avril 2009		
Jackpot à 55 000 000 F CFP		
2	4	6
6	6	1
6	4	2
Joker + : 5 632 051		

Samedi 4 avril 2009		
Jackpot à 60 000 000 F CFP		
6	1	5
2	3	5
4	6	5
Joker + : 0 668 219		

Dimanche 5 avril 2009		
Jackpot à 65 000 000 F CFP		
6	1	6
6	1	4
3	5	2
Joker + : 1 619 387		

EURO MILLIONS

Vendredi 3 avril 2009 - N° 14

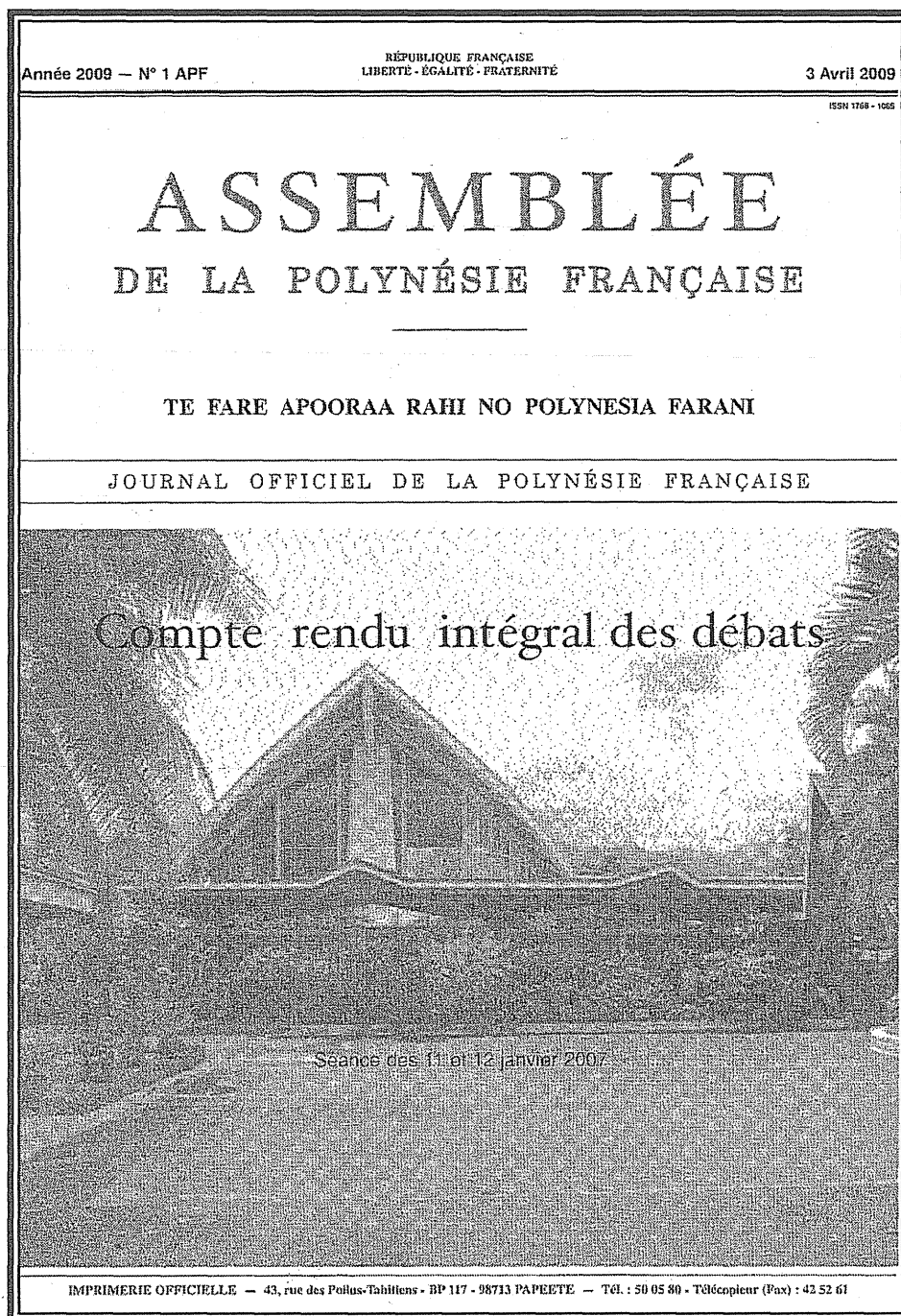
2 20 24 32 46



Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆ ☆	0	0	0
5 +	☆	1	3	122 417 350
5		1	7	14 888 591
4 +	☆ ☆	21	92	809 152
4 +	☆	300	1 296	38 293
4		528	2 333	14 880
3 +	☆ ☆	999	4 546	10 906
3 +	☆	12 186	58 977	4 284
2 +	☆ ☆	15 226	69 790	3 126
3		21 104	103 879	2 243
1 +	☆ ☆	89 437	397 045	1 252
2 +	☆	177 461	874 119	1 360

Joker + : 5 632 051

Vient de paraître



Prix du Numéro : 210 F CFP TTC